

**INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE STRASBOURG**

Université de Strasbourg

## **Les écologues sont-ils des écologistes ?**

**Enquête sur le rapport au politique des personnes travaillant dans  
un laboratoire d'écologie**

**Julie Meunier**

**Mémoire de 4<sup>ème</sup> année, filière « Politiques et Sociétés »**

**Sous la direction de Jean-Philippe Heurtin**

**2021- 2022**

*« L'Université de Strasbourg n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteure »*

**Résumé :**

Ce mémoire est l'aboutissement d'une enquête de terrain sur des chercheur.euses d'un laboratoire en écologie. La démarche visait à analyser le rapport au politique, et en particulier à l'écologie politique, des chercheur.euses, afin de comprendre dans quelle mesure leurs choix d'orientation, cadre de travail, et sociabilité avaient une influence sur leur idéologie politique. Cette démarche a permis d'inscrire ce travail localisé dans des réflexions plus larges sur les interactions entre science et politique, et entre recherche et politique ; et de questionner de quelle manière le politique peut ou ne peut pas se manifester dans l'activité de recherche en écologie scientifique.

**Abstract :**

This dissertation is the result of a field survey on researchers in an ecology laboratory. The aim was to analyze the relationship to politics, and in particular to political ecology, of the researchers, in order to understand to what extent their choice of orientation, work environment, and sociability had an influence on their political ideology. This approach allowed us to place this localized work within broader reflections on the interactions between science and politics, and between research and politics; and to question the way in which politics may or may not manifest itself in the activity of research in scientific ecology.

**Mots clés :** écologie, laboratoire de recherche, politique, science, militantisme, chercheurs

**Remerciements :**

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à mon directeur de mémoire, Monsieur Jean-Philippe Heurtin. Je le remercie pour sa disponibilité, et ses conseils qui m'ont beaucoup aidé lors de la réalisation de ce mémoire.

J'aimerais aussi remercier mes deux camarades Clara Meyer et Marjolaine Niquet, qui m'ont soutenu tout au long de ce projet.

# **SOMMAIRE**

<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>1. Environnement, idées, et expériences politiques des enquêté.es</b>	<b>11</b>
1.A. L'environnement social des enquêté.es : le terreau de leurs systèmes de valeurs et de leur rapport à la nature	11
1.B. Les cadres idéologiques des enquêté.es et les supports théoriques qui les nourrissent	27
1.C. La politique en actes : pratiques, votes et expériences militantes	33
<b>2. Le politique et la recherche en écologie</b>	<b>51</b>
2.A. Politique et recherche	51
2.B. Politique ou recherche	62
2.C. Ecologie politique et scientifique : deux mondes si distincts ?	75
<b>CONCLUSION</b>	<b>88</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>89</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>92</b>
<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>108</b>

## INTRODUCTION

« *Suis-je encore écologue ou écologiste ?* ». Par ce questionnement, l'écologue et directeur de recherche au CNRS Franck Courchamps entend alarmer dans une interview pour le journal Le Monde (Garric, 2020) sur ce qu'il appelle la « *bipolarité de l'écologue* ». Il explique en effet ressentir une tension forte entre l'envie « *d'agir* » en tant que citoyen pour tenter de contrer l'effondrement du vivant qu'il observe dans ses recherches, et le mal-être à l'idée d'agir en tant que scientifique, au risque de « *perdre la neutralité et la crédibilité indispensables* » à son travail. Ses recherches, axées sur les mutations du vivant à l'aune des crises de la biodiversité et du réchauffement climatique, semblent bien à la racine de cette envie d'aller au-delà de son travail d'écologue :

« *Pendant des années, j'observais la destruction de la biodiversité de manière neutre, comme un chercheur en médecine verrait une maladie : pour étudier les dysfonctionnements du corps humain. Aujourd'hui, je vis très mal cet effondrement du vivant et j'ai décidé de m'engager.* » (Courchamps pour Le Monde, 2020)

Cette tension entre rôle de chercheur.euse en écologie et volonté de faire plus pour l'écologie, de s'engager autrement, me semblait pertinente à creuser dans le cadre de ce mémoire. Si par « *m'engager* », cet écologue mentionne ses apparitions médiatiques, et ses activités de diffusion de ses recherches au grand public<sup>1</sup> (activités qui ne sont pas comprise dans son travail d'écologue, donc sont réalisées sur son temps libre), il serait pertinent dans cette enquête d'ouvrir cette notion d'engagement à tout acte que les chercheur.euses en écologie pourraient faire en dehors de leur travail pour agir sur la Cité sur des questions liées à l'écologie. Autrement dit, penser ce qui mène les chercheur.euses d'une recherche scientifique sur les rapports des êtres vivants à leur environnement, vers le politique, et l'écologie politique. En effet, si les écologues ressentent la nécessité « *d'agir* » du fait de leur recherche, il semble intéressant d'examiner les liens entre écologie scientifique et écologie politique, par le truchement de la figure des écologues. Ce mémoire s'attachera donc à analyser le rapport au politique et à la politique des écologues.

---

<sup>1</sup> Il a notamment été l'auteur d'une bande-dessinée sur les fourmis, et d'un livre intitulé *L'Ecologie pour les nuls* (2009)

Cela nécessite dans un premier temps de définir l'écologie scientifique et l'écologie politique, et de les délimiter. Cette tâche est plus ardue qu'elle n'y paraît, l'écologie scientifique et l'écologie politique partageant bien plus qu'un simple nom.

L'écologie scientifique pourrait être définie comme l'étude des interactions entre les êtres vivants, et entre les êtres vivants et leur environnement, à quelques échelles que ce soient (Lévêque, 2013). Elle est, en France, une discipline (liée dans les enseignements et dans les laboratoires de recherches) de la biologie, qui est l'étude des êtres vivants, et a donc un héritage darwiniste marqué : la théorie de l'évolution sous-tend l'écologie scientifique. Elle a pour prémisses des sciences plutôt descriptives comme la systématique et la botanique (Jacques, 2010). Si des historiens font du botaniste danois Eugen Warming le père de l'écologie avec son ouvrage *Oecology of plants* (1895), le concept d'*oekologie* a été en réalité créé par Ernst Haeckel, dans son *Generelle Morphologie der Organismen* (1866), et défini comme la « science des rapports des organismes avec le monde extérieur » (Guille-Escuret, 2014). Ernst Haeckel inscrit bien l'écologie dans la lignée du darwinisme, tout en la teintant de romantisme. Son héritage est néanmoins sujet à controverse : Ernst Haeckel était partisan d'un darwinisme social et entendait s'appuyer sur la science pour prouver ses théories racistes. L'écologie scientifique en tant que discipline est néanmoins née grâce à Eugen Warming et a ainsi dépassé l'héritage de Ernst Haeckel. Cette science est basée ainsi sur des concepts, mais aussi des principes fondateurs qui lui préexistaient. D'après Guille-Escuret (2014) cette spécificité de l'écologie scientifique implique que les interprétations du monde dans l'écologie scientifique sont peu diverses, car l'écologie scientifique constitue déjà en soi une interprétation du monde :

« *Le fait que l'écologie voie le jour dans et par la théorie s'accroît, dès ses vagissements, à une fébrilité politique et culturelle maximale* » (Guille-Escuret, 2014, p 64)

Ainsi, l'écologie scientifique est une science étroitement rattachée à ses théories fondatrices (en particulier la théorie de l'évolution), ce qui rend difficile de ranger une grande diversité d'interprétations et de points de vue en son sein. C'est en cela que l'écologie serait politiquement fébrile. Or cette force théorique, impliquant une faiblesse politique, rend cette science difficilement compatible à première vue avec l'écologie politique, qui elle cherche à « *rassembler sous son égide une diversité maximale de points*

*de vue* » (Guille-Escuret, 2014, p 63). Cette apparente incompatibilité entre écologie scientifique et écologie politique n'a pas empêché en réalité la formation de liens étroits entre les deux. En effet, dès les années 1960, l'écologie scientifique se transforme et gagne en popularité et en légitimité, du fait des crises climatiques et de pertes de biodiversité mises à l'agenda politique par les représentant.es de l'écologie politique. C'est ainsi en grande partie du fait de l'émergence des problématiques écologiques en politique que l'écologie scientifique devient la « *discipline dominante* » de la biologie (Jacques, 2010, p 5). De même, dans l'autre sens, les mouvements d'écologie politique ne sauraient exister sans l'écologie scientifique.

Christian Lévêque (2013, p32-33) explique en effet que si l'écologie politique s'est à l'origine construite comme une critique de l'industrialisation et des pollutions qu'elle engendre, elle est aussi issue de l'institutionnalisation de mouvements de protections de la nature. A cet égard, l'écologie scientifique sert de « *caution scientifique* » pour l'écologie politique et ses représentant.es, qui sélectionnent dans le discours scientifique des écologues les informations qui vont dans le sens des idées des différents mouvements écologistes (Lévêque, 2013, p33). Il y a donc des liens certains entre écologie scientifique et écologie politique, qui est le nom de mouvements écologistes divers mais également d'une pensée politique distincte qui donc fonde son argument en grande partie sur des discours scientifiques, ou à l'apparence scientifique. Le fait que l'écologie politique ait repris le nom de la science montre bien d'ailleurs la spécificité du mouvement et de la pensée, qui tous deux se fondent sur une confiance dans la science, et la mise au premier plan de problématiques liées à l'environnement.

Les liens ainsi très étroits entre écologie politique et écologie scientifique depuis leur fondement posent la question des fondements de ce sentiment de « *bipolarité* » qu'exprime l'écologue Franck Courchamps. En effet, dans une perspective latourienne, et posant qu'il existe des imbrications importantes entre science et politique, un sentiment de mal-être à l'idée que les deux ne soient pas à tout moment entièrement séparés doit être cause et manifestation d'un rapport spécifique au politique des chercheur.euses en écologie.

Tout au long de ce mémoire, nous adopterons ainsi une définition large du « politique » incluant tout élément qui tend à avoir une influence sur la vie dans la cité ; tout comme

nous adopterons une définition large de « l'écologie politique », incluant ainsi la pensée politique et les mouvements qui entendent la représenter.

Cette crispation, donc, des écologues à l'égard de l'écologie politique (comme pensée et comme ensemble de mouvements et partis) se manifeste dans le terme même qu'ils et elles utilisent pour se désigner. Ainsi, jusque dans les années 1980, les chercheur.euses en écologie étaient nommés les « *écologistes* ». Ces dernier.es, pour se distinguer des citoyens qui militent pour la protection de l'environnement, ont ainsi créé le terme « *écologue* » (Matagne, 2003). Cela témoigne bien, sinon d'un rapport tendu des écologues avec l'écologie politique, au moins de l'idée qu'être associé à des militant.es politique n'est pas bien vu dans le champ des sciences. Il s'agira donc au long de ce mémoire de se demander pourquoi il existe cette crispation à l'égard du ou de la politique dans le champ de l'écologie scientifique ; d'autant que l'histoire des écologistes français est traversée d'emmêlements avec le champ du politique.

Sylvie Ollitrault étudie en effet les associations issues du mouvement écologiste, et montre que de nombreux scientifique y sont militant.es, sans pour autant se « *poser en écologue* » (Ollitrault, 2001). Elle donne l'exemple d'un couple qui a fondé la Ligue de protection des oiseaux de Rennes, qu'elle a eu en entretien en 1994 :

« ***Je n'ai pas très bien compris vous avez étudié l'écologie ?*** »

– *Denise : On est spécialisé en écologie lui en botanique moi en entomologie.*

– *Jacques : ... J'ai pourtant fait de l'entomologie à l'armée. Vous savez l'armée (rires)»*

Sylvie Ollitrault explique que ces engagements sont décrits comme irrationnels par les chercheur.euses, qui racontent une prise de conscience soudaine vécue sur le mode de la vocation. Ces dernier.es s'engagent le plus souvent dans des associations à caractère « *scientifique* », car « *ils craignent la politisation de l'écologie* » (Ollitrault, 2001). Même au sein d'associations intervenant concrètement sur la scène publique, et ayant un impact sur les communautés et l'environnement, les écologues semblent craindre le caractère politique lié à l'écologie.

Reste que de nombreux exemples semblent dépasser cette apparente contradiction entre politique et écologie chez les écologues, notamment les exemples

convoquant la figure de l'« universitaire-militant », également étudiée par Sylvie Ollitrault. A la fois « experts, militants et agitateurs d'idées » (Ollitrault, 2001), les universitaires-militant.es ont fait parler d'eux notamment durant les controverses liées au risque du nucléaire, durant lesquelles ils et elles ont été porteurs et moteurs de revendications tournées vers le champ politique. La figure de l'universitaire-militant constitue donc l'apogée de cette imbrication entre politique et science pour l'écologie. En interpellant des gouvernements et acteur.ices du champ politique directement, ces figures semblent bien appuyer les revendications du mouvement écologiste de leur expertise scientifique.

Cependant, des actions moins directement tournées vers ces acteur.ices politiques pourraient tout de même être considérées comme du politique. En effet, « agir » en politique, comme le disait Franck Courchamps, semble accepter une définition large, et regroupe certes un militantisme classique, mais aussi la volonté de porter au-delà du champ scientifique des découvertes/données qui ont trait à des problèmes sensibles tels que le changement climatique et les crises de la biodiversité. En effet, ces problèmes ayant un impact important sur le réel, ils ont un caractère politique intrinsèque : à leurs causes, à leurs conséquences, à leurs possibles solutions. Peser sur la scène publique, et faire peser sa discipline sur la scène publique, cela semble déjà aller au-delà du champ scientifique et avoir trait au politique, à la vie de la cité. Des scientifiques comme le botaniste Francis Hallé, qui a écrit des livres sur les arbres qu'il étudiait, a participé à de nombreux documentaires destinés à faire connaître des environnements naturels menacés au grand public, et a souvent pris position dans les médias pour la préservation de la biodiversité ; excèdent leur rôle primaire de chercheur.euses pour se poser tantôt en vulgarisateur.rices, tantôt en lanceur.euses d'alerte. Michel Dupuy (2015) décrit par exemple l'influence des apparitions médiatiques de scientifiques dans la diffusion d'un vocabulaire spécifique. Il prend l'exemple des mots « biodiversité » et « écologie », et explique que pour ce dernier, 47% des personnes qui le prononçaient à la télévision française avant 1973 étaient des scientifiques. Il y a donc bien une porosité forte entre science et médias, les médias servant de plateforme nécessaire aux sciences pour se faire connaître, mais également d'outils pour les scientifiques de peser sur la scène publique, avec des revendications aux soubassements politiques, car liées à l'organisation et aux choix faits en société.

## Problématique :

Dans le film *Don't look up*, sorti en décembre 2021, des scientifiques utilisent la plateforme médiatique pour alerter sur la venue d'une météorite, allégorie du changement climatique ; et exhortent à une prise en compte de cette météorite par le monde politique. Si ce film a déjà été critiqué par un écologue français dans une tribune du *Monde* pour son oubli de la crise de la biodiversité (Grandcolas, 2022), ce n'est pas ici sur ce versant que portera notre critique de ce film, par ailleurs intéressant dans son approche de la difficulté des lanceur.euses d'alertes à faire entendre leur voix. Dans ce film, qui présente une menace se déroulant sur un temps très court, est peu remis en question le fait que les chercheur.euses s'engagent et engagent leur légitimité de chercheur.euse sans se questionner pour tenter de créer des consciences écologistes. Ainsi, les chercheur.euses sont présentés comme des écologistes de fait. Or le passage du monde de la science et du lieu du laboratoire au monde politique (au sens large) et public ne semble pas si évident et si direct dans la réalité. La temporalité longue des crises liées à l'écologie dans la réalité semble en partie, certes, annihiler l'urgence politique et le sentiment de responsabilité à informer des scientifiques, contrairement à la menace présentée dans le film ; mais d'autres facteurs sont aussi à prendre en compte dans la réticence des écologues à agir en écologistes. Il ne semble pourtant pas que ce soit l'envie de le faire qui joue, car, comme nous l'avons vu avec le témoignage de Franck Courchamps, cette tension vers le militantisme semble les travailler. Nous allons donc au long de ce mémoire tenter d'expliquer cette tension des écologues avec le/la politique et tenter d'y trouver des explications.

Peut-on ainsi être « *écologue* » **et** « *écologiste* » ? Autrement dit, pour reprendre le titre quelque peu provocateur de ce mémoire, qui invite à réfléchir sur ce qu'est « *être écologiste* », et sur les frontières entre science et politique : **Les écologues sont-ils des écologistes ?**

## Méthodologie de l'enquête :

Afin de répondre à cette question, j'ai mené une enquête de terrain dans un grand laboratoire d'écologie français, spécialisé sur les questions de biodiversité. Mon enquête peut être découpée en plusieurs phases temporelles, décrites ci-dessous.

- La première phase a été la phase d'exploration et de précision d'un sujet de recherche. J'avais pour idée première de travailler sur le rapport entre politique et recherche, en faisant une enquête de terrain dans un laboratoire de sciences sociales. Cependant, étant moi-même dans un milieu social marqué par une proximité avec le monde des sciences sociales, il a semblé plus intéressant pour moi, mais également plus facile et fructueux pour l'enquête d'étudier un milieu que je connaissais moins. En effet, cela permet de faciliter le positionnement extérieur à son objet du sociologue. J'ai donc décidé d'aller étudier un laboratoire de sciences dures ou de sciences naturelles, et en faisant une première recherche de sources, j'ai trouvé l'article de Franck Courchamps mentionné dans l'introduction, qui a orienté ma problématique sur les écologues, et l'écologie comme science.
- La deuxième phase de cette enquête a été le travail bibliographique. Elle a commencé juste après la définition du sujet, et a continué tout au long de la réalisation du mémoire pour les sources plus spécifiques à un sujet particulier. Peu d'enquêtes de terrain localisées ont déjà été réalisées sur le militantisme dans la recherche, et encore moins dans la recherche en écologie, ce qui a constitué une première difficulté pour moi. En effet, la réalisation d'une enquête de terrain nécessite souvent de pouvoir comparer ses résultats afin de les analyser au mieux. En revanche, il existait de nombreux travaux sur les liens globaux et historiques entre écologie politique et scientifique qui m'ont aidé à bien définir une problématique. Le corpus bibliographique utilisé est varié, car j'ai aussi puisé notamment dans les travaux s'intéressant au rapport au politique et à l'écologie des individus.
- La troisième phase de cette enquête a été le moment sur le terrain, avec l'observation du laboratoire et les huit entretiens réalisés. Le choix du laboratoire

à étudier s'est fait sur des critères pratiques : j'ai ainsi contacté un grand laboratoire (ce qui permettait plus facilement d'anonymiser les enquêté.es), facile d'accès pour moi, car j'avais peu de temps et de moyens à allouer à la réalisation de cette enquête. Ce laboratoire comporte donc plus d'une centaine de personnes y travaillant, est un laboratoire très reconnu en France et est spécialisé sur les questions de biodiversité. Par souci d'anonymisation renforcée des enquêté.es, il ne sera pas mentionné de quel laboratoire il s'agit. Afin d'obtenir des entretiens, j'ai d'abord envoyé un mail général, transmis par la directrice du laboratoire à l'ensemble des personnes y travaillant, puis des mails individuels au fil des entretiens à des personnes que les enquêté.es me conseillaient de contacter. Concernant le premier mail général, j'ai commis ce qui pourrait être perçu comme une erreur méthodologique, mais qui finalement a été plutôt bénéfique pour la sélection de l'échantillon des enquêté.es. En effet, j'ai précisé dans le mail que je m'intéressais au rapport à la politique des enquêté.es : ainsi, celles et ceux qui m'ont contacté pour un entretien étaient peut-être moins représentatif.ves du laboratoire, car déjà intéressé.es par ces questions politiques, et ressentant peut-être plus une tension vers le militantisme. Cependant, cette enquête n'avait pas vocation à la représentativité, mais plutôt à comprendre ce qui empêche (ou non) celles et ceux voulant « agir », pour reprendre le terme de Franck Courchamps, de le faire. L'échantillon des enquêté.es n'est donc pas représentatif du laboratoire, et encore moins des écologues français de manière générale. Quatre des entretiens ont été obtenus à la suite de mails personnels, et la moitié des mails personnels envoyés ont essuyé des refus, avec pour principal argument un manque de temps des intéressé.es.

Les huit entretiens ont été effectués entre octobre 2021 et janvier 2022 et ont duré entre 1h30 et 2h45. Les enquêté.es sont des chercheur.euses et doctorant.es en écologie et une technicienne, et travaillent dans quatre des six équipes du laboratoire (dont les noms ont aussi été anonymisés). La technicienne du groupe m'a également fait visiter le laboratoire et la serre dans laquelle elle travaille. Pour une meilleure compréhension du mémoire, et une plus grande facilité à identifier les enquêté.es, des fiches de présentation de chaque enquêté.e ont été ajoutées à la fin de ce mémoire (**Annexe 1**). Il est possible pour le/la lecteur.ice de régulièrement s'y référer afin de situer socialement les enquêté.es

mentionné.es. Les prénoms des enquêté.es ont été anonymisés et remplacés par des prénoms ayant la même répartition des résultats au baccalauréat, afin de ne pas perdre les informations sociales imbriquées dans le prénom des individus. Pour ce faire, le nouveau prénom choisi pour chaque enquêté.e a été pioché dans la liste proposée pour chaque prénom sur le site de Jean-Baptiste Coulmont<sup>2</sup>.

Le questionnaire utilisé comme appui lors des entretiens semi-directifs est également disponible en annexe (Annexe 2). Une fois les entretiens réalisés, un travail important de retranscription de ces derniers a eu lieu. Par souci de lisibilité du mémoire, et pour éviter que son volume soit trop important, les entretiens retranscrits n'ont pas été mis en annexe de ce travail, mais des extraits des entretiens sont régulièrement cités tout au long de ce dernier. Les entretiens sont à la base du travail de réflexion et d'assemblage qui a été la fondation de la rédaction de ce mémoire.

#### Plan :

Ce mémoire sera divisé en deux grandes parties.

Dans un premier temps, nous étudierons les parcours politiques individuels de chaque écologue, pour tenter d'établir des similitudes et points de rencontre de leur socialisation politique, puis de leur « carrière » militante si elle existe, pour reprendre un concept de la sociologie interactionnisme. Il s'agit ici d'examiner le rapport personnel au politique des enquêté.es, afin de comprendre ses sources, mais aussi de cerner qui sont les écologues politiquement. Cela permettra de répondre d'abord partiellement à la problématique du point de vue personnel des individus enquêtés.

Dans un second temps, nous nous intéresserons à ce que signifie la politique lorsqu'on est chercheur.euse en écologie. Ce n'est pas ici aux parcours des enquêté.es que l'on s'intéresse, mais à leur contact à la politique/au politique dans le cadre de leur profession, afin de comprendre si l'institution qui produit les chercheur.euses en écologie (le laboratoire) permet ou non le surgissement d'actes ou de paroles qui dépassent le cadre strict de la science et tendent vers le politique. Cette partie complète ainsi la précédente

---

<sup>2</sup> Site web de Jean-Baptiste Coulmont répertoriant les « profils » de chaque prénom au baccalauréat (Coulmont, 2012)

en ce qu'elle s'intéresse aux frontières et aux limites entre l'écologie scientifique et l'écologie politique.

## **I) Environnement, idées et expériences politiques des enquêté.es**

Dans ce chapitre, nous nous intéresserons au rapport personnel des enquêté.es à la politique et aux racines de leur positionnement partisan. Pour ce faire, il a semblé nécessaire de s'intéresser à leurs origines sociales afin de comprendre le rapport précoce qu'ils et elles ont forgé à l'environnement, mais également les causes de l'apparente homogénéité politique du laboratoire. La seconde partie de ce chapitre consiste en une description de leurs cadres idéologiques, en particulier sur les questions de l'écologie politique, afin de rendre compte de leur rapport intellectuel à la politique. Enfin, la dernière partie s'intéresse à leur rapport concret à la politique partisane et aux enjeux politiques actuels, en questionnant leur militantisme et leurs votes.

### **A) L'environnement social des enquêté.es : le terreau de leurs systèmes de valeurs et de leur rapport à la nature**

#### **1. Durant l'enfance : expositions à des rapports sensibles et intellectuels à l'écologie et à la politique**

Les huit personnes du laboratoire entretenu.es semblent de premier abord avoir grandi dans des environnements sociaux relativement hétérogènes. En analysant les professions des pères des enquêtés (**sur l'Annexe 3**), on remarque que si trois des sept enquêté.es étant chercheur.euses ou aspirant à le devenir (étant doctorant.es) ont un père dont la catégorie socio-professionnelle est « Cadres et Professions intellectuelles supérieures », les métiers cités sont socio-économiquement très éloignés, et seule Florane a un père qui exerce une profession scientifique, étant professeur du supérieur en thermodynamique<sup>3</sup>. Ce dernier a d'ailleurs eu un parcours atypique, car il n'est pas arrivé à ce poste grâce à la mobilisation de son capital scolaire, n'ayant pas fait d'études :

*« Il a commencé mécanicien et ensuite il a bossé un peu en usine comme, j'sais pas quoi, cadre de l'usine, une petite usine. Et après heu prof du coup, dans la marine marchande. »*

---

<sup>3</sup> La thermodynamique est une branche de la physique. Dans ce cas, il s'intéresse en particulier à l'application des principes de cette science aux moteurs.

Pour la plupart des enquêté.es, on observe une ascension sociale par rapport au métier de leur père, qui ne se traduit pas forcément par un niveau de vie plus élevé, mais par le fait que cette profession nécessite un capital culturel et symbolique plus important. En effet, le métier de chercheur.euse se distingue par une longue carrière scolaire résultant de l'intériorisation du capital culturel des classes dominantes, car c'est ce dernier qui est valorisé à l'École (Bourdieu, 1966). Or même s'il paraît plus pertinent, du fait de la structure sociale du marché du travail de la génération de leurs parents, de comparer la profession des enquêté.es avec celle de leur père, il semblerait que la transmission du capital culturel et du goût de l'École soit autant voire davantage du fait de leur mère. En effet, pour trois des enquêté.es, le père n'a pas fait d'études supérieures (Pierre, Mathieu et Claire), et pour deux enquêtées (Claudine et Florane), le père a fait une formation professionnalisante qui ne nécessitait pas le bac (respectivement une école d'optique et une formation de mécanicien).

En revanche, les mères de trois des enquêté.es (Mathieu, Claire et Arnaud) travaillent dans le milieu scolaire (**Annexe 3**), et Jean-Philippe raconte que c'est sa mère qui le poussait particulièrement à lire, étant particulièrement investie dans la scolarité de son enfant et faisant notamment partie d'un comité de lecture pour des livres pour la jeunesse :

« **J** : Vos parents étaient très présents ?

*E* : Oui, bah ma mère hein. Tout de suite j'ai été très, vraiment enveloppé de culture et de, d'amour. Et de culture, beaucoup de lecture enfin bon. Et du coup je m'ennuyais en CP donc j'ai sauté une classe. »

Pour une partie d'entre eux, le goût de l'École et de la culture proprement scolaire a donc été au moins partiellement transmis dans le cadre familial, notamment par la figure de leur mère. Ainsi, la place du savoir scolaire est souvent valorisée, ce qui pourrait être un premier facteur homogénéisant de la socialisation primaire des écologues. Au vu de la particularité de leur profil, qui nécessite un capital culturel spécifique lié aux sciences de la nature, il convient de s'intéresser au rapport à la nature et à l'environnement cultivé durant leur enfance, afin de comprendre si la transmission a été également déterminante et rend plus homogène leur vécu social.

La valorisation de la transmission culturelle côtoie aussi la transmission du goût d'expériences sensibles et/ou sportives qui fondent le goût pour la nature que revendique la totalité des enquêté.es. Celle-ci se caractérise paradoxalement par une démarche non- « *naturaliste* » : si tous les enquêtés décrivent des expériences répétées durant leur enfance dans un cadre naturel, ils pointent également du doigt le fait que leurs parents, ou les figures parentales qui les y exposaient n'avaient pas une approche intellectuelle à leur environnement, mais simplement qu'ils « *aimaient* » ça (Arnaud).

La partition cadre de vie urbain/cadre de vie rural n'est pas ici déterminante, car deux d'entre eux ont vécu dans un petit village (Claudine et Pierre), trois ont vécu dans une grande ville (Florane, Jean-Philippe et Elliot) et deux ont vécu en banlieue parisienne (Mathieu et Arnaud). En revanche, pour tous les enquêtés, exceptés ceux ayant habité respectivement à Paris (Jean-Philippe) et à Londres (Elliot), leurs lieux d'habitation comportaient un jardin, investi par leurs parents. Ainsi le père de Claudine y passait « *la plupart de son temps* » et les parents de Florane y allaient regarder les oiseaux avec elle. Bien que n'ayant pas eu de jardin pendant son enfance, et décrivant ses parents comme peu sensibles à la nature, Elliot évoque des sorties répétées dans les parcs à Londres à proximité de chez lui, où il allait « *nourrir les écureuils* » ou « *voir des biches en liberté* » :

*“Moi c'est venu tout de suite. Par exemple, il y a un parc qui s'appelle Saint-James à Londres, où il y a plein de canards, parce que les diplomates quand ils arrivent ils offrent des canards à la Reine. Il y a pleins d'espèces différentes et moi je passais beaucoup de temps là-bas, je connaissais tous les noms des canards.”*

Cette proximité avec des environnements naturels a été pour lui et pour d'autres des enquêtés le fondement d'un intérêt scientifique et intellectualisé de cet environnement, en décalage avec la perception de leurs parents. Ainsi, Jean-Philippe, qui présente ses parents comme des personnes non- « scientifiques », a eu un rapport intellectualisé et une démarche scientifique conséquente par rapport à la nature :

*« La première chose que je m'en rappelle avoir lu à part des bandes dessinées peut-être, c'est une encyclopédie qui s'appelait "la Faune", qui était publiée à raison d'un numéro par semaine. Et c'était, en gros ça racontait, bon c'était pas de la super science,*

*mais ça racontait la vie des animaux dans le monde entier, par continent, les différents biotopes. Mais c'était quand même vachement intéressant, avec des photos magnifiques, donc moi j'ai été vraiment sur la nature. »*

Non seulement ce rapport intellectuel à la nature se donnait à voir par ses lectures, mais il était aussi actif dans son apprentissage :

*« Je faisais des fiches de lecture sur les livres que je lisais, avec un format où je notais toutes les informations que j'avais sur les animaux. »*

Ce rapport précoce aux sciences de la nature se retrouve chez Arnaud, qui désirait enfant devenir ornithologue, chez Elliot, qui évoque le documentaire *Microcosmos*<sup>4</sup> comme une œuvre qui l'a beaucoup marqué, et chez Florane qui se remémore des expositions sur les expéditions en mer qui mélangeaient des photos de la nature et des connaissances scientifiques que son père emmenait régulièrement voir étant petite.

Pour beaucoup, ce sont aussi les expériences en nature le week-end et durant les vacances qui sont importantes et fondent aussi une relation active et pas seulement contemplative à leur environnement. Ainsi, Florane faisait des promenades tous les week-ends avec ses parents, Pierre, qui habitait à la montagne, évoque des expériences « outdoor » avec beaucoup de randonnées et de sport en extérieur en compagnie de ses parents et de son frère et a fait son stage de troisième dans un parc national, Mathieu raconte les vacances qu'il passait chez ses grands-parents avec des balades en forêt à chercher les champignons, Elliot passait également une grande partie de ses vacances chez sa grand-mère en Lozère et Arnaud parle de vacances de randonnées avec ses parents. Jean-Philippe va jusqu'à romantiser les expériences en nature qu'il a eu jeune, lorsqu'il évoque les moments de camping sauvage avec ses parents pendant les vacances :

*« C'est-à-dire que je m'émerveillais à partir à l'aube faire du vélo lorsque j'étais en vacances, pour partir et pour voir la nature et avec un peu de chance, je voyais un chevreuil ou un truc comme ça. (doucement) Je m'émerveillais. »*

---

<sup>4</sup> Documentaire français portant sur les insectes et les petits animaux (1996)

Plusieurs enquêté.es évoquent le fait que leurs parents ou figures parentales avaient un rapport « *non-naturaliste* » à leur environnement (Pierre, Mathieu, Claire, Elliot et Arnaud), Arnaud ajoutant que ses parents voyaient moins ces expériences comme une occasion de lui transmettre une approche intellectuelle à l’environnement : “*en tout cas beaucoup moins que je le fais avec mes enfants.*”. Ce dernier explique ce rapport de ses parents à la nature par une transmission de ses grands-parents que ses parents voulaient faire perdurer, ce dernier ayant d’ailleurs un arrière-grand-père, un grand-père et un oncle scieurs :

*“Il y a une sensibilité qui est plus d’époque qu’autre chose, lié à un héritage des parents qui ont grandi dans des milieux de campagne. »*

La transmission du goût de la nature semble donc d’abord s’être faite pour la totalité des enquêté.es par une approche sensitive et émotionnelle à cette dernière, par le truchement d’expériences vécues avec leurs figures parentales, « passeurs » de ce goût, qui a ensuite été partiellement transformé par une partie des enquêtés dès l’enfance en une approche intellectuelle et scientifique.

Pour certains d’entre eux, la valorisation d’expériences en nature se double d’un rapport émotionnel plus politique dès leur enfance qui est aussi transmis en grande partie par leur parent. C’est particulièrement vrai pour les générations plus jeunes, car le sujet de l’écologie politique était mieux connu alors par leur parent, mais dans notre petit échantillon le facteur générationnel n’est pas totalement déterminant. En effet, Jean-Philippe, qui est un des plus vieux de notre échantillon (57 ans) parle des sensibilités politiques écologistes de ses parents, qui lisaient par exemple un des premiers magazines français écologistes : le magazine « *Le Sauvage* »<sup>5</sup>. Ses parents avaient déjà une sensibilité aux questions de l’écologie politique forte :

*« Ce dont je me souviens très très bien, c’est qu’aux élections de 1974, il y a eu le premier candidat qui a tenu un discours écologiste, qui s’appelait René Dumont, qui était un ingénieur agronome, qui était pas chercheur particulièrement. Mais en gros tout ce qu’il a dit pendant ces élections : bah il a parlé du problème de l’eau, il a dit il a fait ça*

---

<sup>5</sup> Le Sauvage est un magazine créé en 1973 par Alain Hervé et consacré à l’écologie politique, adoptant une ligne politique héritée de la mouvance 1968

*je crois, je l'ai revu depuis le passage, je m'en rappelais pas mais il a dit "Vous voyez ça (montrant son verre d'eau), ça va devenir l'un des principaux problèmes de l'humanité.". Bah pour vous dire voilà, il avait, il voyait des choses. Et je sais que en regardant ces, c'était la minute qu'ils avaient, ou les 3 min qu'ils avaient chacun pour développer leur programme avant, mes parents étaient là ils m'ont dit : "Tu vois lui, on votera pas pour lui parce qu'il a aucune chance, mais c'est lui qui a tout compris".*

Cet intérêt politique pour les questions écologistes, marqué d'ailleurs plutôt à gauche politiquement (du fait entre autres de l'histoire du mouvement écologiste et de son émergence), se retrouve chez les parents d'enquêtés plus jeunes, comme pour Florane dont le père était militant « *très actif* » à Attac<sup>6</sup>, où il organisait des réunions, des manifestations et a joué dans une pièce de théâtre politique. De même pour Claire, qui décrit ses parents comme des « *hippies* » qui ont beaucoup milité jeunes, notamment pour des questions d'écologie : « *Ma mère m'a parlé je crois d'une lutte en Bretagne contre un truc nucléaire, mais je me souviens plus.* », et chez qui elle a été élevée avec des pratiques écologistes, comme le compost ou la récupération de l'eau froide de la douche.

L'exposition durant la socialisation primaire aux questions de l'écologie politique se traduit notamment émotionnellement chez les enquêtés alors qu'ils sont jeunes, comme une sensibilité à la disparition possible de l'environnement tel qu'il est connu. Ainsi, Florane raconte qu'elle a été très tôt consciente et attristée par la crise climatique et la crise de la biodiversité, et par la responsabilité humaine dans ces crises :

*« Je pense qu'on en a beaucoup parlé à l'école, les animaux qui disparaissent. Enfin je me souviens parce que c'est ce qui me marquait quand j'étais petite, mais les marées noires, le fait que ouais la nature soit en danger c'est quelque chose qui était assez présent ».*

De la même manière, Arnaud raconte avoir été « *touché* » par un reportage « *Faut pas rêver* » qui avertissait sur les conséquences de la construction du barrage des Trois-Gorges en Chine sur la biodiversité et les terres alentours :

---

<sup>6</sup> Attac est une association altermondialiste créée en France en 1998

*“Et ce côté de putain ça c’est irrémédiable, le développement peut avoir des conséquences irrémédiables sur la nature, et pas que la nature d’ailleurs, pas juste au sens écologique mais au sens des lieux où les gens habitent, des paysages, ce truc-là, je me souviens, m’avait touché. Je devais avoir une dizaine d’années.”*

Ces sensibilités précoces aux questions d’écologie politique étaient donc particulièrement marquées chez ceux dont les parents étaient militants ou particulièrement intéressés par les questions écologiques. La majorité des enquêté.es inscrit aujourd’hui sa sensibilité écologiste comme une sensibilité politique s’intégrant dans un positionnement politique marqué à gauche, et non comme une troisième voie ni de droite ni de gauche comme l’écologie a parfois été présentée (Hulot, 2002). Il semble donc pertinent de s’intéresser au cadre politique global dans lequel les différents enquêté.es ont grandi.

Or, il est rapidement apparent que mis à part deux enquêté.es (Claudine et Elliot), tous ont des parents politiquement marqués plutôt à gauche. La chercheuse Annick Percheron a montré dans ses travaux (Percheron, 1974) que les conceptions de la gauche et de la droite sont très vite mobilisées dans l’enfance, et que les préférences partisans sont largement transmises. Si les parents de tous les enquêté.es sont politisés à des degrés très divers, il apparaît bien que leur préférence partisane, née de leur condition socio-économique, a structuré en grande partie les cadres idéologiques et politiques de leurs enfants, comme nous le verront dans les parties suivantes. Florane décrit ainsi son père comme « *très très à gauche* » et engagé, notamment avec ses activités à Attac, et sa mère comme « *ayant les mêmes convictions* » mais dont l’engagement ne serait pas marqué dans ses activités militantes (mise à part les manifestations où elle l’emmenait petite) mais dans son travail (elle aide des femmes en difficulté). Ce sont donc des thèmes aussi très féministes qui ont été transmis par sa mère, qui manifestait beaucoup plus jeune, notamment pour le droit à l’avortement. Les parents de Claire étaient aussi très engagés aussi sur des questions sociales, son père ayant fait une longue grève et étant responsable syndical, et sa mère étant responsable d’un syndicat de parents. Ils ont ainsi forgé une culture familiale politique importante, car l’enquêtée explique : « *On parle quasiment que de politique pendant nos repas de famille* ».

Jean-Philippe a aussi vécu dans un cadre où l’on parlait facilement de politique et ses parents étaient aussi marqués à gauche, mais n’étaient pas militants. Ils signifiaient ainsi leur approbation dans ses propres actions militantes lorsqu’il était adolescent :

*« Aux élections de 1974 oui alors entre autres avec les copains on s'amusait à déchirer les affiches de Giscard, parce que bon on était plus Mitterrand que Giscard dans la famille (rire). Donc voilà on dessinait des moustaches, et mes parents m'encourageaient. »*

Le père de Mathieu, cheminot, avait aussi une grande sensibilité politique et il avait régulièrement des discussions ou débats parfois « *véhéments* » durant les réunions de famille. Il a donc été baigné dans un environnement politique marqué à gauche. Les parents de Arnaud qu'il situe dans la « *gauche chrétienne* » n'étaient pas militant mais s'intéressaient à la politique et instauraient un climat propice à la discussion sur ces sujets avec leurs enfants : « *On pouvait participer aux discussions aussi.* » Cependant pour lui la socialisation politique n'a pas été homogène durant son enfance : la socialisation scolaire entrant en contradiction avec sa socialisation familiale. En effet il était dans une école privé catholique qu'il situe à droite et se rappelle :

*« En CP, la gauche avait perdu une élection, et un camarade avait balancé "A bas les socialistes" dans le couloir, et toute la classe de CP avait repris et crié "A bas les socialistes". "C'est mon premier souvenir de politique, ce qui est assez comique parce que je m'estime plutôt de gauche".*

Il semble ainsi s'être construit en partie en opposition avec cette socialisation primaire et avoir privilégié les cadres idéologiques assimilés dans le cadre familial.

Tous les enquêtés n'ont pas en revanche été autant exposé aux questions partisans durant l'enfance. A posteriori, et surtout en comparaison avec les milieux qu'il a fréquenté durant ses études, comme nous le verront dans la partie suivante, Pierre qualifie ses parents de venant du « *classique classe moyenne peu politisée* ». Ils avaient ainsi peu de discussions politiques, mais son père vote à gauche « *parce qu'il est fonctionnaire* », et sa mère vote au centre « *par filiation* ». Pour lui qui s'intéresse beaucoup à la politique, ce n'est pas la socialisation primaire qui a été la plus déterminante, mais elle a posé un certain cadre idéologique, même si celui-ci est faible.

Enfin, les environnements politiques durant l'enfance de deux enquêtés détonnent par rapport aux autres : Claudine et Elliot. Claudine vient d'une famille de tradition gaulliste avec une sensibilité politique marquée au centre-droit : « *Voilà je ne suis pas dans une famille de gauchistes (rires) si l'on pouvait qualifier ça* », dans laquelle on ne parlerait pas de politique. De même pour Elliot, qui qualifie ses parents de centristes « *libéraux* », qui s'intéressent peu à la politique. Si la socialisation secondaire de ces deux enquêtés remet en partie en cause leur socialisation primaire, cette dernière reste très importante et « *solidement incrustée* » (Berger, Luckmann, 2018) dans le monde intérieur de ces individus, comme nous le verront par la suite.

## 2. Une socialisation secondaire qui tend à homogénéiser leurs conceptions politiques

En s'intéressant à la socialisation primaire des individus, nous avons ainsi remarqué que si pour tous, le goût de la nature et l'intérêt pour leur environnement s'est forgé dès l'enfance dans des processus de socialisation, en revanche leurs milieux sociaux et le rapport à la politique de leur famille était assez différencié. Concernant le rapport à la politique des enquêtés, il semble donc essentiel d'étudier les milieux politiques dans lesquels ils et elles évoluent actuellement et leur décalage ou non avec le milieu politique de leur socialisation primaire. En effet, Peter Berger et Thomas Luckmann (2018) ont montré que si la socialisation primaire semblait prépondérante dans les représentations et la création d'un « *monde intériorisé* », la socialisation secondaire pouvait reconstruire au moins en partie la réalité, même si cela demande parfois plus d'effort. Il s'agira donc d'étudier trois « *sous-mondes* » dans lesquels chaque enquêté.e évolue afin de comprendre les environnements politiques qui les influence et qu'ils et elles influencent : le travail, les proches et les parents (figures latentes de leurs socialisation primaire).

Si en fonction de leur positionnement politique et de leur positionnement social au sein du laboratoire, les enquêtés n'ont pas tous les mêmes jugements de la politisation et de la mobilisation politique générale de ce laboratoire, la majorité s'accorde à dire que le laboratoire est globalement politisé à gauche et relativement homogène politiquement. Pierre explique cette homogénéité à gauche par des causes structurelles : le fait qu'ils et elles soient fonctionnaires ou aspirent à l'être, qu'ils et elles travaillent dans la recherche, qui est « *en crise* », et le fait qu'ils et elles travaillent sur des thématiques aussi « *en crise* » selon lui, en référence à la crise de la biodiversité :

*« On est fort à gauche, après je pense que la plupart des gens sont quand même de gauche en recherche je pense, on aspire quand même la plupart à avoir des postes dans le public et genre d'être fonctionnaire donc je pense quand même ça va un peu de soi, ce qui n'est pas forcément le cas mais bon, ça va de soi. On est quand même dans un, comment dire, un secteur qui est en crise quand même genre, universitaire et la recherche en plus, nous on est à l'intersection des deux donc ils sont tous les deux en crise. On travaille sur un truc qui est en crise, en plus nous on travaille sur les vraiment les thématiques biodiversité donc encore plus sur le devant l'affiche, oui c'est évident que quand même les sujets vont sur la table à un moment ou un autre quoi. »*

Le milieu du laboratoire et les conditions de travail des chercheur.euse.s semblent donc avoir un important effet homogénéisant du rapport à la politique, comme confirmé par Mathieu qui explique que les seules « *polémiques* » qu'il y a dans les discussions sur la politique concernent « *des détails* ». Même pour Elliot, qui se décrit comme « *plus de droite que la plupart des gens* » au laboratoire et dépeint pour illustrer son propos un exemple de discussion durant laquelle il n'était pas d'accord avec « *tout le monde* » qui rejetait entièrement la faute des problèmes liés aux pesticides sur le lobby de l'agropharmacie de manière trop manichéenne à son goût, le laboratoire est tout de même un milieu duquel il se sent politiquement proche :

*« Mais voilà bon après on est tous d'accord sur l'essentiel, mais voilà chacun sa nuance, et c'est là où finalement les débats sont les plus ardues ».*

Malgré cette homogénéité, certain.es enquêté.es pointent une fracture générationnelle concernant l'engagement politique. Ainsi, Pierre trouve les jeunes du laboratoire, s'incluant dans ce groupe, plus « *politisés* », car ce sont eux qui font le plus face aux problèmes dans la recherche et craignent pour le futur de leur carrière, mais aussi car ils vont davantage « *vivre avec la crise de la biodiversité en tant que chercheurs* ». Par « *politisés* », cet enquêté semble ici vouloir dire plus engagé à gauche. Claire se dit même « *choquée et déçue* » que tous ne soient pas très engagés à gauche et très intéressés par la politique parmi les chercheurs plus âgés :

*« Il en a, alors pour te dire, y'en a même un, alors c'est pas en avoir rien à foutre de la politique au contraire, c'est juste qu'il y en a qui sont de droite en fait. »*

Elle cite ensuite le chef d'une des équipes qui est aussi élu LREM (que d'autres enquêtés ont aussi cité comme étant une exception). Cette vision des choses des enquêtés les plus jeunes tranche pourtant avec celle d'un des enquêtés les plus vieux : Jean-Philippe. Celui fait en effet part d'une impression de démobilitation générale du laboratoire, en particulier sur les questions politiques liées à la recherche, appuyant son propos d'exemples de moments durant lesquels le laboratoire s'était beaucoup mobilisé, comme des manifestations de chercheurs en 2004 où il y avait eu « *à peu près tout le laboratoire* ». Cette démobilitation perçue est selon lui due à l'arrivée au laboratoire des « *nouvelles générations* » qui arrivent « *dans un monde qu'elles ont toujours connu tel qu'il est alors que moi j'ai connu un autre monde tel qu'il était avant* ». Ainsi la fracture générationnelle irait dans le sens d'une dépolitisation générale du laboratoire. Cette généralisation faite par cet enquêté devrait néanmoins être nuancée du fait de sa position dans le laboratoire. En télétravail depuis deux ans, il semble plutôt isolé et admet parler principalement avec sa collègue de bureau « *et puis plus avec grand monde à part avec mes étudiants parce que les gens qui sont arrivés, ça a pas accroché.* » C'est cette position isolée qui semble en partie expliquer cette impression, même s'il n'est pas exclu que le laboratoire soit moins mobilisé qu'il ne l'a été, en particulier sur les questions politiques liées à la recherche.

La fracture générationnelle supposée est aussi à nuancer dans le sens où tous les autres enquêtés disent pouvoir facilement discuter et débattre avec les autres générations du laboratoire. En particulier Elliot, thésard, débat régulièrement avec son chargé de thèse, et Arnaud, raconte avoir des discussions « *assez raccord* » avec tout le monde : « *Je me trouve assez à l'aise à discuter de ça [de politique] avec des plus jeunes* ».

Ainsi, le laboratoire est bien un milieu homogène et homogénéisant concernant le positionnement politique des enquêtés. Cependant, ce milieu de travail n'est pas le seul facteur de l'apparente convergence de leurs opinions politiques. Un véritable processus homogénéisant semble avoir eu lieu entre la socialisation primaire des enquêtés et leur socialisation dans le laboratoire, du fait de leur trajectoire scolaire et sociale, et de processus de sélections qui rendent leurs milieux personnels aussi homogènes d'un point de vue de la socialisation politique.

Pour celles et ceux qui ont eu une exposition relativement faible aux questions politiques durant leur socialisation primaire, la socialisation scolaire et universitaire a joué le rôle de combler les lacunes politiques, comme l'explique Pierre, qui a fait ses études dans un milieu particulièrement politisé, l'ENS :

*« Oui mais moi je viens de nulle part quoi, je viens d'un monde non politisé, d'un bled, donc pas de minorité pas de problèmes donc vraiment je suis arrivé en... Là [à l'ENS] oui ça a été le choc violent quoi mais... Ah oui, c'est arrivé tout d'un coup : en trois ans j'ai dû faire ma culture sur tout (rires). »*

Tous.tes n'ont pas étudié dans un milieu universitaire et des filières d'études aussi politisés, mais on remarque alors que se sont opérées des stratégies, conscientes ou non, de sélection parmi les connaissances et les personnes du milieu universitaire qu'ils et elles ont fréquenté. Ainsi, Arnaud s'est rapidement engagé politiquement à gauche pendant sa formation en École d'Agronomie *« avec un petit groupe de copains »*, et il réalise lui-même que les personnes intéressées par ces questions politiques étaient en réalité rares dans ce milieu :

*« “Si je prends l'échantillon de mon école d'ingénieur, il n'y avait pas tant de monde que ça qui allait à ces manifestations”. »*

Il y avait un décalage entre ses perceptions politiques et le milieu universitaire dans lequel il évoluait, et son intérêt politique a donc été un facteur du processus de sélection de ces *« copains »* qui font encore partie de ses proches aujourd'hui.

De même, Florane et Pierre admettent cultiver consciemment un entre-soi en *« évitant »* des personnes ayant des opinions politiques qui ne sont pas en accord avec les leurs sur certains points. Ainsi, Florane raconte éviter certains anciens camarades de Polytechnique *« de droite »* avec qui elle a eu des discussions tendues sur le féminisme, au point de les fréquenter *« moins ou pas »*. Pierre est plus radical dans ses propos et met en lumière des stratégies d'évitement conscientes des personnes qui ne sont pas du même bord politique que lui :

*« Je peux parler avec n'importe qui, c'est-à-dire oui avoir des interactions avec des gens de droite, mais heu (hésite) évidemment j'en connais, on fait que les clasher et on fait que chier sur les gens de droite, on n'en peut plus du patriarcat des merdes comme ça. Du coup oui bah c'est évident que si t'es dans ce bord-là, c'est un peu compliqué, c'est l'affrontement évident directement ! Donc oui du coup ça se polarise d'un côté, et oui je suis tout à fait d'accord que c'est un entre-soi énorme mais bon à un moment genre, je suis pas là pour faire du social quoi, je suis pas là pour éduquer les gens et ça me fait chier de devoir écouter les gens dire de la merde quoi. »*

Elliot, issu d'un milieu plus bourgeois que les autres, est celui dont la socialisation secondaire est la plus dissonante par rapport à sa socialisation primaire. Les amis qui lui restent de son enfance et adolescence « *du milieu bourgeois du 17ème* », ont aussi été sélectionnés au fil du temps : maintenant, il parle surtout à ceux « *au centre* » mais ne fréquente plus ceux « *vraiment de droite* », justifiant cet écrémage en disant « *ça s'est fait comme ça* », comme si le processus avait été naturel. On observe donc, surtout dans les discours des enquêtés les plus jeunes, car ce processus est plus récent pour eux, que les enquêtés ont consciemment et inconsciemment mis en place des processus de sélections de leurs proches en fonction de leurs points de vue politique.

Ces stratégies ont pour conséquence des milieux amicaux homogènes dans leur politisation et dans leur intérêt pour la politique, ainsi qu'une homogénéité des positions politiques au sein du couple. Ainsi, tous.tes les enquêtés ont des discussions politiques fréquentes au sein de leur couple, famille ou de leur environnement amical. Même Claudine, qui ne parle que rarement de politique avec son mari, car cela peut mener à des situations conflictuelles, ce dernier travaillant pour une association de conseil pour l'industrie agro-alimentaire, position qui entre parfois en conflit avec ses visions politiques et écologistes ; a des discussions politiques régulières avec ses enfants, qu'elle perçoit comme naturellement « *plus radicaux* » qu'elle du fait de leur âge.

Florane explique que ces discussions qu'elle a avec ses amis, ayant aussi un « *bagage scientifique* » important se font moins sur le mode de l'affect et plus avec une approche intellectuelle :

*« On n'a pas des grands débats enflammés comme peut-être mon père a pu avoir avec des amis quand j'étais plus jeune ou des choses comme ça. »*

Quelques enquêté.es semblent même être les instigateurs de ces discussions politiques. Pierre par exemple, dit en parler « *tout le temps* », à ses amis, ponctuant cet aveu de « *parce que je suis super chiant (rires)* », expliquant ensuite qu’il est normal selon lui que, côtoyant des « *thématiques environnementales* » dans ses recherches et des « *thématiques sociales* » en travaillant à l’université, il ressente le besoin d’en parler souvent. Claire décrit la politique comme quelque chose de « *central* » dans ses relations amicales, car elle est « *passionnée* » par le sujet.

Si tous les enquêté.es ont un environnement amical marqué à gauche, la radicalité et l’engagement de leurs ami.es varient significativement. Ainsi Elliot, bien qu’ayant beaucoup d’amis de gauche au sein du laboratoire explique en effet :

*“Je connais personne qui milite autour de moi, à part Claire peut-être, et je pense que c’est à cause de ça aussi que je milite pas.”*

Jean-Philippe aussi se dit « *pas en contact* » avec des militants plus jeunes, lui et ses amis ayant arrêté de militer il y a quelques années. Cela tranche par exemple avec Pierre, qui baigne dans un milieu de militant radicaux, racontant par exemple qu’un de ses amis a jeté de l’essence sur le Ministre de l’Économie Bruno le Maire lors d’une action écologiste. Si Mathieu avoue ne pas connaître de chercheur.euses qui sont aussi militant.es, il a dans son entourage un « *copain* » à l’extrême gauche qui milite beaucoup. C’est donc sur la radicalité et la propension au militantisme que les différences de politisation dans l’entourage amical des enquêté.es semblent se fonder.

Au sein des couples, il y a une forte homogénéité politique : même pour Claudine pour qui il est difficile de parler politique avec son mari, ce dernier vote comme elle aux élections. Mathieu dit parler souvent avec sa femme de politique et être « *assez d’accord* », et Arnaud , dont la femme est aussi chercheuse, et qu’il a rencontré dans son Ecole, vote pour les mêmes candidat.es et les mêmes listes que sa femme.

Nous nous sommes intéressés jusqu’à présent aux milieux politiques dans lesquels évoluent les enquêté.es, et ainsi le rapport passif qu’ils ont à la politique : l’environnement dans lequel ils sont agi. Or les enquêté.es ont aussi un rôle actif important : Claire, par exemple, explique « *former* » politiquement son copain, qu’elle décrit comme « *pas*

*politisé* ». La politique est ainsi présente de manière consciente dans ses rapports de couple. Il s'agira donc maintenant de comprendre le passage de cet état passif à un état actif, en s'intéressant notamment au rapport changeant qu'ils ont eu avec leurs parents, représentants et acteur.rice.s de leurs socialisations antérieures. Bourdieu et Passeron expliquent en effet que durant sa socialisation « *chaque individu agit autant qu'il est agi* » (Bourdieu, Passeron, 1993).

Deux des enquêté.es occupent à présent dans leur famille la position de détenteurs du savoir, en particulier sur les questions écologiques, et influencent ainsi les systèmes de croyances politiques de leurs parents ainsi que leurs pratiques. Florane explique en effet que s'est opéré un renversement du rapport parent-enfant sur les questions écologistes, donnant l'exemple de son père qui lui demande des informations concernant comment bien s'occuper de son jardin :

*« Maintenant c'est plutôt moi qui vais leur apporter des connaissances aujourd'hui [...] ils sont assez preneurs de ce que je peux leur donner comme info. »*

Sur le sujet du féminisme aussi, elle et sa sœur jouent également un rôle d'information vis-à-vis de leur mère, intéressée par le sujet. Ici ce n'est pas leur capital culturel qui leur donne cette place de détentrice du savoir mais leur jeunesse :

*« Elle [sa mère] a arrêté de suivre un peu ce qui se passait et maintenant c'est plutôt ma sœur et moi qui allons lui dire "mais en fait il y a ça qui se passe et c'est vraiment inacceptable... » »*

Concernant Elliot, c'est un renversement important de valeurs dont il a été la cause chez son père, qui depuis qu'il lui parle d'écologie a quitté son travail dans la finance et « *est devenu un peu autonomiste* », ayant acheté des forêts en Lozère il y a cinq ans. Partant de questions liées à l'écologie politique, son père semble même avoir changé radicalement de bord politique du fait des discussions avec son fils, placé aussi comme détenteur du savoir :

*“Avant il était de droite, et maintenant qu'il est à fond dans l'écologie tout ça il est beaucoup plus de gauche, et puis à fond pour le parti écologiste (Les Verts) tout ça,*

*je pense qu'il votera Jadot. Mais c'est sûr c'est moi qui l'ai influencé, il me l'a dit donc je le sais."*

Elliot est néanmoins celui dont la socialisation primaire semble avoir été le plus en décalage avec sa socialisation politique au laboratoire, mais tous les enquêtés n'ont pas vécu une telle rupture d'avec leur socialisation politique durant l'enfance. Ainsi, ils et elles n'ont pas forcément été vecteurs de changement chez leurs parents, mais se sont plutôt détachés des schèmes de pensée politiques de leurs parents. Claire, par exemple, se dit avoir été « *déçue* » par son père sur les questions de féminisme, et décrit ses parents comme partisans de la « *gauche molle* », de laquelle elle s'est beaucoup détachée. Mathieu dit aussi trouver ses parents trop « *centristes* » et avoue éviter les discussions politiques avec ses parents du fait de désaccord important sur ses pratiques. Il donne l'exemple de son père qui, ancien cheminot, ne paye pas le train, mais prend quand même la voiture pour les longs trajets. C'est donc sur des questions principalement liées à l'écologie politique que cet enquêté s'est détaché des visions politiques de ses parents. Pierre qualifie lui le vote de ses parents comme « *hasardeux* », eux qu'il décrivait comme très peu politisés. Arnaud semble lui être le seul à conserver une vision politique très proche de celle de sa mère, avec qui il partage les « *mêmes idées* » et le « *même vote* ».

Ainsi par le détachement ou par une influence importante sur les figures représentant leur socialisation primaire, les enquêtés ont manifesté leur indépendance vis-à-vis des visions du monde transmises durant leur enfance par leurs parents, preuve de l'importance de leur socialisation secondaire dans leur positionnement politique et leur intérêt pour la politique. Même lorsque la rupture a été importante cependant, il leur semble nécessaire de faire le lien entre passé et présent, ce qui est particulièrement prégnant chez Claudine, qui comme Elliot semble avoir vécu une rupture importante entre sa socialisation primaire et secondaire sur les questions politiques. Elle mène en effet lors de l'entretien une analyse a posteriori poussée des idées politiques de ses parents, qui contraste fortement avec le fait qu'ils n'en parlaient jamais ensemble. Elle semble par la suite aussi justifier ses idées par rapport à celles de ses parents, alors que ces derniers ne sont pas du même bord politique qu'elle, par exemple disant de sa mère : « *je pense qu'elle était féministe sans le savoir* », rappelant la figure de ses parents lorsqu'elle dit vouloir que la transition écologique soit un processus « *apaisé* », ou comparant sa propre radicalisation sur les questions écologistes avec celle de son père qui avait voté Mitterrand

en 1981 alors qu'il se considérait auparavant de droite, et qu'elle décrit comme vécu sur le mode de la « *révélation* ». Elle construit ainsi un récit linéaire entre une socialisation primaire et une socialisation secondaire qui semblent pourtant en rupture. Ce processus a été étudié par Peter Berger et Thomas Luckmann (2018) qui l'interprètent ainsi :

*« Au cours de la socialisation secondaire, le présent est interprété de façon à être maintenu en relation constante avec le passé, avec la tendance à minimiser de telles transformations qui ont pourtant réellement été opérées. »*

Ainsi, la socialisation secondaire des enquêté.es a été davantage cause d'une certaine homogénéité de leur point de vue politique que leur socialisation primaire. Ces derniers ont pourtant utilisé des mécanismes, conscients ou inconscients, de liaison de ces socialisations (dans les récits, mais aussi par leur influence sur les milieux qui les représentent), afin d'organiser des récits de vie linéaires. Nous allons maintenant étudier le rapport présent des enquêté.es aux questions politiques et leurs sources d'information sur ces sujets.

## **B) Les cadres idéologiques des enquêté.es et les supports théoriques qui les nourrissent**

### 1. Les problèmes politiques au cœur de leurs préoccupations

Si la socialisation des individus a une forte influence sur leurs schèmes de perception, le contexte politique et les questions politiques les plus mises en avant ont également une influence sur les cadres perceptifs des individus. Ainsi, parmi les problèmes politiques discutés lors des entretiens, certains sont ont été évoqués par les enquêté.es spontanément, et d'autres ont été rapportés à « *l'actualité* ». Les sujets évoqués et les angles adoptés témoignent d'un ancrage de leurs valeurs culturelles et de leurs valeurs socio-économiques à gauche, pour reprendre la catégorisation de Vincent Tiberj (2012), ce qui les place plutôt du côté du pôle social-libertaire.

Le sujet politique évoqué spontanément par toutes les femmes de cette enquête était celui du féminisme. Sur ce sujet, il y a une claire partition genrée dans le laboratoire,

car il a été également évoqué spontanément par un seul des hommes : Pierre. Ce sujet étant légèrement éloigné du sujet de l'enquête que je leur avais présenté en début d'entretien, c'est-à-dire leur rapport à l'écologie politique, le fait que les enquêtés hommes ne l'évoquent pas ne signifie pas que ce n'est pas important à leurs yeux. En revanche, le fait que les femmes l'évoquent montre une prégnance de ce sujet dans leur vie. Concernant Claudine, même si elle évoque le féminisme comme une cause importante, analysant par exemple un sentiment d'illégitimité qu'elle ressent et qualifie de « *très féminin* », il est intéressant de remarquer qu'elle ne féminise pas le nom du poste qu'elle occupe, se présentant à plusieurs reprises comme étant « *enseignant-chercheur* ». Dans son référentiel, ce poste, et surtout les postes de direction qu'elle occupe ont certes été rarement occupés par des femmes, mais cette utilisation du masculin semble aussi montrer une intériorisation « *des structures inconscientes de la domination masculine* » résultant d'un processus de socialisation, comme l'a analysé Pierre Bourdieu dans La Domination masculine (1990). Cette dernière a aussi été amenée à se renseigner sur des théories plus récentes du féminisme du fait de son travail : elle a en effet été invitée à parler en tant que chercheuse lors d'une conférence sur l'écoféminisme ce qui l'a amenée à se renseigner sur le sujet. Florane, elle, se présente comme une militante féministe active et démontre dans son discours une proximité avec des discours féministe marxiste, en particulier lorsqu'elle parle d'écoféminisme :

*« Le côté de "les femmes et le corps des femmes a été exploité par le capitalisme autant que la nature" [...] c'est un rapprochement que je conçois et que je trouve assez cohérent. »*

Si ses convictions féministes peuvent ainsi rencontrer ses convictions écologistes, elle affirme néanmoins se sentir plus légitime à parler de féminisme que d'écologie politique, puisant dans son ressenti et ses expériences (notamment grâce au métier de sa mère) mais aussi car elle s'y sent plus compétente :

*« J'ai moins besoin d'avoir, enfin l'impression d'avoir lu tous les articles de la Terre avant d'avoir un avis légitime. »*

Cette impression d'illégitimité peut être analysée avec la courbe Dunning-Kruger, modélisée par les psychologues du même nom, qui montre le rapport entre confiance et

compétence des individus (**Annexe 4**). En effet, selon leurs travaux, les personnes incompetentes tendent à surestimer leurs compétences, puis plus une personne devient compétente plus elle se rend compte de ses lacunes. La confiance d'une personne remonte ensuite lorsqu'elle acquiert un niveau important de compétence. Florane semble avoir peu confiance sur les questions écologistes justement car elle a acquis des compétences sur le sujet et comprend la complexité des problèmes.

Ainsi si Florane place aussi l'écologie comme au cœur de ses préoccupations, elle se sent plus légitime à parler plutôt des questions féministes, les mettant ainsi au premier plan de ses préoccupations politiques.

L'écologie politique est décrite par tous.tes les enquêté.es comme un thème politique essentiel dans leurs discours. Mathieu parle d'un décalage fort entre ses propres préoccupations pour l'écologie et les thèmes majeurs qui sont mis en avant dans les médias et dans le débat public :

*« Je me trompe peut-être mais quand j'entends là on est en débat pré-présidentiel, quand j'entends que parmi les préoccupations, alors parmi les préoccupations majeures on nous ressort tous les trucs immigration insécurité je sais pas quoi là. Je ne dis pas qu'en France y'a pas de questions dans certains cas, à certains endroits, d'insécurité des trucs comme ça, mais faut arrêter de nous faire croire que on vit dans un pays qui est à feu et à sang, avec des vagues d'immigrés qui arrivent de partout c'est faux, enfin je veux dire c'est c'est juste faux. Et c'est ça qui polarise pour l'instant le débat. [...] Mais par contre l'environnement j'ai l'impression c'est le truc, enfin ce qu'on appelle l'environnement dans les médias mais le rapport à l'environnement et globalement les atteintes qu'on a au milieu naturel et à l'atmosphère et ce qu'on veut, au changement climatique, tout ça je l'impression que ça passe vraiment loin. »*

Si tous les enquêtés évoquent leur intérêt, doublé d'une inquiétude concernant la crise climatique et la crise de la biodiversité, leurs positionnements intellectuels sur le sujet diffère. Si Pierre, Mathieu et Arnaud par exemple pensent que les hommes ne vont pas réussir à s'adapter à leurs conséquences, ce n'est pas le cas de Elliot, qui affirme qu'au moins à court-terme, « *c'est possible d'ingéniérer plein de choses pour s'adapter* ». La socialisation primaire de Elliot, mais aussi le fait qu'il va travailler avec l'industrie agro-alimentaire dans une position d'expertise concernant l'adaptation des récoltes au

changement climatique, pourraient en partie expliquer cette confiance affichée en les sciences techniques pour contrecarrer les crises environnementales, que n'ont pas les autres enquêté.es.

Cette thématique écologique est liée par l'ensemble des enquêté.es à une thématique socio-économique de manière spontanée : ils ne semblent pas penser l'une sans l'autre. Claire est l'une des plus radicales dans ses propos, utilisant un vocabulaire plus militant (parlant par exemple de « *lutte* » à de multiples reprises). Elle explique qu'il faudrait « *tourner la page de notre ère économique* » et évoque plusieurs exemples dans lesquels les conséquences du changement climatique ont une influence forte sur la vie de populations étrangères, par exemple les sécheresses au Mali qui profitent aux talibans, rejetant ainsi la faute sur le système capitaliste. Si les enquêté.es pensent les conséquences sociales des crises climatiques et de biodiversité, ils pensent aussi aux conséquences sociales de mesures écologistes radicales.

Jean-Philippe évoque la nécessité selon lui d'augmenter les salaires, parlant de la difficulté des moins aisés à se déplacer sans voiture et à manger bio, concluant par l'idée que social et écologie sont « *indissociables* » :

*« Et donc du coup c'est là où le social est indissociable de l'écolo, c'est-à-dire que si vous voulez que les gens fassent les efforts pour, pour essayer d'être un peu un comportement plus vertueux à ce niveau-là, bah il faut leur donner les moyens ! »*

C'est aussi par rapport à ces deux aspects : l'aspect écologique et l'aspect social qu'il justifie ses votes successifs et ses actes militants. Elliot se distance lui des « *militant.es écolos* », expliquant qu'il ne trouve pas la sobriété que prônent certains d'entre eux comme « *facile* » ou « *joyeuse* ». Il explique que selon lui il y a un biais important, car ces militant.es pensent que tout le monde peut ou veut avoir le même mode de vie qu'elles et eux alors que ce n'est pas le cas, donnant également l'exemple de la voiture, qu'il est impossible pour beaucoup d'abandonner. Lui qui pourtant a le profil le moins « à gauche » sur les valeurs sociales de tous.tes les enquêté.es, pense aussi que les questions écologiques sont très liées à des questions sociales, et qu'il s'agit de les penser comme un tout.

Enfin, Arnaud ayant une pensée marquée par l'altermondialisme, il lie de fait ses « *convictions contre le patronat* » et sa critique de l'imposition de modèles de développement économique dans les pays du Sud, critique qu'il a forgé lors d'un voyage avec une ONG au Nicaragua durant ses études, durant laquelle il a rencontré un consultant privé qui avait une attitude qu'il qualifie de « *coloniale* ». La question d'un modèle économique durable et respectueux des populations est donc clairement soulevée par cet enquêté, mais sous-tend également les autres entretiens, même ceux dans lesquels les enquêtés ne se qualifient pas d'anticapitalistes.

## 2. Les supports théoriques qui nourrissent leur pensée sur l'écologie politique

Si les thèmes politiques cités comme au cœur de leurs préoccupations politiques sont variés, l'importance de l'écologie politique dans leur positionnement politique général se ressent fortement lorsque l'on s'intéresse aux supports théoriques qui nourrissent leur pensée politique. En effet, lorsque je leur posais la question des lectures ou autres supports qui pourraient être liés à la politique ou à l'écologie politique, une grande partie des enquêtés citaient des écrits de philosophes, de politistes, de sociologues et d'anthropologues comme des lectures régulières. Cela atteste d'un rapport très intellectuel aux questions politiques.

Les supports cités étaient principalement des livres (pour tous sauf Florane), mais deux des enquêtés (Florane et Claire) ont également cité des podcasts. Ces dernières sont deux femmes et font partie des plus jeunes du groupe des enquêtés : il semblerait que le facteur générationnel joue ainsi sur l'utilisation de ce nouveau support. Cependant, le genre des enquêtés pourrait également exercer une influence, en particulier si l'on compare le rapport au podcast de ces deux enquêtées avec celui des deux enquêtés hommes les plus jeunes du groupe (Pierre et Elliot). Pierre ne les mentionne pas, alors que Elliot en parle avec une position de rejet, les qualifiant de « *mode* » de sa génération. Une étude plus vaste serait néanmoins nécessaire pour confirmer l'importance du genre dans la propension à utiliser ce support pour s'informer.

Jean-Philippe est lui le seul à citer spontanément des médias, d'ailleurs fortement marqués à gauche (Médiapart, Blast, Là-bas si j'y suis, Le monde diplomatique) : il fait ainsi un lien fort entre théorie politique et actualité politique, tout comme Claudine, qui lorsque je lui ai demandé si elle a des lectures sur l'écologie politique, répond : « *Ah bah*

*oui mais moi je suis à fond dans l'actualité, que ça soit par des ouvrages que j'achète ou par heu, oui l'actualité!* », associant ainsi l'actualité aux questions d'écologie politique. Tous deux citent d'ailleurs comme ouvrages des livres écrits par Nicolas Hulot, figure en France du parti *Les Verts*. Ces deux enquêté.es font ainsi une dissociation importante entre l'écologie politique, considérée comme le domaine des partis et hommes et femmes politiques, et leur travail, dans le domaine de la science. Cette vision des choses détonne avec celle du reste des enquêté.es, en particulier les plus jeunes, qui ont plus tendance à lier leurs lectures sur l'écologie avec l'écologie scientifique. Pierre, particulièrement intéressé par les aspects très théoriques de l'écologie politique, disant par exemple avoir lu Bruno Latour et Philippe Descola, explique lire en ce moment des essais de sociologues et d'anthropologues sur la chasse, afin de comprendre « *leur vision par rapport à la nature* ». Il associe donc son travail de recherche en écologie, portant sur l'effet des chats sur la biodiversité, et ainsi directement liée à des problématiques concernant les chasseurs, avec des lectures tirées des sciences sociales sur le sujet afin d'enrichir son point de vue. De même Elliot se dit intéressé par les sciences sociales, lisant ainsi des manuels de sociologie générale, des essais d'anthropologie et de philosophie, mais aussi des ouvrages portant sur l'écologie, par exemple des écrits de Bruno Latour afin de « *mieux comprendre* » son domaine de recherche. Arnaud, qui se présente comme « *mi-écologue, mi-anthropologue* », explique lire des essais sur l'écologie politique et des essais d'anthropologie le soir sans distinguer s'ils servent à son travail ou à sa réflexion personnelle : « *les deux me nourrissent et je fais pas la différence* ». Il semblerait donc qu'il y ait un effet de génération dans le fait d'associer ces lectures à une pure réflexion personnelle sur « l'actualité » avec peu de liens avec son travail, ou bien de voir les sciences politiques et sociales et les sciences plus dures comme deux approches qui se complètent concernant l'écologie. Cette hypothèse sera plus amplement creusée au long du deuxième chapitre.

Certain.es enquêté.es citent aussi des lectures et podcast politiques qui ne sont pas centrés sur les thématiques écologistes. Ainsi, Pierre explique avoir lu les « *classiques du néo-militant* » de gauche : Karl Marx, Friedrich Engels, des « *trucs anarchistes* » et de la littérature féministe et queer comme Paul B. Preciado, Virginie Despentes et Monique Wittig. Florane et Claire écoutent régulièrement le podcast « *Les couilles sur la table* », qui parle de thématiques autour du sexisme et du féminisme, et Claire cite également le podcast « *Kiffe ta race* » qui s'intéresse aux discriminations et aux questions raciales.

Florane, parle aussi d'une série qu'elle regarde et qui se veut féministe : « *Les demoiselles du téléphone* ».

Ainsi l'attrait que les enquêté.es ont pour les questions politiques est nourri par des lectures ou podcasts sur le sujet, tous ayant cité un ou des ouvrages qu'ils et elles ont lu relevant d'autres disciplines scientifiques sur le thème de l'écologie (sociologie, anthropologie, philosophie, essai politique...). Certain.es lisent et écoutent aussi des podcasts théoriques sur les autres questions politiques qui les préoccupent. Le métier de chercheur.euse étant un métier intellectuel, où le savoir est extrêmement valorisé, il peut sembler peu étonnant qu'ils aient une approche très intellectuelle et valorisant les connaissances sur l'écologie politique. Cependant, comme le souligne Pierre, cela requiert un effort important pour eux de lire sur leur temps libre, car une partie de leur travail est de lire des « *articles complexes* » durant la journée. Ainsi, Pierre admet lire moins de « *trucs énervés* », c'est-à-dire d'ouvrages très théoriques, qu'il n'a pu le faire durant ses études, car il ressent une fatigue intellectuelle le soir après sa journée de travail. Il privilégie ainsi souvent des lectures plus « *faciles* » comme des romans d'aventures.

## **C) La politique en actes : pratiques, votes et expériences militantes**

### 1. Des Ecolos en pratique ?

L'étude du rapport intellectuel et sensible à la politique des enquêté.es a donc montré une très claire sensibilité écologiste dans leur manière même d'appréhender la politique. Il s'agira donc de comprendre dans cette partie comment le politique s'imisce dans leur vie quotidienne, à travers l'analyse des pratiques qu'ils perçoivent comme écologiques. S'intéresser d'abord à ces pratiques avant des pratiques plus communément associées à la politique, comme le vote, dans une partie sur les actions politiques, fait sens au regard de leurs idéologies. En effet, Vanessa Jérôme, qui s'est intéressée au militantisme écologiste au sein du parti *Les Verts*, a montré que les pratiques quotidiennes des militant.es étaient des effets de leur incorporation de l'idéologie écologiste acquises au cours de leur socialisation à cette dernière (Jérôme, 2021):

« *Comprenant vite que la cohérence entre les positions politiques et les pratiques quotidiennes est considérée comme la marque distinctive du militantisme écologiste, ils intègrent la nécessité et l'urgence, pour être vert de se conformer aux prescriptions du parti.* »

Cette « *marque distinctive* » s'étend au-delà du seul parti *Les Verts* et caractérise l'idéologie écologiste comme une idéologie dans laquelle le politique intervient dans la consommation et dans le mode de vie. Les enquêté.es ont cité spontanément différentes pratiques écologiques qu'ils mettaient en place quotidiennement, et ces dernières ont été retranscrites dans le tableau ci-après pour une lecture simplifiée. Sont rapportées ici uniquement les pratiques qu'ils et elles ont citées, c'est-à-dire qu'ils et elles trouvent suffisamment importantes à leurs yeux et suffisamment écologiques pour être citées.

<b>Enquêté.es</b>	1	2	3	4	5	6	7	8
Végétarien				X		X		
Flexitarien	X	X	X		X		X	X
Privilégie le diversifié							X	
Privilégie le bio			X				X	X
Privilégie le local				X				
Privilégie le non-transformé		X						X
Privilégie le zéro déchet				X				
Evite l'avion		X		X	X	X	X	X
Pas de voiture		X	X	X	X	X	X	X
Viens au travail à vélo	X					X		X
Viens au travail en transport en commun		X	X	X	X		X	
Habitat collectif		X	X	X	X	X	X	X
Pas de smartphone					X			
Evite la fast-fashion		X				X		

Trois catégories de pratiques vont ainsi être étudiées tour à tour en fonction de l'ordre de priorité dans lequel les enquêté.es en ont parlé : la consommation de nourriture, l'habitat et les transports, puis la consommation et les déchets non-alimentaires.

Les pratiques liées à la consommation alimentaire sont celles qui ont été le plus spontanément citées et détaillées par tous.tes les enquêté.es. Cette prégnance importante de ce sujet sur la question des pratiques écologiques ne va pas de soi. Par exemple, si l'on

compare cette préoccupation des enquêté.es avec celles que l'on retrouve dans une enquête de 2020 du CREDOC (Pautard, 2021), réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 3 000 personnes, on découvre que cette prégnance des pratiques liées à la consommation alimentaire est spécifique au terrain d'enquête. En effet, l'**Annexe 5**, qui est un tableau réalisé par Éric Pautard (2021) à partir de cette enquête, montre que sur une liste de pratiques quotidiennes, celles qui sont le plus jugées par l'échantillon comme « *efficaces* » sont liées à la réduction et au tri des déchets, ainsi qu'à la réduction de la consommation d'énergie, devant les pratiques alimentaires. De même, ces actions sont aussi jugées par les enquêté.es comme des actions qu'ils effectuent de manière plus « *fréquente* » que des actions liées à leur consommation alimentaire. Il est donc étonnant à première vue que toutes les personnes de notre enquête insistent tant sur leurs pratiques alimentaires. Une première explication pourrait être celle donnée par Claudine, qui dévoile de manière implicite que son domaine de recherche et de travail a une influence sur ses conceptions écologiques :

« *Mes modes alimentaires ont changé, parce que tout ça, ça a un lien avec la biodiversité et surtout l'alimentation [...].* »

En s'intéressant en détail aux pratiques de consommation alimentaires des enquêté.es, il s'agira de comprendre la pertinence de cette hypothèse.

La première des pratiques, citée par l'ensemble des enquêté.es, concerne la consommation de viande. Tous.tes s'accordent implicitement sur le postulat qu'il est nécessaire d'en manger peu : ainsi, pour celles et ceux qui ne se disent pas végétarien.nes, ils et elles mentionnent en manger « *moins* » voire « *beaucoup moins* » qu'avant et faire particulièrement attention à cette consommation, ce qui les classe dans la catégorie « *flexitarien* » du tableau. L'**enquête 7** explique d'ailleurs qu'il y a une grande homogénéité idéologique sur cette question au sein du laboratoire, disant qu'il essaye de manger moins de viande « *comme tout le monde [...] dans ce labo* ». Or d'après l'enquête de l'IFOP menée sur la consommation de viande d'un échantillon représentatif de 15 000 Français en 2020 (IFOP, 2021), seulement 24 % des Français.es se considère comme flexitarien.nes, et 2,2 % ne mange pas de viande. La réduction de la consommation de viande étant perçue comme un réel enjeu de biodiversité, il semble bien que la sensibilité écologiste, mais plus encore la sensibilité aux questions de biodiversité des enquêté.es ait un impact sur leur consommation de viande (Mathieu par exemple, dit manger moins de

viande que sa femme), ou en tout cas sur leur manière de présenter leur consommation de viande. En effet, la catégorie « flexitarien » regroupe des pratiques de consommation de viande très diverses, et n'est pas une catégorie réellement chargée de sens : les réelles fréquences auxquelles les enquêté.es « flexitarien.nes » mangent de la viande sont très hétérogènes et influencée par d'autres facteurs. Florane explique qu'il y a selon elle une fracture générationnelle dans le laboratoire sur la question de la consommation de viande, qui serait clairement liée selon elle à une croyance ou non en la capacité de la science à contrebalancer les effets des crises climatiques et de biodiversité :

*« Et par exemple, c'est assez drôle, je trouve qu'on voit vraiment une fracture. Heu chez les doctorants il y a beaucoup de gens qui sont végétariens, moi par exemple je suis pas végétarienne, mais je mange vraiment pas beaucoup de viande et c'est pas... Et on part un peu du principe que en fait quand on prépare un truc pour plusieurs, il faut faire en sorte que y ait pas de viande quoi c'est un peu la base. Et c'est pas quelque chose qu'on retrouve chez, nécessairement chez les chercheurs ou les gens qui sont là en permanence. Et par exemple du coup c'était dans le labo où j'étais avant à Montpellier en biologie marine, je trouvais qu'il y avait vraiment ça. Enfin j'avais des collègues qui étaient en stage ou en doctorat qui étaient un peu comme moi un peu : "Ohlala, c'est compliqué, on a peut-être des solutions mais bon c'est compliqué", et mon encadrant, mon tuteur, lui, il était persuadé qu'on trouvera une solution dans la technologie pour nous sauver. »*

Claire abonde dans ce sens lorsqu'elle décrit avec plus d'animosité les pratiques alimentaires des chercheur.euses plus âgés du laboratoire avec qui elle va à la cantine : *« Niveau viande, enfin ils bouffent de la viande tous les midis, mais c'est aberrant quoi ! »* Cette explication semble se vérifier au regard de notre échantillon car les deux personnes végétariennes font partie des plus jeunes ; mais aussi au regard de l'enquête précédemment citée, dans laquelle il est affirmé que l'âge est un signe distinctif important des deux groupes : *« les personnes dans les régimes sans viande sont plus jeunes que la moyenne des Français (41 % ont moins de 35 ans), alors que les flexitariens sont plus âgés : 41 % ont entre 50 et 70 ans. »* (IFOP, 2021).

La question de la consommation de viande, abordée par l'ensemble des enquêté.es spontanément, semble avoir une importance bien plus grande que d'autres pratiques alimentaires citées (nourriture bio, diversifiée, locale ou non-transformée). Tous.tes ne

semblent pas d'accord sur quoi privilégier et montrent dans leurs discours que la question se pose pour eux : lorsque Pierre dit essayer de manger local le plus possible, Elliot a un rapport très rationnel à son alimentation, et explique privilégier le diversifié au local, car le transport représente « 4% du bilan carbone d'un aliment ». Ce dernier privilégie ainsi les aliments peu producteurs de CO2 :

*« Par exemple, ça va paraître un peu bizarre mais maintenant pour la viande je mange du cheval, parce qu'il produit beaucoup moins de CO2 que le bœuf pour un kilo de viande. »*

La consommation bio semble moins sujette à controverse, mais tous.tes celles et ceux qui l'ont mentionnée parlent aussi de son prix et des compromis entre bio et non bio qu'ils doivent parfois faire. Arnaud explique que le choix de la consommation bio est pour lui plus liée à l'environnement et à la biodiversité qu'à des questions de santé : « *on le fait vraiment pour l'environnement, sur des questions d'intrants quoi.* », rappelant aussi que cette consommation n'est pas possible pour tout le monde : « *on a les moyens donc faut pas déconner* ».

Cependant, malgré une grande importance accordée aux réflexions sur l'environnement dans leur consommation alimentaire, il y a chez certain.es un détachement dans la présentation de ces pratiques et de leur utilité. Par exemple Arnaud ajoute le commentaire ironique « *c'est vachement bien hein* » après avoir dit que lui et sa femme achetaient principalement du bio. Il relativise ensuite de manière importante le poids des pratiques individuelles en expliquant ne pas croire que la solution aux crises climatiques et de biodiversité se joue au niveau individuel :

*“C'est pas possible qu'on mette sur l'individu la responsabilité du changement climatique”.*

Il y a selon lui une grande « déficience » de l'Etat. Jean-Philippe abonde dans ce sens lorsqu'il revient sur l'histoire récente de l'agriculture en France, expliquant que selon lui il y a urgence à augmenter les salaires pour que les gens puissent acheter des produits bios et sans pesticides. Les enquêté.es, bien que se présentant eux-mêmes comme très vertueux concernant leurs pratiques alimentaires, ont donc parfois un rapport ambigu avec ces pratiques et leur utilité réelle, et sont conscients que tout le monde ne peut pas accéder à la même consommation qu'elles et eux.

Le fait de mettre en avant d'abord les pratiques alimentaires concernant les pratiques écologiques n'est pas anodin, et témoigne, au-delà d'une sensibilité à la biodiversité, de pratiques de classes bien distinctes, qui relèvent d'un éco-habitus, selon le terme de Philip Balsiger (2017). En effet, ce dernier montre l'importance des ressources culturelles, et surtout économiques dans la consommation alimentaire engagée, érigée en norme par des classes dominantes. Il explique ainsi que les personnes ayant un capital économique trop peu important pour pouvoir se permettre ce type de consommation vont ainsi « *s'appuyer sur des cadres interprétatifs alternatifs* » pour « *représenter leurs propres pratiques comme étant de fait plus éthique* ». L'accent mis sur les pratiques de consommation alimentaire est donc socialement situé, et est rendue possible par leur position sociale privilégiée, qu'elle soit réelle, ou aspirée pour les doctorant.es.

Les enquêté.es parlent aussi des moyens de transports qu'ils et elles utilisent et du type d'habitat dans lequel ils et elles vivent. Le fait qu'une majorité d'entre eux et elles n'aient pas de voiture, et utilisent le vélo ou les transports en commun est en partie explicable par la localisation du laboratoire et de leurs lieux de vie : la voiture n'y est pas pratique et les transports en communs y sont étendus. Cependant, là ne réside pas toute l'explication, car une partie des enquêté.es affirme ressentir de la culpabilité lorsqu'ils et elles utilisent des moyens de transport polluants. Claudine ajoute le commentaire « *Pas bien* » lorsqu'elle avoue être venue exceptionnellement en voiture le jour de l'entretien car il pleuvait, et dit avoir un « *scrupule* » à chaque fois qu'elle prend sa voiture. Plusieurs enquêté.es expliquent d'ailleurs que ce « *scrupule* » fait partie des raisons pour lesquelles ils et elles n'ont pas de voiture. Six d'entre elles et eux parlent aussi de la culpabilité qu'ils ont eu en prenant l'avion : Florane par exemple explique avoir été « *pas très à l'aise* » en prenant l'avion lors d'un voyage organisé avec des amis, et vouloir choisir l'avenir ses destinations de voyage en fonction de s'ils sont accessibles par d'autres moyens de transports. Arnaud, lui, a son terrain de travail est en Suède : il y passe donc quelques mois par an. Il explique lors de l'entretien qu'il « *en a marre* » de prendre l'avion pour y aller, sachant que pour ses propres vacances sa famille et lui ne prennent pas l'avion par conviction, car financièrement ils pourraient prendre des vacances à l'étranger. Il a ainsi pour projet d'aller au printemps en Suède pour un terrain long en train « *dans une démarche de prendre le temps d'arriver sur place* ».

Si pour une partie d'entre eux et elles (les doctorants notamment), la question du logement ne se pose pas, car leurs ressources financières sont trop faibles pour pouvoir loger dans

une maison, elle se pose pour les chercheur.euses plus âgé.es. Pour Mathieu, le choix de vivre en appartement relève d'une véritable stratégie de vie :

« *On a choisi d'habiter un endroit où on n'avait pas besoin d'avoir une voiture, et pour une somme on a acheté notre appartement pour une somme d'argent avec laquelle on aurait pu tout à fait acheter une maison, certes plus loin, mais voilà. Mais par contre, il aurait fallu une bagnole, il aurait fallu... Enfin voilà ça d'autres, d'autres trucs et on n'a pas fait ça* »

Ce choix n'a pas été fait par Claudine, qui elle vit dans une maison. Ainsi, si l'ensemble des enquêté.es prennent en compte des considérations écologiques dans leur consommation alimentaire et dans leur manière de se loger et de se déplacer, celles-ci prennent une place différenciée dans leurs pratiques effectives.

Si dans l'enquête du CREDOC de 2020 précédemment citée (Pautard, 2021), ce sont les pratiques liées à la réduction des déchets et de la consommation d'énergie qui sont le plus mises en avant par l'échantillon, ce n'est pas le cas pour les enquêté.es de cette étude. Concernant la consommation d'énergie, seul Jean-Philippe la mentionne en disant qu'il fait attention à bien éteindre les lumières pour réduire sa consommation d'électricité. Cela ne signifie pas que les autres enquêté.es ne font pas de même, mais cette pratique leur semble probablement trop communément adoptée et implicite pour qu'ils et elles la mentionnent. Concernant les pratiques de réduction des déchets, plusieurs d'entre eux et elles en parlent : Florane explique fabriquer elle-même ses serviettes hygiéniques réutilisables parce que ça la « *rendait malade* » de produire beaucoup de déchets avec des serviettes jetables. Mathieu n'a pas de smartphone, car c'est un appareil qu'il considère comme trop polluant. Jean-Philippe explique lui faire attention à ne pas laisser de déchets dans les lieux publics, en particulier les mégots de cigarettes, se comparant à la figure de son beau-frère qui lui « *balance le mégot* » lorsqu'il fume une cigarette en voiture. Sont donc citées des pratiques qui anticipent les déchets et agissent sur la consommation (Florane et Mathieu) et une pratique concernant la gestion de ces déchets (Jean-Philippe). Enfin, seules deux enquêtées parlent de leur consommation de vêtements : Florane qui explique acheter très peu de vêtements, et faire de la couture pour « *limiter tout ce qui est la consommation superflue* », et Claire qui explique acheter ses vêtements en fripes, ayant été élevée dans l'idée de peu consommer de vêtements (elle

raconte par exemple que sa mère lui donnait les vieux vêtements de ses frères lorsqu'elle était petite). Il est intéressant de noter que ce sont les deux femmes les plus jeunes qui ont mentionné ce sujet, témoignant d'un rapport genré à la question de la consommation éthique de vêtements.

Ainsi, les pratiques quotidiennes de l'ensemble des enquêté.es témoignent d'une incorporation plus ou moins importante de l'idéologie écologiste, ou plutôt des idéologies écologistes, car la diversité des pratiques montre la pluralité des déclinaisons de ce qu'est « être écolo », même chez des chercheur.euses en écologie. Les facteurs de classe, de genre et d'âge semblent beaucoup jouer sur la traduction de ces idéologies en pratiques. Il s'agira maintenant d'adopter une définition plus large du politique afin d'analyser les éventuelles pratiques militantes des enquêté.es.

## 2. Vote et militantisme

Afin d'analyser la pratique de vote des enquêté.es au mieux, le choix a été fait de leur demander pour qui ils et elles avaient voté (s'ils et elles avaient voté) au premier tour des élections présidentielles de 2017, car c'est une élection qui permet la comparaison, les candidat.es et partis représenté.es étant les mêmes où que l'on habite, et qui a une ampleur assez importante pour que l'on se rappelle de son vote. Les résultats ont été réunis dans le tableau ci-après. Certain.es enquêté.es ayant aussi dévoilé leur vote au second tour de cette même élection et leur vote projeté au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, il est apparu intéressant de les ajouter au tableau pour compléter les données (**Annexe 6**).

Sans grande surprise au vu de leur positionnement idéologique et de leur capital culturel, la totalité des enquêté.es vote, et vote à gauche, si l'on considère bien que le parti EELV est un parti de gauche (bien que certain.es de ses représentant.es refusent son positionnement sur l'axe droite-gauche). Malgré l'apparente diversité de leur vote, ce monopole de la gauche de l'échiquier politique fait poser la question d'un possible vote de classe à l'œuvre. Le concept de vote de classe a en effet été beaucoup étudié en sociologie, au point de parfois avoir été tordu comme l'explique Florent Gougou (2017), et être devenu le synonyme du vote à gauche des ouvriers. Dans notre cas, si l'on considère avoir effectivement affaire à un vote de classe, partant du postulat que les

enquêtés font partie ou aspirent à faire partie de la petite bourgeoisie intellectuelle, le tableau produit par Florent Gougou résumant les modèles d'explication d'un vote de classe (**Annexe 7**) s'avère utile à l'analyse. En effet, l'approche essentialiste, l'approche sociologique et l'approche politique telles que présentées ne semblent pas être les plus pertinentes pour expliquer leurs votes à gauche : ayant des conditions socio-économiques supérieures à celles de la classe ouvrière, les enquêtés ne semblent pas avoir d'intérêt économique de classe à voter à gauche, ni ressentir une identité de classe particulièrement importante. Mathieu le montre d'ailleurs dans la présentation de son rapport aux impôts :

*« Moi je suis dans une classe sociale où je n'ai pas à me soucier pour moi-même, je m'en soucie pour la société parce que je pense c'est un problème, mais du pouvoir d'achat. Voilà mon pouvoir d'achat il va très bien hein, mais donc voilà moi je veux pas de réduction d'impôts, surtout pas [...] »*

C'est donc l'approche par les clivages économique d'une part, et culturel d'autre part, suivant la typologie de Vincent Tiberj précédemment citée, qui semble la plus pertinente pour ce cas. Ainsi, si l'on considère ce vote comme étant effectivement un vote de classe, ce sont surtout les préférences des individus qui les rassemblent politiquement, avec une préférence donc pour la redistribution économique, et pour des valeurs culturelles classées à gauche. Comme vu précédemment, les enquêtés sont particulièrement sensibles aux idéologies sous-tendant l'écologie politique. Pourtant, à première vue, le vote EELV, un parti se revendiquant avant tout comme écologiste, semble supplanté par le vote LFI, un parti qui met plus en avant des valeurs sociales, malgré une forte proximité avec le mouvement altermondialiste et la pensée écosocialiste. Pierre explique cette diversité des possibles pour le vote en France pour les partisans d'une pensée écologiste :

*« Maintenant je pense que l'écologie politique est devenue tellement un truc transversal que en fait plus du tout genre, tout le monde parle d'écologie plus ou moins bien mais c'est quand même (hésite) un pilier majeur dans quasiment tous les groupes politiques. Donc c'est vrai que maintenant on est beaucoup moins je pense comment dire accroché à EELV par exemple, qui est majeur en France »*

Le fait que beaucoup d'entre eux hésitent fortement sur leur prochain vote, et même ne se souviennent pas de leur vote au premier tour de l'élection présidentielle de

2017, hésitant entre deux candidats (pour Mathieu) nuance également cette apparente diversité des votes au sein des possibles (de gauche). Jouent ainsi aussi des logiques de vote utile, où les valeurs d'écologie semblent en partie prévaloir. Ainsi Florane explique que si elle ne vote pas et ne votera pas EELV, c'est parce qu'elle ne pense pas que la ligne que le candidat Yanick Jadot soit vraiment écologiste :

*« Pour moi c'est un peu, c'est du greenwashing quoi, c'est un peu (hésite) je sais pas comment dire se faire avoir quoi. C'est surfer sur la vague de l'écologie pour faire produire des voitures électriques en France et booster l'économie française quoi. Je suis sûr que ça existe et que c'est à l'œuvre, mais je suis sûre que c'est pas bien quoi. Il vaudrait mieux pas consommer tout court que faire croire qu'on peut consommer de manière verte. »*

De même, Claire met particulièrement l'emphase sur les questions écologistes dans son choix de vote pour les élections présidentielles de 2022, se présentant aussi comme peu proche de la ligne politique de EELV, mais prête à voter pour le parti si ce dernier « a une chance », dans une logique de vote utile :

*« En fait j'avais dit heu, j'ai une amie qui est au NPA, qui est très active au NPA, je lui avais dit si c'est pas Rousseau qui gagne, je vote Poutou. Et j'adore Poutou, c'est quelqu'un de très bien, enfin à mes yeux. Mais je me dis quand même, si Jadot a une chance, mais ça me fait mal le dire parce que je crois pas du tout en Jadot, mais peut-être que je voterai pour Jadot, mais franchement sans y croire quoi. Parce que moi j'ai l'impression que c'est comme François Hollande mais peint en vert quoi. [...] Je sais pas ce sera, pour l'instant ce sera soit choix stratégie Jadot, soit choix du coeur Poutou forever. »*

Au contraire, Claudine et Mathieu se situent politiquement à proximité de EELV, posant le parti comme référence en matière d'écologie. Mathieu ajoutant que le parti est à son avis « rarement à côté de la plaque » et qu'il fait des propositions qui « vont dans la bonne direction ». Les enquêtés manifestent donc bien dans leurs votes l'importance des questions liées à l'écologie dans leurs choix politiques. Pour certain.es, le vote semble ne pas totalement refléter leurs proximités idéologiques : ils et elles adhèrent alors à l'idée d'une nécessité du vote utile stratégique. Cela pourrait être interprété par le fait que leur pensée écologiste soit viscéralement attachée à l'idée de l'urgence, hypothèse

que nous examinerons plus en détail dans le deuxième chapitre. C'est le cas par exemple de Pierre, qui se décrit comme « *d'extrême-gauche* », se disant proche du parti NPA et « *limite communiste* », et qui malgré sa critique de la « *gauche molle* » a voté PS au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Si cette pratique du vote utile brouille ainsi la lecture en termes de différences idéologiques des enquêté.es, certain.es d'entre eux cherchent à se positionner de manière détaillée dans le spectre politique français en différenciant leurs idées de leur vote : ainsi, Elliot dit avoir fait un test sur internet dans lequel il a répondu à des questions pour se situer politiquement, et que ce test l'avait rangé dans la catégorie des « *social-démocrates* ». D'autres enquêté.es montrent leur détachement aux idées de la gauche social-démocrate, la qualifiant de « *gauche molle* » (Pierre, Claire et Arnaud). Ainsi la pratique du vote, si elle se confine chez cet échantillon à un vote à gauche, comprends une diversité politique qui ne reflète pas forcément exactement les proximités idéologiques des enquêté.es, relativement diverses aussi, du fait de logiques de votes stratégiques. Les enquêté.es s'abstiennent peu, ou uniquement lorsqu'ils et elles ne peuvent pas voter à gauche : Arnaud par exemple explique n'avoir « *jamais dû rater une élection* ». Ils et elles ont donc un rapport proche au système politique, ce qui fait du vote une pratique qu'ils et elles effectuent de manière régulière. Nous allons maintenant nous intéresser aux pratiques militantes des enquêté.es qui ne relèvent pas du vote afin de comprendre quelles autres formes de militantisme sont présentes dans leurs vies personnelles.

La comparaison des pratiques militantes des enquêté.es révèle une grande diversité de profils militants, qui sont liés à différentes « carrières militantes », selon le concept emprunté à la sociologie interactionniste popularisé en France par Olivier Filleule. Bien que, comme l'explique Eric Agrikoliansky (2017), étudier des pratiques militantes par le prisme de « carrières » peut avoir le défaut d'être trop individualisant, cette approche permet au mieux de restituer le sens que les enquêté.es « *donnent à leurs actions* » (Agrikoliansky, 2017). Il semble donc pertinent d'adopter cette approche pour faire une analyse, même restreinte, de leurs pratiques militantes. Eric Agrikoliansky conseille ainsi de développer trois points : le contexte d'émergence de pratiques militantes, les conditions du militantisme, et l'après-militantisme (désengagement, effets...). Concernant le premier point, les premières parties de ce chapitre ont déjà dressé des esquisses du contexte politique des enquêté.es. Eric Agrikoliansky explique qu'il est important de « *considérer l'importance du degré de « disponibilités biographiques » des*

*militant.es* » : c'est un point que nous développerons longuement durant le deuxième chapitre. Etant donné la fracturation des carrières militantes étudiées (avec engagements, puis désengagements...), les deux autres points seront développés simultanément dans cette partie.

La première difficulté rencontrée lors de cette analyse a été d'établir une frontière stricte entre activités militantes exclues du cadre de travail, et activités considérées comme militantes au sein de leur travail, point que nous développerons dans le deuxième chapitre. En effet, Claudine par exemple, a donné des exemples d'activités qu'elle effectuait au sein de son travail lorsqu'interrogée sur ses activités militantes, car son militantisme hors de son travail se limite à être allée à quelques réunions avec l'association Greenpeace. Elle explique elle-même n'avoir jamais commencé à militer car elle n'a pas été socialisée au militantisme : « *J'étais pas, de par ma famille, amenée à un militantisme* ». C'est aussi une explication que donne Elliot à son absence d'engagement au sein d'un parti ou d'une association, lorsqu'il explique ne pas avoir beaucoup de *militant.es* dans son entourage. Lui, en revanche, voit une forme de militantisme dans ses discussions sur l'écologie avec ses proches :

*« J'essaie de faire le plus possible pour que ça change, en fait c'est ça j'essaie de faire [du militantisme] pour ma famille proche quoi. Il est là mon militantisme à format très réduit, c'est de convertir mes proches, d'essayer de faire en sorte qu'ils veuillent faire des efforts. »*

Claire décrit aussi cette pratique comme une pratique militante. Seulement, pour elle, cette forme de militantisme semble être un effet de son militantisme radical antérieur qu'elle n'a pas pu continuer du fait de problème de santé. La « *propagande* » qu'elle fait dans son entourage (proche ou plus lointain sur internet) semble alors agir comme substitut à des formes plus radicales et physiquement engageantes de militantisme :

*« C'est pas ce que c'était quoi, je suis pas à la Zad à faire, je vais pas en manif... Alors je fais du militantisme sur internet tu vois par exemple, ben partager le plus possible les vidéos ou quoi qui parlent de sujets qui sont importants écologique mais... J'en parle beaucoup autour de moi, je fais énormément culpabiliser ma mère parce qu'elle prend l'avion 5 fois par an à peu près, enfin je parle beaucoup aux gens... Je fais plus du, comment dire, de la propagande, voilà je fais de la propagande [...] ».*

Entre les carrières où le militantisme se confine dans l'entourage des enquêtés, et consiste en des discussions, et l'image plus traditionnelle d'une carrière militante au sein d'une organisation, se trouve un autre modèle plus représentatif des autres enquêtés, et théorisé par le sociologue Jacques Ion. Ce dernier explique que le modèle du militant traditionnel est « *en crise* » (Ion, 1997) : maintenant, les militants sont des militants « *post-it* », qui s'engagent et se désengagent « *selon les évolutions et circonstances politiques* » pour des causes diverses. Ainsi Florane et Pierre ont déjà participé à des actions militantes sur des sujets spécifiques, sans pour autant mener une activité militante régulière. Le fait que les deux fassent partie des plus jeunes des enquêtés, et sont actuellement en thèse, explique mieux pourquoi il et elle ont moins d'expériences militantes que d'autres enquêtés qu'un moindre intérêt pour l'engagement militant. Florane, qui comme expliqué précédemment est sensible aux thématiques féministes, a milité quelques mois au sein d'une association féministe dans la ville où habitent ses parents pendant l'été après le confinement. Elle a ainsi effectué des collages, préparé des manifestations et participé à des réunions régulières avec les militantes de l'association. Cet engagement ponctuel et précis ne s'est pas prolongé, notamment du fait d'une moindre disponibilité. Pierre a lui aussi eu des activités militantes ponctuelles, et non liées à l'écologie : il dit ainsi s'engager parfois pour des « *trucs sociaux* ». Se présentant avant tout comme « *de gauche* », il est « *évidemment* » allé à plusieurs manifestations, notamment celle pour la loi sécurité globale. Il explique aussi avoir réalisé quelques collages d'affiches dans la ville de ses parents avec un groupement antifasciste, sans pour autant que ce soit devenu régulier. Enfin il a assisté à quelques réunions de groupes radicaux écologistes sans pour autant donner suite et s'engager. Les brèves actions militantes de Florane et Pierre sont ainsi tournées vers des thématiques qui sont peu en lien avec l'écologie politique. Ce n'est pourtant pas lié au fait que ces enquêtés ne voudraient pas être des militant.es écologistes, mais il existe des barrières à leur militantisme, comme nous le verront dans le deuxième chapitre.

Si Jean-Philippe, Mathieu et Arnaud, eux, ont des activités militantes écologistes, celles-ci sont moins radicales et engageantes que les activités militantes de Florane et Pierre. Cela s'explique d'une part par leur âge, mais aussi par l'institutionnalisation d'une partie du mouvement écologiste qui a partiellement annihilé la mobilisation politique. Cette institutionnalisation a été étudiée par Erik Neveu, qui explique que si dans le sillage des travaux d'Alain Touraine sur les nouveaux mouvements sociaux, certain.es ont espéré

que l'écologisme, mouvement porté par les nouvelles classes moyennes jeunes et instruites, remplace le mouvement ouvrier comme mouvement social central, cela ne s'est pas produit, et le mouvement écologiste s'est en partie institutionnalisé, par le truchement d'association, mais aussi avec la création de ministères dédiés (Neveu, 2017). Cette institutionnalisation se ressent dans les carrières militantes de Jean-Philippe, Mathieu et Arnaud, qui malgré leur sympathie pour un militantisme radical, ont transformé leur militantisme (qui a parfois été plus radical) en un militantisme associatif. Il y a bien sûr un effet d'âge dans cette transformation : plus jeunes, ils avaient plus de temps et côtoyaient des milieux étudiants plus propices à des actions militantes engageantes. On peut cependant aussi y voir l'effet d'un contexte militant : aujourd'hui s'engager pour l'écologie ne signifie plus forcément ce que cela signifiait au début du mouvement. Ainsi Jean-Philippe, s'il a commencé dès le lycée à manifester régulièrement, notamment pour soutenir un camarade de son lycée mis en prison pour avoir supposément agressé des policiers durant une manifestation, puis pour des lois liées à l'université, il avoue aujourd'hui ne plus faire de manifestations car c'est « *devenu dangereux* ». En revanche, il a en parallèle à sa carrière de chercheur été militant à Attac (réunions, concerts, distribution de tracts), puis contributeur à un journal militant local :

*« Et donc j'ai été voir les gens d'Attac et je crois que de fil en aiguille je suis arrivé à un journal local qui s'appelle La Page, qui doit être distribuée ici, qui donne des informations locales mais enfin avec une certaine vision, par exemple le journal a milité contre la fermeture d'un marché couvert qui a été transformé en restaurant. »*

Ensuite, il a aussi été militant pour le parti écologiste aux campagnes présidentielles et municipales, sans pour autant inscrire son nom sur les listes. Cet engagement écologiste au sein de partis ou d'associations se retrouve chez Mathieu, qui cotise pour l'association Greenpeace, pour une association pour le maintien des forêts, et pour une association de quartier qui préserve un petit bois local. Cet enquêté explique aussi avoir fait plusieurs manifestations (notamment sur la loi travail) avant d'avoir des enfants, mais ne plus en faire depuis. Pour lui, un militantisme écologiste bien plus radical semble aussi tentant, témoignant d'un sentiment d'urgence viscéral. Il raconte ainsi avoir été tenté par des actions militantes qui sortent du cadre légal :

*« Il y a pas très longtemps j'avais entendu parler d'un groupe de militants en Suède qui dégonflait les pneus des SUV. Et en fait je m'étais dit, parce que je, enfin pour moi le SUV c'est vraiment le symbole du paradoxe et des problèmes quoi. Je veux dire on avait des voitures qui consommaient, la consommation des voitures en France actuellement réaugmente enfin je veux dire c'est vraiment dingue, et pourquoi parce qu'on vend, 30% des véhicules qu'on vend c'est des SUV en France. [..]. Bref donc pour moi le SUV c'est vraiment le symbole de la personne, souvent un homme mais pas uniquement parfois c'est des femmes aussi, mais qui sont là et qui n'en ont rien à faire. En gros « moi j'ai ma grosse bagnole et toi je m'en fous, je prends toute la place, je pollue, mais j'en n'ai rien à foutre. » Donc voilà ça c'est le truc, et du coup j'avais lu ça et je me dis : "Ouais et je vais aller faire ça sur les SUV de mon quartier". J'en ai parlé à ma femme et elle me dit "mais t'es complètement débile (rires), t'es débile en plus c'est dangereux et tout t'imagines si t'as quelqu'un qui a les pneus dégonflés". Mais moi j'ai trouvé ça marrant (rires), mais je l'ai pas fait. »*

Cette idée d'action, même si racontée à moitié sur le ton de l'humour, témoigne d'un questionnement dans lequel il y a l'idée sous-jacente d'une efficacité trop limitée de l'engagement associatif. Arnaud lui aussi se pose des questions de manière plus explicite sur comment militer. Si durant ses études il a été proche du mouvement altermondialiste et a participé à des conférences, des discussions et des manifestations fréquentes, il ne voit pas ces actions comme ayant été du militantisme, car il n'a pas fait partie du bureau d'une association, et n'a pas fait des actions perçues comme plus militantes comme coller des affiches. Il disait ainsi avoir été « perçu » par son entourage comme quelqu'un de militant, mais lui-même ne se décrivait pas comme tel. Si déjà le mouvement altermondialiste du début des années 2000 était proche du milieu associatif, c'est encore plus vrai aujourd'hui. Il cotise ainsi aujourd'hui dans plusieurs associations. Il cite : Attac, une association contre l'obsolescence programmée, l'association Blue Green Planet et France Nature Environnement (FNE). Il s'est aussi posé la question de s'investir plus au sein d'Attac et ne plus seulement cotiser, mais semble très hésitant sur l'utilité d'un tel engagement :

*“J'ai pas envie de discussions où on se raconte nos life, on n'est pas d'accord sur ce qu'il faut faire. Les gens de gauche ils passent leur temps à pas être d'accord entre*

*eux c'est insupportable, quoi ! Et j'ai pas envie de reproduire ça. Si j'allais dans un truc comme ça, c'est bien simple, je vais être une voix discordante de plus, et ça sert à rien."*

Il parle ainsi d'un phénomène global d'une « *impasse sur la manière de militer* » pour l'écologie. Au-delà de ces formes de militantisme, il explique avoir fait plusieurs marches pour le climat avec sa femme et ses enfants, manifestations « *plus calmes* » que d'autres manifestations auxquelles il a participé et dont il n'a pas aimé le climat :

*" J'ai fait la manif pour les libertés [contre la loi sécurité globale], celle qui était passée à la télé, que Mediapart avait décrypté, où les gens s'étaient fait défoncer, bah j'étais aux premières loges. Et j'étais avec mon pote, un des potes de quand j'étais étudiant d'ailleurs, et on s'est dit "Ouhlala on n'y va pas quoi". On a vraiment vu où allait se faire la nasse donc on est resté au carrefour, et on a vu les mecs se faire tabasser."*

Si ces trois enquêté.es se sont donc tournés vers un engagement écologiste plus associatif, en parallèle d'une activité militante ponctuelle et circonstancée (avec les manifestations), ils semblent dans le même temps questionner l'utilité de leur engagement. Certain.es enquêté.es invoquant leur activité professionnelle comme autant voire plus utile pour l'écologie, il semble y avoir un calcul coût-bénéfice entre militantisme et recherche à l'œuvre, concernant l'investissement de leur temps, comme nous le verrons dans le troisième chapitre.

Les carrières militantes des chercheur.euses et doctorant.es tranchent avec celle de Claire, technicienne qui a eu un parcours scolaire et professionnel très différent des autres enquêté.es. Sa carrière militante diffère non seulement par la fréquence de ses engagements, mais aussi par l'intensité de ces derniers, prenant sur son temps et étant des expériences vécues avec une grande intensité. Si, comme nous l'avons vu, elle avait déjà une socialisation politique importante avant d'arriver dans les études supérieures, participant à des événements et des manifestations avec une association axée sur les problématiques sociales et écologistes, c'est à la fac de socio qu'elle a vécu un engagement « *intense* », incarnant la figure d'un.e militant.e traditionnel qui se donne dans son engagement, durant le mouvement social lié à la loi travail :

*« Du coup en mars 2016 a éclaté, bah là je dirais le plus gros événement qui m'a marqué dans ma vie, la loi travail (rires). Et bah disons que la loi travail, bah c'était, quand c'est arrivé dans ma fac à Tours, on a été mais super super actifs moi la première enfin j'étais*

*des leaders du mouvement, enfin que je faisais partie du coeur de la lutte qui enfin, j'étais pas à la tête c'est bête, mais d'une commission, j'étais tout le temps à la fac.[...] C'était le moment le plus marquant de ma vie, ça a été vraiment cette bataille, donc les manifs, l'occupation de la fac, les nuits debout quand ça a commencé à arriver aussi à Tours. Tous les événements, enfin les actes politiques qui étaient annexes aux occupations et aux manifs tout ça c'était super intense. »*

Son engagement semble avoir été presque total durant cette période qu'elle regrette. Etant ensuite tombée malade, elle a vécu dans plusieurs endroits différents et n'a plus pu autant s'engager, mais a continué les engagements politiques et associatifs : elle a été bénévole aux restos du cœur, a fréquenté des groupuscules anarchistes et fait quelques manifestations, et est actuellement bénévole à la LPO pour le transport de la faune sauvage. L'engagement qu'elle a eu durant cette courte période de mouvement social à la fac semble pourtant rester pour elle une référence en matière de degré de militantisme qu'elle voudrait mettre en œuvre. Un engagement si intense semble en revanche difficilement compatible avec l'activité de recherche, ce qui explique que son profil tranche avec ceux des autres enquêté.es. Néanmoins, si la carrière militante de Claire fait paraître par comparaison les autres carrières militantes comme beaucoup moins engagées, il faut souligner tout de même que l'échantillon des enquêté.es présente des profils particulièrement militants.

Ainsi, ce premier chapitre a été consacré au rapport individuel des enquêté.es à la politique, avec une focalisation particulière sur l'écologie politique. Ce rapport a été forgé par des socialisations primaires très différentes mais souvent marquées par un environnement où la culture scientifique et scolaire est valorisée, et où il y a eu transmission d'un goût pour la nature et l'environnement. Les parents des enquêté.es, acteur.rices majeures de cette socialisation primaire, sont pour la plupart marqués à gauche politiquement, mais leurs rapports à la politique diffèrent dans la proximité au militantisme, et dans leur intérêt pour les questions politiques liées à l'écologie. La socialisation secondaire des enquêté.es semble avoir eu un effet homogénéisant sur leur rapport au politique et à l'écologie politique. En effet malgré une apparente diversité d'idéologie (avec une diversité des votes), ils et elles mettent tous.tes au premier plan de leurs idées politiques des idées écologistes, mêlées avec des valeurs plus traditionnelles de gauche sur le plan socio-économique, et pour certain.es des idées féministes. Si tous.tes

ont une approche très intellectuelle aux questions politiques, cet intérêt ne s'est pas traduit nécessairement en des actions militantes. Au vu de la pauvreté des travaux sur le sujet de la politisation des chercheur.euses en sciences, il est difficile de juger de leurs engagements politiques par comparaison, mais il semble que leurs pratiques et actions militantes sont relativement faibles en comparaison à leur positionnement intellectuel radical. Malgré leur conscience aigüe des crises climatiques et de biodiversité, ils et elles ne s'engagent pas beaucoup pour l'écologie politique.

Certain.es ont été ou sont militant.es dans des organisations sur leur temps libre, d'autres non. Ces derniers ouvrent alors leur définition du militantisme, parlant de leurs actions pour faire changer les modes de vie et habitudes de leurs proches, de leurs propres modes de vie, mais aussi de ce qu'il y a de militant dans leur travail, en tant que chercheur.euse en écologie. Il semble donc primordial d'également étudier la dimension politique dans le travail de chercheur.euse en écologie, avec les extensions politiques du travail, les possibles transgressions mais aussi les entraves à la politisation dues au milieu de travail ; d'autant que ce même milieu de travail pourrait grandement influencer la propension des individus à se mobiliser politiquement. En effet, la notion de « frustration relative », introduite par le sociologue Ted Gurr, permet d'expliquer la mobilisation des classes moyennes et aisées par la perception que les individus ont de leur propre situation socio-professionnelle (Gurr, 1971). Il existerait des griefs et des frustrations collectives, produits de la convergence des perceptions individuelles d'un décalage entre les aspirations des individus, et ce qu'ils sont en mesure d'obtenir. Les insatisfactions et la frustration des chercheur.euses semblent être une cause majeure de leur mobilisation : beaucoup citaient au même plan que d'autres actes militants des manifestations de chercheur.euses auxquelles ils et elles avaient participé. Ainsi si, d'après notre analyse, il s'avère que beaucoup des enquêté.es pourraient être qualifiés d'écologistes, au vu de leurs pratiques et de leur rapport au militantisme écologiste, il est essentiel d'également étudier les liens entre leur travail et l'écologie politique, pour comprendre les affinités mais aussi les distances voire les freins au militantisme au sein même du travail de chercheur.euse en écologie dans ce laboratoire.

## **II) Le Politique et la recherche en écologie**

Dans ce chapitre, il sera question des interactions et frontières entre le travail et des enquêtés et le militantisme écologiste. Dans un premier temps, il s'agira d'analyser ce qui au sein du travail de recherche semble tendre vers le politique. Ensuite, nous verrons que la position de chercheur.euse dans un laboratoire d'écologie empêche des formes de militantismes particulières : structurellement en France, recherche et militantisme semblent s'exclure. Enfin, nous questionnerons la frontière définie entre écologie politique et écologie scientifique.

### **A) Politique et recherche**

#### **1. Actions militantes au sein du travail**

Lorsque venait la question de leurs actes qu'ils et elles percevaient comme militants, les enquêtées en venaient souvent à parler d'actions liées à leur activité professionnelle, ou bien au sein de cette activité, et qui pour eux étaient à la frontière entre ce qui faisait partie de leur travail et une action purement militante. Cela semblait marquer une tension constante entre la nature professionnelle et les volontés politiques derrière certains actes.

Tout d'abord, certains actes mentionnés ont une dimension politique indéniable, et s'ils ont un lien avec leur activité professionnelle, ne s'intègrent pas au sein de cette dernière. Jean-Philippe, Mathieu et Arnaud racontent ainsi être déjà allés à des manifestations pour la recherche en compagnie d'autres chercheur.euses, pour protester contre des réformes et lois liées au monde universitaire. Elliot et Arnaud mentionnent les pétitions, qu'ils reçoivent sur leurs boîtes mails professionnelles, et qu'ils signent pour certaines. Elliot donne ainsi l'exemple d'une pétition demandant à des institutions de l'Union européenne, dans le cadre de projets de politiques sur les forêts, de mieux prendre en compte la biodiversité. Cependant, juste après avoir donné cet exemple d'action, il se montre très critique de son efficacité, disant que les pétitions « *c'est comme les tribunes dans le monde, ça sert à rien* ». Ce qui semble le pousser à tout de même effectuer cette action, c'est un calcul coût-bénéfice très rationnel :

*« Mais je le fais quand même parce qu'en vrai ça prend une seconde, et même si ça sert à 0,1%, 1 seconde pour sauver 1/4 de forêts quelque part ça peut toujours être utile »*

Claudine n'a mentionné durant l'entretien ni pétition ni tribunes auxquelles elle a associé son nom, et pourtant une rapide recherche internet a montré que c'était pour elle une pratique régulière. Il semblerait que le fait qu'elle soit directrice du laboratoire et qu'elle ait un poste de direction à l'université lui donne d'ailleurs une légitimité importante aux yeux de certains médias. Ainsi, son nom apparaît notamment dans une tribune de chercheur.euses reconnu.es et publiée dans le monde concernant la protection de la biodiversité. Elle intervient aussi régulièrement dans des médias grand public, comme une chaîne de radio publique, ce qu'elle n'avait pas mentionné dans l'entretien. En effet, durant l'entretien, elle mentionnait les colloques et conférences au sein du monde de la recherche auxquels elle participait en tant que chercheuse et directrice du laboratoire, et dans le but de défendre l'écologie au sein des sciences. Mais l'intervention en tant que chercheuse dans un débat avec un « militant pour le climat » diffusée au grand public<sup>7</sup> semble aller au-delà d'une activité confinée à la sphère universitaire, et poser la question des frontières entre son rôle de représentante du laboratoire, et par extension de l'écologie comme science, et une activité militante de défense de la biodiversité.

Si ces actions bien que quelque peu annexes à leurs activités de recherches, sont bien intégrées dans des actes militants de chercheurs, et non d'individus (comme ceux analysés dans le chapitre précédent), c'est parce que les enquêté.es attachent leurs noms, et donc leur légitimité en tant que chercheur.euse à l'action, mettant en avant leur profession.

D'autres actions perçues comme ayant un caractère militant s'intègrent complètement dans leur activité professionnelle et ne sont pas forcément vécues sur le mode de la transgression. Ainsi Claudine raconte avoir été experte au Haut Conseil des Biotechnologies, et décrit son expérience comme une lutte acharnée pour faire porter son point de vue sur la question des OGM :

*« Quand on veut vraiment porter quelque chose faut se battre quoi. Et puis dire "Ben oui d'accord mais enfin vos gènes de tolérance aux herbicides c'est vraiment une catastrophe". »*

L'expertise est en soi une activité qui fait l'objet d'un processus constant par ses acteur.rices de « *pratiques de démarcation* » (Demortain, 2021) entre ce qui relève de la

---

<sup>7</sup> Pour des raisons de conservation de l'anonymat de l'enquêtée, la référence de cette émission n'est volontairement pas mise à disposition ici.

science et ce qui relève du politique, et qui pourtant relève de la rencontre temporaire entre des acteur.rices scientifiques et des commanditaires de l'action publique. Ces « *pratiques de démarcation* » des acteur.rices scientifiques sont dues à l'absence de légitimité dans le monde scientifique des acteur.rices scientifiques qui agissent en dehors de ce monde, comme l'explique Claudine :

*« C'est sûr que l'expertise c'est difficile à mettre en avant parce que c'est pas considéré comme de la vraie science mais bon quand on a un poste [de chercheur.euse] on peut se permettre de dire qu'on fait de l'expertise. »*

L'expertise est donc une activité qui peut s'intégrer ponctuellement dans l'activité professionnelle d'un.e chercheur.euse. Florane, qui est en thèse, a d'ailleurs expérimenté cela : elle a en effet effectué dans le cadre de sa recherche des entretiens avec des gestionnaires d'espaces verts, qui eux attendaient d'elle des conseils et des expertises, alors qu'elle ne s'était pas préparée à ce rôle. La frontière est donc parfois très fine en réalité. Cependant faire de l'expertise semble desservir la légitimité d'un.e chercheur.euse dans la recherche, du fait de son caractère davantage prescriptif, donc politique. Il semble donc qu'il y a une contradiction sur la question de la légitimité entre l'activité de recherche, où est valorisée une certaine posture de neutralité, et le caractère politique qui peut être donné dans une activité à la frontière entre recherche et prise de décisions politiques : l'expertise. Mathieu cite notamment une autre chercheuse en écologie qui est intervenue en tant qu'experte à la Convention citoyenne pour le climat, une forme ponctuelle d'assemblée citoyenne, qualifiant cette intervention d'une « *forme de militantisme* ». Pour les chercheur.euses, l'expertise est donc bien davantage chargée d'un caractère militant que la recherche.

Claudine a une position particulière parmi les enquêté.es du fait de son poste de direction au sein de l'université rattachée au laboratoire. Or, elle entend agir pour les enjeux de biodiversité et de l'écologie au sein même de l'université, « *à l'intérieur des sphères* », plutôt que de militer dans des associations où elle a peur de se « *compromettre* ». Cette opposition montre bien qu'elle perçoit aussi son engagement comme une forme de militantisme au sein de l'université. En particulier, le laboratoire se spécialisant sur les questions de biodiversité, et non comme d'autres laboratoires d'écologie sur les questions climatiques, elle perçoit une concurrence entre les enjeux des deux spécialités :

« Et surtout pour la biodiversité, et notamment parce que maintenant on parle beaucoup du climat, et que heu il y a une difficulté par rapport aux solutions pour le climat, qui sont pour certaines de ces solutions complètement antagonistes par rapport aux enjeux de biodiversité. »

Il s'agit donc pour elle de faire entendre au sein même du sous-champ de l'écologie les enjeux liés à la biodiversité, parfois peu entendus du fait de la place que prennent ceux liés au climat. C'est certes un travail de diffusion de la recherche, mais qui a aussi à voir avec des rapports de force et des enjeux de pouvoirs au sein de ce sous-champ : cela s'apparente ainsi à une défense active des enjeux de biodiversité dans le champ scientifique, dans le but que ces derniers soient mieux pris en compte également dans d'autres champs. Cette position au sein de l'université fait donc poser la dimension politique des rapports de pouvoirs entre les sciences dans le cadre académique. Si Claudine est la seule à occuper un poste de direction dans l'université en plus de son activité de chercheuse, quelques enquêté.es cumulent activités de recherche et postes d'enseignement. Cette dernière activité pose la aussi la question des frontières fines entre science et politique.

Les enquêté.es qui ont, dans le cadre de leur contrat professionnel, des activités à côté de la recherche de maître de conférence ou de professeur.e, parlent de moment durant les cours où ils et elles expérimentent les limites entre transmission de savoirs et politisation de ces savoirs, en particulier sur les questions des crises actuelles de biodiversité et de changement climatique. Elliot décrit ces expériences durant lesquelles il a parlé avec des étudiant.es des causes du déclin de la biodiversité de « *militantisme typique des chercheur.euses* ». Parler des causes de ce déclin n'est plus uniquement descriptif : il s'agit alors de démêler la part de responsabilité de l'activité humaine, ce qui implique une politisation du problème. Pourtant, s'il a perçu sur le moment cette forme de militantisme comme efficace : « *j'ai senti vraiment que il y avait un impact* », il revient ensuite sur cette efficacité, parlant ensuite de « *pas mal d'études* » qui montreraient que ce n'est pas utile. Claudine aussi doute de l'efficacité d'une telle action, expliquant que les étudiants qu'elle a eus en cours sont déjà des « *passionnés* » qui sont conscients des enjeux de biodiversité. Ce fut tout de même la première chose à laquelle elle a pensé en réponse à la question de ses éventuelles actions militantes, parlant de sa volonté de diffuser les savoirs de l'écologie dans le but de « *convaincre* ». Mathieu, lui, semble plus

réticent à l'idée de sortir d'un cadre descriptif lors des cours qu'il anime. Il explique en effet qu'il trouve difficile de trouver la frontière entre exposer les faits et ses possibles conséquences, et tomber dans l'opinion, du fait de l'incertitude des prévisions en recherche. Il semble expérimenter une tension interne :

**« *Donc l'idée c'est de trouver la limite entre exposer les faits et les conséquences ?***

*Ouais c'est ça et les projections, enfin vers quoi on s'achemine quoi d'une certaine manière. Après on le fait hein, mais enfin je pense c'est un point qui est difficile pour moi c'est pour ça que je suis pas très clair (rires). Mais voilà j'ai l'impression que, parfois en fait, il faudrait être un peu plus... Peut-être un peu moins, un peu moins dans le, dans l'aspect scientifique et un peu plus justement à dire "bon voilà en gros les conséquences sont mauvaises". Enfin je peux pas dire ça dans un cours, je peux pas dire « c'est hyper grave pour l'humanité que le niveau de la mer monte de 1 mètre et que les températures montent, qu'on ait un réchauffement de plus de 2 degrés », je peux pas dire "C'est grave", je peux pas le dire. Mais je le pense, fortement. »*

Cette réticence semble avoir pour cause sa conception de la neutralité vers laquelle devrait tendre un.e chercheur.euse, et qui s'étendrait à son activité de maître de conférences, car il la justifie comme ayant pour racine « *une forme d'éthique* ». Nous pouvons émettre l'hypothèse, que la différence de conception de la neutralité de la science, et par extension des acteur.rice.s qui la produisent, entre Claudine et Mathieu, provient de leurs différentes spécialités. En effet, la première est spécialisée dans les sciences de la conservation, qui ont une visée normative de conservation de la biodiversité, et donc intègrent déjà un cadre prescriptif. Le second lui, est spécialisé dans l'écophysiologie végétale, une science plus descriptive.

Il semblerait en effet que l'orientation au sein de la recherche, avec le choix d'une spécialité, non seulement influence les conceptions de la portée politique que doit avoir la recherche scientifique, mais relève également en soi d'une succession de choix stratégiques dans lesquels des considérations sociales et politiques jouent un rôle important. Le fait que Claudine soit spécialisée dans les sciences de la conservation pourrait aussi expliquer en partie pourquoi cette dernière ne jugeait pas utile de préciser qu'elle effectue fréquemment des conférences qui touchent un public qui n'est pas seulement restreint au monde académique : les sciences de la conservation ont vocation

à être diffusées largement car ce sont des sciences normatives. Si cette spécialité est donc particulièrement marquée par un caractère politique, au sens de ce qui concerne la société, d'autres choix de spécialités ont été faits par les enquêtés.es en fonction de leur « utilité » perçue pour la société. Cela ajoute donc un clair caractère politique au choix, au-delà d'un intérêt d'enrichir les connaissances scientifiques sur le sujet. Florane présente à ce titre un parcours intéressant. Passionnée depuis toute petite par les animaux marins, et après un stage de 4 mois dans un laboratoire de recherche en biologie marine durant son master, elle a revu son projet de faire de la recherche dans ce domaine, car elle craignait que ce ne soit pas utile :

*« En gros je travaillais sur les thons tropicaux. Donc c'est des poissons qui vivent en haute mer, dans les eaux chaudes. Et en fait la haute mer c'est très peu régulé, il n'y a pas de lois, pas vraiment. Et c'est très compliqué d'en mettre. Et en fait il y a des scientifiques qui disent la même chose depuis 20 ans et il se passe rien et tout. A chaque fois ils actualisent ils disent "bah en fait il me reste tant d'années pour changer les choses" et puis en fait bah un peu moins, ah et puis en fait ah bah maintenant il va se passer ça mais on sait pas quoi faire. »*

Elle a donc décidé de plutôt orienter sa recherche (et donc son sujet de thèse) vers un autre domaine : la nature en ville, qui a un aspect « social » qui lui plaît, et dans lequel elle a senti que sa recherche pouvait avoir des influences politiques concrètes :

*Je me suis dit : "En fait la haute mer, y a peut-être d'autres gens qui vont s'en occuper mais moi j'ai pas le courage de faire ça, et par contre la ville bah en fait l'être humain a quand même intérêt à ce que les villes elles soient vivables, donc peut-être que c'est pas perdu."*

Arnaud aussi cherche à faire une recherche « utile » qu'il appelle « recherche action ». La particularité de son travail par rapport aux autres enquêtés est qu'il est à la fois écologue et ethnologue, sa recherche visant à trouver des solutions pour restaurer les pâturages de rennes appartenant au peuple Sami, en Suède, qui sont détruits par les activités forestières. Il parle ainsi d'une volonté de « rendre service » à ces éleveurs « fortement dominés » dont il est devenu très proche au fil de ses terrains, ce qu'il qualifie comme le « volet social » de son travail :

*"On parle beaucoup en ce moment de science transformative, de science citoyenne, moi je vois pas la science autrement, mon engagement en sciences il est là en fait. Mais j'aurais fait un autre métier il aurait fallu que ce soit engagé pareil en fait.*

Il est donc clair qu'une dimension politique est incorporée au sein même de son activité de recherche, au point qu'il est difficile de discerner ses activités d'écologues de trouver des solutions techniques et ses activités « d'ethnologue » auxquelles il ajoute une dimension militante forte de défense des intérêts d'un peuple autochtone.

Ainsi, il existe différentes activités, plus ou moins confondue avec l'activité professionnelle des enquêté.es, qui semblent être en tension vers une possible dimension militante, ou au moins politique. Cependant Claire, de son point de vue extérieur aux chercheur.euses, relativise l'engagement des chercheur.euses du laboratoire. Elle donne ainsi l'exemple d'une pétition qui a tourné sur les boîtes mail du laboratoire, qui était contre une ligne de transport construite près du laboratoire et mettant en danger la biodiversité alentour, et qui a été signée par seulement trois personnes du laboratoire, dont elle-même. Elle explique aussi que depuis qu'elle travaille au laboratoire (depuis deux ans), personne au laboratoire ne parle d'aller en manifestation « *même aux manif pour le climat !* ». Le laboratoire semble ainsi être un lieu marqué par la faible radicalité des actions politiques : il n'y a pas eu de grèves récentes ou d'action contestataire de nature politique. En revanche, c'est un lieu où l'on discute de politique.

## 2. Le laboratoire : un lieu d'échange politique relativement déconflictualisé

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que les enquêté percevaient leur lieu de travail comme un lieu politisé à gauche, où ils pouvaient facilement parler de politique. D'après Claudine, Mathieu, Claire et Elliot, les discussions politiques se font en majorité sur des temps de pauses ou des moments durant lesquels ils et elles ne travaillent plus : à la pause-café, à la pause déjeuner et après le travail parfois lorsque des groupes vont ensemble dans un bar. Le reste du temps (le temps de travail) n'est pas propice à ces discussions : les enquêtée.es travaillent une majorité du temps à leur bureau, seuls devant leurs ordinateurs, ou bien donnent des cours, ou plus rarement sont pour certain.es sur le terrain. Si effectivement les personnes travaillant dans le laboratoire semblent en majorité

être de gauche, il est nécessaire en revanche de différencier les équipes (de spécialisation) du laboratoire pour une analyse plus complète des rapports et discussions politiques au sein du laboratoire. Claire a une position dans le laboratoire presque équivalente à celle d'une sociologue qui ferait une observation participante sur ce sujet : travaillant pour les 3 plus grandes équipes (Animale, Végétale et Impacts humains sur les écosystèmes) en tant que technicienne de suivi, sa parole est précieuse car elle peut décrire précisément les caractéristiques de chaque équipe ainsi que les rapports des équipes entre elles. Or elle explique rencontrer des difficultés à coordonner son travail pour les 3 équipes car ce sont des équipes qui communiquent très peu entre elles :

*« C'est trois équipes qui ne se parlent pas, qui ne se connaissent pas enfin qui se disent à peine bonjour. »*

Les explications qu'elle donne à cette non-mixité entre les équipes sont le fait qu'elles ne travaillent pas sur les mêmes sujets, et qu'il y a trop de monde (plus de 100 personnes en tout) :

*« Déjà avoir une cohésion au sein d'une équipe c'est compliqué, alors trois équipes qui travaillent sur des thématiques différentes c'est compliqué. Et moi je suis dans les trois, donc niveau emploi franchement c'est très très dur. »*

Elliot parle aussi de cette absence de communication entre les équipes, *« sauf pour les cours: là les gens communiquent entre eux, pour organiser les TD tout ça »*, mais évoque d'autres raisons à cette absence de mixité, parlant d'une « culture » différente et donnant une explication qui lie le degré de militantisme d'une équipe au dynamisme du domaine étudié :

*« Par exemple les autres équipes sont un peu plus militantes que les gens de l'équipe Végétale en général, et puis aussi l'écophysio végétale je pense que c'est une science qui est un peu plus, enfin c'est un domaine qui est un peu moins dynamique que d'autres équipes, enfin qui est moins jeune en fait je pense. »*

L'observation et la visite du bâtiment ont permis de trouver une autre cause possible au fait que les différentes équipes ne se mélangent pas : la partition de l'espace

dans le bâtiment du laboratoire. En effet trois des équipes du laboratoire (les trois avec lesquelles l'enquêtée 6 travaille) sont installées dans ce bâtiment. Or l'équipe végétale n'est pas au même étage que les deux autres équipes, et chaque équipe dispose de son propre espace café/cuisine, où les personnes travaillant dans le laboratoire passent la majorité de leurs temps de pause. Il est donc difficile d'imaginer dans ces dispositions que des personnes de différentes équipes sympathisent et discutent à la pause-café. Claire raconte d'ailleurs que, travaillant avec les trois équipes, elle se sent obligé d'alterner les équipes avec lesquelles elle prend ses temps de pauses, pour pouvoir les côtoyer toutes, et qu'ainsi aucune équipe ait l'impression qu'elle les « abandonne ».

Ainsi, si les chercheur.euses discutent de politique, c'est en général uniquement avec des personnes de leur propre équipe, créant ainsi des clusters sociaux au sein même du laboratoire, qui entre eux n'ont pas les mêmes sensibilités ni les mêmes discussions politiques. Claire explique ainsi :

*« L'équipe animale, ils sont plus sensibles à la thématique végétarienne, ils sont plus sensibles, y en a plus qui sont végétariens. Ouais ils travaillent sur l'animal donc c'est marrant, je dirais que l'équipe animale est aussi plus jeune, dynamique, il y a plus de thésards donc ils sont plus à envoyer des articles sur ça à discuter de ça. On a une conversation WhatsApp où ça sort jamais trop non plus de la science parce que c'est des articles scientifiques, mais sur par exemple le coût de l'alimentation, le coût carbone de l'alimentation, ils envoient des articles sur ces sujets-là annexes donc c'est bien, et je pense que c'est une équipe qui est quand même plus écolo politiquement. »*

Si les enquêté.es qualifient la politisation au laboratoire d' « homogène », elle l'est certainement plus au sein de chaque équipe que de manière globale. En effet, si, comme l'explique Claire, des effets d'âge des équipes, mais aussi des effets de sensibilisation liées à la spécialité de chaque équipe jouent sur leur politisation, les temps de pauses et la socialisation interne des équipes semble aussi être des facteurs importants.

Dans toutes les équipes, les échanges politiques semblent peu conflictuels. Claire explique que s'il y a parfois des désaccords sur certaines questions, notamment de l'écologie politique, cela ne signifie pas que les débats sont virulents :

*« Ça parle du nucléaire il y en a qui sont pour, il y en a qui sont contre, après c'est souvent les mecs et genre ils haussent la voix et ça me saoule ce genre de débat moi je m'en vais (rires). [...] Ou ça parle de sujets de société, ça parle de plein de sujets, mais non c'est pas forcément des sujets super clivants. »*

C'est aussi la description des débats que fait Mathieu, qui réaffirme l'homogénéité politique des personnes avec qui il discute, et explique qu'au laboratoire, il est courant de parler de questions politiques générales :

*« Les gens sont relativement d'accord entre eux, donc si vous voulez c'est pas non plus un moment il y a des polémiques quoi. Enfin il y a des polémiques mais souvent c'est un peu sur des détails, vraiment les gens font des constats un peu similaires. [...] Non enfin il y a des gens avec qui, il y a des gens qui que ça intéresse plus que d'autres je pense, mais c'est vrai enfin qu'on parle moins d'écologie politique, qu'on parle de politique. [...] L'écologie politique fait partie de la politique et on en parle un peu mais c'est pas le truc central quoi, voilà. »*

Florane, doctorante, explique que les sujets des discussions sur l'écologie politique auxquelles elle a assisté sont souvent peu radicaux :

*« Je me souviens qu'on a parlé un peu autour de la primaire des verts par exemple. [...] Après ouais Extension Rébellion ou des choses comme ça je me souviens pas avoir parlé de choses peut-être plus radicales, ça me dit rien. »*

Elle explique aussi qu'il est courant pour les doctorants d'aller ensemble aux marches pour le climat, mais ne mentionne pas d'autres types de manifestations. Or les marches pour le climat sont en France peu clivante car non-violente : en effet, étant des manifestations « pour » et non « contre » quelque chose, elles sont peu sujettes à la controverse.

Jean-Philippe, lui, fait part d'une impression d'une démobilitation générale des chercheur.euses sur les questions politiques liées à la recherche, citant pour appuyer son exemple une manifestation de chercheur.euses en 2004 contre des diminutions de crédits et suppressions de postes :

*« Je crois qu'il y a eu 15 000 chercheurs qui ont manifesté à Paris. Et il y avait à peu près tout le laboratoire. Les dernières manifestations de chercheurs où je suis allé, alors je pense ça devait être sous Hollande je pense, heu et on devait être deux du labo. »*

Il convient cependant de relativiser cette impression du fait des liens sociaux relativement faibles de l'enquêté au sein de ce laboratoire (en comparaison avec avant) qui le fait occuper une place isolée dans le laboratoire. Néanmoins, son témoignage rend bien compte du fait que les discussions et mobilisations politiques au sein du laboratoire sont peu radicales et conflictuelles.

Les enquêtés qui ont d'ailleurs répondu favorablement à ma demande d'entretien sont d'ailleurs peu représentatifs des personnes du laboratoire, car ils et elles sont intéressés par la politique, comme me l'a justement souligné Claire :

*« Alors je pense qu'il y a un biais parce que ceux que t'as eu en entretien c'est forcément des gens qui sont intéressés par la politique. Il y en a ils ont mais rien à foutre. »*

Jean-Philippe explique son isolement par une mauvaise ambiance du fait de la concurrence croissante au sein de la recherche et la difficulté d'obtenir un poste, qui sélectionne les étudiants « égoïstes » et ayant « une mentalité de tueurs ». Si sa position dans le laboratoire explique en partie la dissonance entre sa description de l'ambiance et celle de la majorité des autres enquêtés, cet argument est à considérer, et pourrait expliquer en partie la possible démobilitation du laboratoire que Jean-Philippe évoque : les individus qui choisissent d'entrer dans le champ de la recherche dans un contexte de grande concurrence pourraient ainsi davantage développer des penchants individualistes, néfastes pour la mobilisation politique qui nécessite une prise en compte importante de l'intérêt collectif. En effet, l'économiste Mancur Olsen explique que l'action collective a un coût personnel, et que lorsque les individus n'ont pas développé ou ne peuvent faire exprimer des « dispositions particulières les incitant à agir dans leur intérêt commun » dans un contexte particulier, ces derniers ont plutôt intérêt à suivre la logique du passager clandestin concernant l'action collective (Mancur, 2018). Ainsi des causes structurelles au métier de chercheur.euses liées à la conjoncture de la recherche pourraient avoir un lien avec la propension des personnes du laboratoire à se mobiliser ou non. C'est une hypothèse que nous allons développer dans la deuxième partie de ce chapitre.

## B. Politique ou recherche

### 1 . Les obstacles au militantisme dans la recherche

Des aspects du métier de chercheur.euse semblent constituer un frein, voire des caractéristiques incompatibles avec toute forme d'engagement politique. En effet, quelques enquêté.es expriment à plusieurs reprises leur envie d'avoir un engagement politique sur les questions écologiques, mais semblent avoir intériorisé que ce n'était pas quelque chose de compatible avec leur activité professionnelle. Ainsi Mathieu raconte que l'idée de s'engager politiquement le « *travaille de plus en plus* » et qu'il réfléchit à quelle forme son engagement pourrait prendre. Florane dit « *soutenir* » les actions radicales de collectifs écologistes et être « *contente que ça existe* » sans pour autant imaginer, elle, faire partie d'un tel collectif.

Pierre explique, lui, que son activité de recherche est incompatible avec les actions militantes écologistes radicales qu'il voudrait entreprendre :

*« Je pense que si un jour je suis militant, si par exemple j'arrête la recherche un truc comme ça, je suis pour les trucs les plus, pas extrême violence, mais je suis pour les trucs où il faut casser, les trucs les plus radicaux évidemment. Je suis pas là pour l'écologie molle, je trouve ça sert à rien quoi, faut faire des trucs radicaux »*

Il explique pourtant voir dans le militantisme écologique un prolongement naturel et inhérent à l'activité de recherche. Il établit en effet un parallèle entre les écologues qui militent, et à qui on reproche leur militantisme par peur de conflits d'intérêts dans leur recherche ; et les urgentistes qui conduisent et à qui on reprocherait de conduire car c'est dangereux et cela pourrait encombrer les hôpitaux. Par ces images, il montre que selon lui il est absurde de penser que recherche et militantisme ne sont pas compatibles ; et pourtant lui s'empêche de militer du fait de son objet de recherche.

En effet, le cas de Pierre est particulier : s'il refuse de s'engager et de militer sur des questions écologistes, c'est parce qu'il craint que cela entrave sa recherche et mette en péril toute tentative de discussion avec des acteurs importants de ses recherches : les chasseurs, qui ont parfois des visions assez négatives des militant.es écologistes. C'est

ainsi uniquement parce que son sujet de recherche est « *touchy* » qu'il ne milite pas selon lui, car selon lui la défense des enjeux de l'environnement par la recherche et par l'action militante sont deux activités qui se regroupent de manière « *logique* » :

« *Quelqu'un qui travaille en climato par exemple, qui voit dans les émissions de gaz à effet de serre et tous les problèmes qu'il y a, mais moi je comprends parfaitement qu'il soit là à vouloir aller sur le Charles de Gaulle arrêter les avions quoi*<sup>8</sup>. *Ça je comprends parfaitement et je suis complètement d'accord avec ça !* »

Ainsi le militantisme écologiste peut desservir les chercheur.euses et futurs chercheur.euses durant leur carrière professionnelle, ce qui constitue un frein certain à un militantisme écologiste, pourtant perçu par certain.es comme un prolongement naturel de la recherche en écologie. Pierre explique également que ses pratiques écologistes propres entrent déjà en conflit avec sa carrière de futur chercheur : en effet, son métier implique de diffuser son travail, notamment en participant régulièrement à des colloques à l'étranger. Or il refuse de prendre l'avion, ce qui nuit à la diffusion de ses recherches.

Une posture militante semblant nuire à la carrière des chercheur.euses, ces dernier.es ont intériorisé que c'était « l'une ou l'autre » (Elliot). Cette intériorisation tient ses fondements dans la mémoire et l'inconscient collectif du laboratoire : ainsi Claudine explique que si elle refuse de militer, c'est aussi parce que celui qui était directeur du laboratoire avant elle aurait été « *destitué* » de sa place au CNRS du fait de son « *engagement* » dans une lutte écologiste. La véracité de cette information n'a pas pu être vérifiée, mais le fait que Claudine le croit influence ses actions car elle intériorise ainsi le danger que constitue le militantisme pour sa carrière. Les enquêté.es, dans un processus qui suit cette intériorisation, ont pour certain.es opéré un calcul très rationnel, ou du moins justifient a posteriori leur positionnement par ce calcul de finalité : pesant le pour et le contre de l'activité (entre recherche et militantisme) qui serait la plus utile, qui aurait le plus de poids. On ne peut bien sûr pas occulter les motivations également personnelles de ce choix : prestige, conditions socio-économiques, intérêt intellectuel.... Cependant ce choix symbolique entre militantisme et recherche décrit par les enquêté.es montre bien l'intériorisation que les deux sont excluants. Ainsi Claudine explique :

---

<sup>8</sup> Référence à la « marche sur les aéroports » du 3 octobre 2020, organisée entre autres par le Collectif de la rébellion scientifique, qui comprend plus de 2000 scientifiques en France.

*« Pour l'instant je préfère monter dans les sphères d'influences [...] pour faire changer les mentalités au cœur même des gens qui prennent des décisions qui sont susceptibles de changer beaucoup de choses. »*

Le témoignage d'Arnaud montre également que son choix s'est en partie fondé sur un calcul d'utilité lorsqu'il compare son activité de recherche avec le militantisme d'amis à lui dans des « engagements collectifs » ou bien dans des « délires d'autosuffisance ». Il explique en effet que l'utilité sociale de sa recherche le pousse fortement à continuer cette dernière :

*"Il y a des sujets, si le chercheur disparaît, le sujet disparaît [...]. Ce truc-là, je me sens quand même assez fortement chargé d'une certaine responsabilité par rapport à ça. Je sais que si je lâche cette problématique de recherche, que je sais utile pour les éleveurs, il risque d'y avoir personne qui la reprend."*

Il y a derrière ce raisonnement l'idée d'un rôle social de la recherche qui pourrait compléter l'utilité d'un rôle militant. Pierre semble avoir la même conception de son métier, lorsqu'il compare recherche, qui mettrait en avant des « trucs positifs » et militantisme qui est une activité « dans la négativité, ce qui est normal parce que c'est ça qui fait agir ». Les deux se complèteraient ainsi, mais lui dit avoir choisi et « préféré » le côté qu'il perçoit comme positif. Si ces raisons expliquent en partie la vision excluante de l'action politique pour les chercheur.euses, une autre raison de la frilosité des chercheur.euse.s à devenir militant.es est à trouver dans la méthodologie même de la recherche, et ses influences sur les individus.

L'activité de recherche est une activité d'approfondissement d'un sujet sur le temps long, qui selon Elliot apporte beaucoup de « nuance » à la manière de penser. Il donne ainsi l'exemple de sa recherche, certes particulière dans le laboratoire car elle a pour visée l'expertise agricole, et qui l'a amené à changer son positionnement sur l'écologie politique :

*"Moi le fait que je travaille sur des plantations d'eucalyptus c'est pas neutre, ma position sur les plantations d'eucalyptus par exemple elle a beaucoup changé. Ou ma position sur pleins de choses dans l'écologie a beaucoup changé parce que je travaille sur un sujet qui est quasiment de l'agriculture, et donc j'ai plus la même perception ».*

Il a ainsi reconsidéré sa vision que les environnements écologiques étaient uniquement des forêts « naturelles ». Il oppose ensuite ce qu'il appelle la « nuance » que la recherche apporterait à ses raisonnements à la « morale » et au « combat » dans le militantisme qui nécessiterait « l'oubli » de cette nuance : « *les chercheurs ont du mal à militer parce qu'il y a ce manque de nuance* ». Pierre semble dire quelque chose de similaire lorsqu'il explique que l'activité de recherche en écologie l'a fait reconsidérer les actions politiques qu'il serait susceptible d'effectuer, et les mouvements et collectifs qu'il pourrait intégrer :

*« Je pense que ça m'a plus écarté des trucs plus extrémistes on va dire, pas que je ne sois pas d'accord avec eux, mais que dans tout il y en a qui font de la merde en fait je trouve, et en fait ça m'a fait prendre beaucoup de recul sur tout ce qui était fait et qu'est ce qui était bien ou pas bien. »*

Le fait de faire de la recherche en écologie, et donc d'avoir un rapport proche aux savoirs écologiques, rend les chercheur.euses exigeants concernant les conditions dans lesquelles ils et elles pourraient avoir un engagement militant. Au-delà de cette explication liée à l'apprentissage d'une manière de penser spécifique des chercheur.euses, on ne peut s'empêcher de déceler dans ces explications une idée sous-jacente de la supériorité des savoirs scientifiques sur l'expérience militante. Ainsi Elliot explique qu'il est difficile pour les chercheur.euses de « *s'adapter au niveau de connaissance* » dans les milieux militants écologistes, ce qui expliquerait pourquoi une partie de ces dernier.es les déserte. Claire, par sa socialisation, adopte plutôt le point de vue des militant.es. Elle raconte ainsi que les chercheur.euses du laboratoire ont refusé de répondre à des militants qui demandaient leur aide, car ces derniers n'étaient pas au courant des enjeux réels et se trompaient de cause :

*« C'est arrivé à plusieurs reprises qu'on reçoive des mails de militants, qui demandent par exemple qu'on les aide, on a reçu un mail de défenseurs de forêts qui allaient être coupées pas loin, et comme on travaille sur la forêt, ils nous envoyé un mail pour nous demander en gros de les aider à avoir un argumentaire. Et en gros bah la plupart, quasiment tout le monde, ils étaient en mode que c'étaient des gros tocards, que ils étaient, qu'ils y connaissaient rien, que la forêt ben elle était très bien gérée par l'ONF... Ce qui est pas faux, elle plutôt bien gérée par l'ONF en soi ! Mais juste ils leur ont même pas répondu quoi ! »*

Claire qualifie ensuite cette attitude de « snobisme » de la part des chercheur.euses. Une ZAD écologiste à proximité du laboratoire a, selon elle, également demandé au laboratoire des formations sur le sujet, mais les chercheur.euses ont refusé, disant ne pas avoir le temps. Si ce facteur du temps est bien à prendre en compte, il est tout de même apparent que les mobilisations écologistes ne sont pas la priorité des chercheur.euses, qui placent la production du savoir au-dessus de toute action écologiste. Il y a donc certes des obstacles structurels au militantisme dans la recherche en France, mais les chercheur.euses intériorisent également l'idée, en tout cas pour une grande partie d'entre eux que c'est recherche ou militantisme, et que la recherche, par sa rigueur scientifique et l'apparente complexité des savoirs produits, est plus légitime que le militantisme écologiste.

## 2. La question de la neutralité

Les chercheur.euses de ce laboratoire adoptent plus ou moins une posture d'apparente neutralité, conséquence de la neutralisation politique des savoirs produits. La neutralité perçue des savoirs, qui serait un caractère déterminant de la scientificité de la recherche, semble ainsi s'étendre à l'acteur.ice qui les produisent par métonymie.

Cette opération inconsciente est effectuée du fait d'une conception historique occidentale de la science, qui ferait l'objet d'un *ethos* particulier, car il y a aurait une « démarcation » entre la science et le reste des activités sociales, la science « *ne s'épanouissant que dans l'autonomie* » (Bonneuil, Joly, 2013). Ce processus de « démarcation » a été étudié par des philosophes des sciences (Bachelard, Popper, Latour), mais aussi par le sociologue des sciences Robert Merton qui met à jour des normes régulant le champ social particulier de la communauté scientifique, censées couper le champ des sciences des influences des champs politiques et économiques. Ces normes sont le communalisme (la science est un « bien commun »), l'universalisme (toute proposition scientifique a une valeur indépendante des qualités sociales de la personne qui l'énonce), le désintéressement (existence d'un système de contrôle qui rend la fraude peu rentable pour les scientifiques) et le scepticisme organisé (les articles font l'objet d'un « peer review ») (Bonneuil, Joly, 2013).

Ce processus a pour conséquence l'intériorisation chez les scientifiques que la science est presque hors-sol, en particulier pour les chercheur.euses en science fondamentale. Bruno Latour montre que si la science produite, c'est-à-dire les énoncés scientifiques « *consignés dans les manuels* » est perçue dans la conception classique comme « objective » et politiquement neutre, ce n'est pas le cas de la science en pratique, en train de se faire (« *la recherche* ») qui est perçue comme « *sub-objective* » et liée avec la politique et la société (Latour, 2001). Il y a selon lui une tension entre ces conceptions qui est due à un changement de paradigme : d'une conception classique se focalisant sur la science produite, on passerait à une focalisation sur les pratiques et processus menant à ces productions, et questionnant l'objectivité et la neutralité réelle de la science. Cette tension semble se retrouver dans les conceptions de la science des chercheur.euses du laboratoire. Si la jeune génération tend à disqualifier l'objectivité et la neutralité de la science (Pierre qualifiant de « *zinzins de science fondamentale* » celles et ceux qui pensent que la science est une activité neutre), les autres enquêté.es semblent éprouver une discordance dans leur conception de leur activité. Ainsi, Claudine raconte qu'après avoir été experte au Haut Conseil des biotechnologies, sa conception de la science a été changée :

*« Donc si je raconte tout ça c'est que là ça m'a un peu écartée de cette position qui était "la science c'est forcément heu...". Bah la science elle est forcément humaine donc il faut... Ça veut pas dire que la science c'est pas bien, mais que ça m'a mis un petit peu, ça a entaillé un petit peu... Ça m'a confrontée en fait à la vie telle qu'elle est, c'est-à-dire que ben les intérêts sont pas forcément des intérêts désintéressés et on en trouve aussi chez les chercheurs. »*

Claudine semble ainsi être passée d'une vision objective et neutre de la science, telle qu'on lui avait sans doute enseignée lors de ses études ; à l'idée que la science et les activités connexes à la science ne sont pas si désencastrées de la société qu'elle le pensait. Mathieu semble vivre ce conflit sur un mode plus personnel, racontant la difficulté pour lui de trouver la limite de la neutralité dans son rôle d'enseignant, en particulier lorsqu'il parle de sujets touchants au changement climatique. Il explique ainsi la difficulté pour lui de rester « neutre » et « dans l'aspect scientifique » des choses :

*« Je pense c'est un point qui est difficile pour moi c'est pour ça que je suis pas très clair (rires). Mais voilà j'ai l'impression que, parfois en fait, il faudrait être un peu plus... Peut-*

*être un peu moins, un peu moins dans le, dans l'aspect scientifique et un peu plus justement à dire "bon voilà en gros les conséquences sont mauvaises »*

Il y a donc bien chez ces chercheur.euses une forme de tension, de dissonance sur l'idée de la neutralité de la science, et par conséquent de la posture de neutralité que devrait avoir les scientifiques dans leur travail. Ce questionnement sur la neutralité de la recherche semble certes lié à une évolution historique de la conception de la science, mais également être conséquence des évolutions structurelles de la recherche en France, qui déqualifie et délégitime toute science perçue comme mêlée aux champs politiques et économiques.

La France se caractérise par la non-mixité des mondes universitaires et politiques, en comparaison avec d'autres pays comme les Etats-Unis. L'expertise est ainsi vécue en France comme une transgression par les universitaires dans leur expérience de la recherche. Or cette relation différenciée entre savoir et pouvoir, et entre science et politique, qui s'incarne dans la pratique régulière de l'expertise par les chercheur.euses américains, implique que les scientifiques peuvent, plus facilement qu'en France, adopter ouvertement une position partisane (républicaine ou démocrate) sans être perçus.es comme illégitimes (Restier-Melleray, 1990). C'est le recours fréquent à l'expertise qui pérennise une coloration politique des spécialistes consultés par l'administration fédérale en place, comme l'explique Ulrike Lepont. En effet, le système bi-partisan américain, mais aussi la faible importance des auxiliaires institutionnalisés (administrations et experts) de l'Etat central obligent ce dernier à mobiliser des acteurs venant des Think Tank, des fondations et des universités. Une partie importante des chercheur.euses est donc associée à un des camps politiques, et cette « péri-administration » se pérennise par effet de rente (Lepont, 2016). Des conditions socio-historiques expliquent donc en partie les relations entre politique et sciences particulières à un pays : en France, il est ainsi moins légitime de répondre à une commande politique : les chercheur.euses sont souvent délégitimés dans leur propre espace. Cela a une influence sur leur propension à accepter d'être politiquement marqués. Claudine, qui a eu une activité d'expertise au sein du Haut Conseil des biotechnologies, explique que l'expertise a été pour elle « *difficile à mettre en avant* » car « *c'est pas considéré comme de la vraie science* » dans son environnement et au laboratoire. Elle a d'ailleurs redoublé alors de vigilance durant le temps où elle était

experte pour ne pas prendre position politiquement, afin que son expertise apparaisse comme produit dans un contexte de neutralité :

*« J'ai fait très attention depuis le début, notamment quand j'étais au Conseil des biotechnologies, en tant qu'expert, de ne pas heu...C'est pour ça que je ne suis dans aucune association. Je ne l'ai pas été quand je l'étais [aux réunions d'une association?] parce que je ne voulais pas que mes positions d'expert scientifique puissent être justement entachées d'une quelconque... Par exemple, moi j'aime bien Greenpeace, mais, j'ai été à quelques réunions mais je n'ai pas adhéré, [...] qu'on puisse mettre en cause mon expertise, parce que j'accusais justement les autres. ».*

Du fait de l'illégitimité dans le champ scientifique de l'expertise, perçue comme trop proche du champ politique, les experts intériorisent qu'ils doivent eux-mêmes ne pas marquer politiquement leur profil, et ne pas intégrer d'association militant sur les sujets de leur expertise, afin que cette dernière gagne en « *scientificité* » et donc en légitimité. Il y a donc un lien certain entre neutralité affichée de la personne qui produit des savoirs et scientificité perçue de ces savoirs, qui paradoxalement va à l'encontre du principe d'universalisme énoncé par Robert Merton. Le cas personnel de Claudine l'illustre, mais aussi l'anecdote qu'elle raconte sur le président précédent du laboratoire qui aurait été « destitué » de sa place du CNRS pour des positions personnelles sur des sujets à caractère politique sur lesquels il travaillait. Que cette anecdote soit vraie ou non, elle montre que plus qu'un empêchement au militantisme, c'est l'intériorisation d'un rôle qui présuppose la neutralité politique qui semble avoir lieu chez les chercheur.euses. Ce rôle d'apparence neutre pourrait alors être « *utilisé* » par des associations à des fins de « *greenwashing* » comme l'explique Claudine, qui craint alors qu'une association ou institution avec laquelle elle pourrait s'associer se « *serve de sa position* ». Jean-Philippe, lui, s'il explique que les chercheur.euses ne sont pas objectif.ves en soi, perçoit la neutralité comme une « *règle* » de l'activité, résumant la « *neutralité vis-à-vis de la société* » comme ceci :

*« Quand on est questionné par un journaliste sur des questions où on nous demande un avis d'expert, il faut dire ce qu'on sait ou ce qu'on pense, et il faut surtout pas utiliser le fait qu'on est présenté comme un expert pour dire ce qu'il faudrait faire. Ça, là on rentre dans le domaine de la politique. »*

Tous deux (Jean-Philippe et Claudine) semblent donc surélever le rôle de chercheur.euse dans la cité. Ces dernier.es opéreraient dans une sphère en partie détachée des sphères politiques et sociales et pourraient ainsi trouver la limite entre les « faits », perçus par les deux comme « neutres » et les préconisations personnelles, qui feraient partie du domaine du politique. Cette conception des choses, qui sépare le champ des sciences et le champ de la politique, semble donc être une conception classique des sciences telle que définie par Latour, et être pérennisée par la structure même de la recherche en France. Mathieu témoigne aussi de l'intériorisation de cette vision lorsqu'il parle d'une chercheuse dont il aime le travail : Valérie Masson Delmotte, qui est allée parler à la convention citoyenne sur le climat :

**« La chercheuse que vous citez elle utilisait son statut de chercheuse pour aller un petit peu plus loin.**

*Oui elle va un petit peu plus loin, tout en restant : elle ne va pas enjoindre les gens à faire ci ou ça, leur dire il faut faire si ou faire ça. Mais elle va dire voilà le- c'est une spécialiste du climat donc- le monde dans lequel on se projette c'est celui-là. Un monde avec ça et donc avec tant de degrés en plus tel et tel et tel aspect, voilà sachez-le quoi. »*

Cette grande importance de la neutralité axiologique vis-à-vis du politique semble moins mise en avant par la jeune génération, qui a plus tendance à lier politique et science dans le domaine de l'écologie : ce sont aussi des enjeux à caractère très politiques, comme l'érosion de la biodiversité et le changement climatique qui les ont amené.es vers la recherche en écologie. En revanche, ces derniers craignent qu'on leur reproche des biais dans leur travail. Florane raconte par exemple que lors de son stage en biologie marine, elle a contribué à un papier sur l'impact de la pêche de thons sur le cycle du carbone, qui concluait que la pêche n'avait pas un impact positif sur le cycle du carbone. Or il semble courant pour les chercheur.euses d'être attaqué.es sur leurs biais par des pairs lors du processus de « peer review » sur des sujets sensibles comme ceux de la pêche :

*« Et on a entre autres une des personnes qui a relu l'article et qui a fait des commentaires qui était très à charge et qui a dit "Mais c'est un article qui est complètement biaisé, qui est à charge contre la pêche !". Et probablement que nous dans notre imaginaire aux 3 personnes qui l'ont écrit, de base on partait du principe que la pêche...enfin [...] c'était pas impossible qu'on trouve que la pêche était bénéfique, ça nous aurait beaucoup surpris*

*et si on avait trouvé ça, on se serait pas dit "On publie pas du coup c'est pas possible". On aurait peut-être creusé un peu plus (rires)[...]on peut pas non plus sous prétexte qu'on a une hypothèse, refuser de publier les choses qui confortent cette hypothèse. »*

L'environnement de la recherche normalise donc un idéal d'absence de biais, qui semble parfois être utilisé en réalité dans la critique de résultats qui vont à l'encontre de ses propres valeurs (ici, c'est peut-être aussi la personne qui a relu l'article qui avait un biais pro-pêche). Cela a pour conséquence la peur de produire des papiers perçus comme trop biaisés, ou bien de ne pas percevoir ses propres biais avant l'écriture de ce papier. C'est une peur qu'évoque également Pierre qui a intériorisé le fait de devoir être particulièrement vigilant sur ses propres biais, évoquant des papiers « trop catastrophistes » qui ont été rétractés, notamment sur la perte d'abondance des insectes. Lui qui se dit « touché » par la perte de la biodiversité « *essaie de pas trop y penser* » parce qu'il n'a « *pas envie d'être biaisé* ».

Si les biais politiques sont ainsi particulièrement mal vus, c'est aussi parce que parfois s'opère un amalgame entre ces biais et des conflits d'intérêts, qui eux invoquent des entreprises privées aux intérêts marchands. Ainsi Claudine évoque des chercheur.euses financé.es par l'entreprise Monsanto avec lesquelles elle a travaillé au Haut Conseil des biotechnologies et qui adoptaient une posture qui selon elle « *n'était plus de la science* ». Elle se montre ainsi très critique de leur position, et opère une forme de parallèle avec le fait qu'elle ait décidé de ne pas s'engager dans une association écologiste à caractère politique. La peur du conflit d'intérêt et la tentative de neutralisation des biais semblent donc être des processus conjoint chez elle, qui expliquent en partie sa volonté tenace de paraître politiquement neutre.

Une autre explication tient en la particulière place de l'écologie dans le champ des sciences. En effet, les enquêté.es tendent à montrer dans leur discours une impression que leur discipline : l'écologie, n'est pas perçue comme légitime dans le champ des sciences, mais aussi au sein de la société. Ainsi Mathieu explique que « *même dans les instances dirigeantes de l'université* », l'écologie est confondue avec l'environnement, ce qui participe d'un sentiment d'inconsidération. Florane fait part de ce même sentiment lorsqu'elle évoque la vétusté du bâtiment dédié à l'écologie dans l'université, ponctuant son propos du commentaire : « *On sent que c'est pas un domaine prioritaire pour l'Etat* ».

Une explication à cette recherche de légitimité de l'écologie au sein des sciences pourrait tenir dans la jeunesse de son intégration au sein du champ des sciences par un processus de « scientification » en France. En effet, sa position de nouvel entrant pourrait être source d'efforts (trop) soutenus d'intégration dans le champ des sciences, par l'assimilation des principes et règles implicites de ce qui est science ou non. Bourdieu a étudié cette tendance des nouveaux entrants dans un champ à « en faire trop » pour faire ses preuves dans le champ de la mode (Bourdieu, Delsaut, 1975), et il semblerait qu'un processus similaire puisse être à l'œuvre dans le champ des sciences. Cela jouerait d'un côté sur la perception de ne pas être vu légitimement par les représentant.es des autres sciences par les écologues, mais aussi par leur effort important de faire voir l'aspect « scientifique » de leur science, ce qui expliquerait en partie le refus et les difficultés des chercheur.euses à se positionner publiquement et s'engager pour des causes à caractère politique. Plusieurs indices semblent donner raison à cette hypothèse dans les entretiens réalisés. Ainsi Jean-Philippe explique que s'il ne s'est pas orienté en écologie dès les années 1980, c'est parce qu'il n'y avait pas de postes de chercheur.euses à l'époque : la discipline était alors « *complètement marginale* ». Claudine associe cette construction récente de la discipline à la difficulté pour les écologues de rendre légitime l'écologie dans le champ des sciences :

*« Et encore maintenant, ce qu'il faut savoir c'est que on a beaucoup de mal , heu je pourrais largement raconter ça, mais en biologie à s'individualiser et se montrer que, oui c'est une science. On fait pas les petits oiseaux (rire), non c'est une science, même auprès des collègues biologistes. Et donc à l'époque mes professeurs (à voix basse, jouant le désespoir): "Tu vas faire un DEA d'écologie, oh la la, mais tu vas faire quoi après?". Et voilà et avant quand j'étais à l'université en DEUG, on disait mais sur -avant que je fasse le magistère hein!- surtout fais pas ces formations-là parce que tu finis, y a pas de débouchés tu finiras enseignant, voilà. »*

Il y a donc toujours, pour elle qui doit porter au sein de l'université les enjeux de l'écologie, le sentiment que l'écologie n'est pas assez prise au sérieux par les représentants d'autres disciplines. Si cette position de nouvel entrant constitue le cœur de l'explication pour les enquêté.es étant dans le champ des sciences depuis le plus de temps (Jean-Philippe et Claudine), ce n'est pas le cas pour la jeune génération qui invoque plutôt le caractère de « science molle » intrinsèque à l'écologie, qui serait « à l'interface » des

sciences dures et des sciences molles (Elliot). Il y a une réelle différence générationnelle chez les enquêté.es concernant la perception de la place de l'écologie dans le champ des sciences.

Florane, Mathieu, Pierre et Elliot évoquent ainsi le fait qu'en écologie, les systèmes étudiés sont « complexes » (Mathieu), ce qui fait qu'il y a une multitude d'acteurs et d'interactions : les expériences sont ainsi difficilement reproductibles, ou avec un « *taux de corrélation ridicule* » (Suzie) en comparaison avec les taux de corrélation en physique, par exemple. Pierre va jusqu'à expliquer que selon lui l'écologie est plus proche des sciences humaines que des sciences fondamentales, car elle nécessite une démarche qui est moins « scientifique », « *au sens épistémologique du terme* ». Or cela a pour conséquence la perception par beaucoup d'une science « floue » et « compliquée », notamment chez les étudiants d'autres sciences comme la biologie (Mathieu). Les doctorants racontent que leurs amis qui travaillent dans d'autres domaines scientifiques ont tendance à avoir un jugement négatif ou de dénigrement sur leur activité. Ainsi, Pierre, qui travaille sur les chats, dit que « *ça fait rire* » dans son entourage amical et que certain.es commentent « *Oh là là je vois pas l'intérêt de faire ça* ». Il explique ensuite que les biologistes et mathématicien.nes qu'il a côtoyé ont une vision « déconnectée » de l'écologie : *ils pensent qu'on va chasser les papillons dans la forêt*. Florane raconte des anecdotes allant aussi dans le sens d'une vision d'une science délégitimée par les représentant.es des autres sciences. Elle décrit ainsi une discussion qu'elle a eue avec le directeur de son équipe, dont la compagne est chercheuse en biologie à un poste équivalent au sien. Or les collègues de sa compagne lui font de manière récurrente des blagues sur l'écologie : « *Ah mais oui mais vous en écologie de toute façon vous avez pas besoin d'argent, vous étudiez des chats quoi, les petits chats ou des trucs comme ça* ». Dans son entourage a elle, certain.es font des thèses en physique, et eux aussi la « chambrent » sur le sujet, qualifiant l'écologie de « mignon ». Cette délégitimation de l'écologie par les tenants d'autres sciences semblent bien provenir, comme l'explique Elliot, davantage de ses caractéristiques de « science molle » que de son caractère « jeune » :

*« Je pense qu'il y a déjà une génération donc maintenant enfin c'est pas plus une science jeune qu'autre chose. Je dirais même que dans certains sous-domaines c'est un peu une*

*science de vieux, enfin les naturalistes voilà, avec toujours ce truc qualitatif/quantitatif, qui est aussi un truc dans le temps, enfin la science devient de plus en plus quantitative."*

Ainsi les écologues ressentent une délégitimation, si ce n'est un mépris latent de leur science par les représentant.es de sciences voisines. Ce ressenti semble expliquer en partie la volonté de laisser voir la « scientificité » des savoirs produits, en annihilant notamment en apparence les possibles biais et conflits d'intérêts, qui sont des critiques récurrentes rendues possibles justement par l'idée que l'écologie n'est pas une science dure, donc laisserait plus libre cours à l'interprétation. Cette hypothèse longuement développée constitue un pan de l'explication du processus de dépolitisation des savoirs écologiques à l'œuvre par les chercheur.euses. Jean-Baptiste Comby complète cette explication avec d'autres, ici concernant la dépolitisation du changement climatique, mais ce sont des hypothèses qui sont aussi pertinentes dans notre cas.

Il explique en effet que certes, la nécessaire « reconnaissance institutionnelle » de leur savoir a contribué fortement à la dépolitisation de ces derniers (Comby, 2015). Mais c'est aussi la nécessité perçue d'afficher un consensus scientifique dans l'optique de sensibiliser le plus de personnes possibles par le biais des médias, qui est un facteur dépolitisant des questions climatiques. Enfin, d'après Jean-Baptiste Comby, la proximité des champs et de la socialisation des acteur.ices scientifiques et politiques participe de cette dépolitisation, tout comme le « mépris » de ces acteurs scientifiques pour les travaux de sciences sociales sur le sujet, qui eux tendent à remettre le politique au cœur de la question climatique. En restant ainsi campés sur des positions et postulats plus « techniques », les chercheur.euses en reviendraient ainsi à peu remettre en question les structures politiques, économiques et sociales malgré les projections qu'ils et elles font dans le sein de leur travail. Arnaud a décrit durant l'entretien un processus qui aboutit selon lui à la production de chercheur.euses « *supertechniciens* » dans la recherche, qu'il trouve « *attristant* », donnant l'exemple d'une chercheuse norvégienne brillante sur les questions techniques, mais « *dès qu'il faut réfléchir un peu, elle ne parle plus* ». Cette technicisation de l'écologie, si elle permet d'accroître sa légitimité dans le champ des sciences, neutralise les aspects politiques des questions écologiques.

## C. Ecologie politique et scientifique : deux mondes si distincts ?

### 1. Une science « impliquée »

Depuis l'émergence de l'écologie comme science, celle-ci semble caractérisée par son imbrication récurrente avec l'écologie politique. Christian Lévêque évoque d'ailleurs des « *relations incestueuses* » (Lévêque, 2013) entre l'écologie politique et l'écologie scientifique, cette dernière étant selon lui « *prise en otage* » entre les mouvements de conservation de la nature et les mouvements écologistes critiques de la société industrielle. Cette proximité d'avec l'écologie politique viendrait du fait que l'écologie est une science « *impliquée* » (Deléage, Cotellec, 2015), dont les savoirs sont récupérés à de nombreuses reprises par des acteurs politiques, quand les écologues eux-mêmes ne s'impliquent pas personnellement en portant des revendications politiques. Ainsi, dès les années 1960 aux Etats-Unis, des scientifiques réputés comme Barry Commoner écrivent des ouvrages qui deviennent par la suite des références pour les premières générations de militant.es écologistes (Deléage, Cotellec, 2015). Si, bien sûr, l'écologie scientifique et l'écologie politique opèrent avec des méthodes différentes et ne dessinent pas les mêmes conclusions, ne pouvant ainsi être confondues ; on observe bien des relations fortes entre les deux. Jean-Paul Déléage et Léo Coutellec expliquent d'ailleurs que selon eux, « *la plus humaine des sciences de la nature* » participe à l'enracinement d'un renversement idéologique de notre rapport à la nature :

*« L'écologie scientifique est la matrice vivante d'une nouvelle conscience et d'une nouvelle culture : tant celles de notre appartenance à la nature que celles de la présence de la nature au plus profond de nous-mêmes, êtres humains, à la fois parties et acteurs du système global de la biosphère et des écosystèmes. »*

Il est vrai en effet, que la transformation de l'écologie qui a aussi assuré sa légitimation en tant que science (passant d'une science très descriptive et qualitative à une science plus quantitative) a à voir avec un changement de rapport à la nature à l'aune du réchauffement climatique et des crises de la biodiversité. Ainsi, l'effacement de l'idée de l'« *environnement* » comme un ensemble de ressources naturelles illimitées a eu pour effet la nécessité d'une science qui comptabilise les espèces, comprend leurs interactions et évolution à court et long terme. Jean-Philippe exprime d'ailleurs la corrélation entre

l'importance des discussions autour du changement climatique et des crises de la biodiversité dans le débat public et le niveau de financement proposés pour des thématiques de recherches en lien :

*« Maintenant bah les appels d'offres et l'argent, c'est orienté sur le changement climatique, et donc si vous voulez avoir de l'argent et bah il faut répondre à des appels d'offres sur le changement climatique, donc infléchir ses recherches dans le sens où on va regarder les effets ou prédire les effets du changement climatique. Et ça, ça joue aussi sur la possibilité de publier, c'est-à-dire que si vous avez un article qui parle de changement climatique c'est tout de suite plus sexy, y compris pour un journal scientifique, parce que la part consacrée à ça augmente. »*

Le lien fort entre écologie politique et écologie scientifique existe donc pour cette première raison : les financements alloués à la recherche en écologie privilégient les sujets qui apportent des informations nécessaires à l'action publique, ou bien à l'industrie agro-alimentaire, dans une perspective utilitariste. Cet effet est largement amplifié par la crise politique que représentent les crises climatiques et de biodiversité.

En conséquence, mais aussi en conséquence de l'intérêt des chercheur.euses, beaucoup de sujets de recherche en écologie sont à l'interface entre écologie politique et scientifique, ou bien sont inscrits dans une lutte plus globale contre le réchauffement climatique ou l'érosion de la biodiversité : ils ont vocation à être les prémisses d'une action politique, et non seulement des contributions aux savoirs scientifiques. Claudine évoque par exemple la thèse d'un des doctorants du laboratoire, co-encadrée par une politiste, et qui porte sur la manière dont les questions d'écologie sont traitées dans les politiques publiques. Ce sujet de thèse semble donc bien à l'interface entre écologie politique et écologie scientifique. Concernant les enquêtés.es, c'est plutôt le lien fort avec la question du changement climatique qui donne à leur recherche des dimensions politiques, et rapprochent ainsi leur questionnement scientifique de l'écologie politique. Ainsi, Mathieu travaille sur le cycle du dioxyde de carbone absorbé par les forêts, ce qui est une question centrale dans la compréhension du réchauffement climatique. Elliot, qui a trouvé un poste dans le prolongement de sa thèse sur les cycles de nutriments dans les plantations de cacao, explique que ses recherches vont directement être applicables pour lutter contre le réchauffement climatique :

*"Mon poste au Cameroun c'est sur l'adaptation au changement climatique, même ce que je fais là finalement on se pose un peu ces questions aussi, donc oui mon travail sera affecté par le changement climatique oui."*

Florane a, comme déjà évoqué, choisi son sujet de recherche en fonction de l'influence politique qu'il pourrait avoir. Or la nature en ville constitue un sujet qui tend à devenir une solution envisagée au changement climatique. Florane explique même que sa recherche risque de gagner en popularité à mesure que le changement climatique se fera sentir, par la mise à l'agenda politique de ce genre de solutions. Il y a donc bien une orientation claire de l'écologie scientifique vers les problématiques mises en avant par les mouvements d'écologie scientifique, au point que certain.es ont l'impression que l'écologie politique « invisibilise » l'écologie scientifique. En effet leurs sujets d'intérêts ne se recoupent pas exactement comme l'explique Pierre :

*« Quand on parle écologie c'est vrai que les gens pensent d'abord à tout ce qui est plutôt énergie renouvelable ou développement soutenable ou toutes ces choses-là. Et c'est là où, ouais je pense que le truc écologie politique/écologie se rapprochent et que les gens pensent que ouais l'écologie... En fait je pense que l'écologie politique a fait que l'écologie au sens plus biologique et un peu moins visible. »*

Ainsi les sujets de recherches plus proches de la biologie et de l'étude des interactions entre êtres vivants sont moins visibles, et moins financés que des sujets qui se rapprochent des problématiques liées aux crises climatiques et de la biodiversité. En cela, la frontière entre écologie scientifique et écologie politique est quelque peu brouillée.

Un autre facteur lié à l'implication des chercheur.euses elleux-mêmes explique les liens étroits entre écologie politique et scientifique. En effet, l'écologie scientifique a aussi émergé dans les engagements « savants » durant des moments de controverses. Sezin Topçu a ainsi étudié les engagements des chercheur.euses et scientifiques durant les controverses liées aux risques nucléaires (Topçu, 2006). Si, durant les années 1950, les chercheur.euses ont adopté un rôle similaire à celui des lanceurs d'alertes, s'appuyant « sur leur propre compétences professionnelles pour tirer la sonnette d'alarme », ils et

elles ont ensuite peu à peu brouillé les frontières entre champ scientifique et champ public en se présentant comme des « *citoyens* » engagés pouvant comprendre des dossiers techniques. La figure du contre-expert, lanceur d’alerte et impliqué dans la vie politique est donc prégnante en écologie scientifique. Aujourd’hui de nouvelles figures semblent reprendre cet héritage et se poser comme des « *chercheurs engagés* », comme Jeanne Gherardi et Jean-Michel Hupé, interviewés en avril par *Médiapart* (Chevassus-au-Louis, 2022). C’est donc la posture même de certain.es chercheur.euses en écologie qui font également assimiler écologie politique et scientifique. Si aucun.e chercheur.euse du laboratoire ne semblait adopter cette posture, on retrouvait chez certain.e une version atténuée et pacifiée (beaucoup moins conflictuelle) ; notamment chez un chercheur connu pour ses travaux de vulgarisation de l’écologie (avec des apparitions fréquentes dans les médias, la création d’une bande-dessinée...). Pierre explique que c’est pour cette raison qu’il a choisi ce laboratoire, car il connaissait le travail de ce chercheur et l’admirait. Il rappelle que ce travail de vulgarisation, visant à diffuser les enjeux de la recherche en écologie, est fait bénévolement par ce chercheur, car cela ne fait pas partie de son travail. Ainsi cette posture, si elle est plus éloignée de volontés politiques que la figure du chercheur engagé, semble tout de même s’en inspirer.

Toutes les raisons évoquées sont donc des explications au fait que le mouvement de l’écologie politique comme l’explique Marie-Hélène Parizeau, « *suit comme son ombre* » l’écologie scientifique (Parizeau, 2010). Cette relation forte entre écologie politique et scientifique se cristallise d’ailleurs dans certains domaines de l’écologie scientifique, dont le but clairement affiché est d’orienter l’action publique en termes de politiques liées à l’écologie. C’est le cas des sciences de la conservation, domaine de recherche de Claudine, qui constitue des sciences normatives chargées en idéologies et existant du fait de l’activité humaine, cause du changement climatique et de la crise de la biodiversité.

Ce que Claudine appelle les « *sciences de la conservation* » et qu’elle définit comme les « *sciences pour préserver la biodiversité* », semblent centrées autour d’une science appelée « *biologie de la conservation* », que Marie-Hélène Parizeau définit comme « *l’étude et la protection de la diversité biologique en contexte de crise écologique* » (Parizeau, 2010). C’est donc une science avec des buts pratiques clairs (de prévention des extinctions, d’études des impacts des activités humaines et d’inventaires),

et qui tend vers l'action même en cas d'incertitudes scientifiques, appliquant ainsi le principe de précaution. La biologie de la conservation diffère de l'écologie de la restauration, appliquée notamment aux Etats-Unis dès les années 1960 dans la gestion des parcs naturels, et qui tend à penser le concept de nature comme un milieu délaissé de l'impact de la présence humaine. La biologie de la conservation, au contraire, réinscrit l'homme dans son milieu et tend à penser une co-évolution entre l'homme et la nature (Parizeau, 2010). Cette science est donc inscrite dans une idéologie spécifique et tend vers l'expertise et l'action publique : une science normative. Claudine explique qu'elle voit dans cette « *valeur normative* » un certain « *engagement* » pour la science, qui s'oppose à la vision d'une science « *de la connaissance* » que certain.es de ses collègues ont. Pour elle, la science doit avoir un impact direct dans la cité :

*« De la même manière que la médecine c'est une science pour soigner les vivants, bah l'écologie.. les sciences de la conservation en écologie c'est la science pour préserver la biodiversité. »*

Ainsi les sciences plus appliquées au sein de l'écologie ont une claire visée d'action. Si c'est moins le cas de la recherche fondamentale en écologie, que Claudine qualifiait de science « *de la connaissance* », cette dernière appuie largement les sciences de la conservation. C'est ce qu'explique Jean-Philippe, qui lui travaille dans le domaine de la recherche fondamentale : pour lui, ses recherches visent aussi à appuyer les sciences s'intéressant à des « *problèmes concrets* », et non seulement à faire progresser la connaissance :

*« C'est-à-dire que moi je m'intéresse peut-être moins dans ma recherche à des problèmes d'écologie ponctuels et concrets, mais je comprends très bien des gens fassent ça et au contraire, c'est très utile ! Mais moi c'est plus pour faire progresser la connaissance fondamentale, à partir desquels il y a des gens qui peuvent faire des choses : c'est parti souvent de la recherche fondamentale après les découvertes ! »*

Au-delà de la seule biologie de la conservation, c'est donc l'écologie de manière générale qui semble tendre vers l'action politique, et c'est aussi en cela que c'est une science « *impliquée* ». L'écologie scientifique est une science qui entretient des liens forts avec le politique, mais cela ne signifie absolument pas qu'elle se confond avec l'écologie politique. A ma question légèrement provoquante de savoir s'il est pertinent de séparer

écologie politique et scientifique, puisqu'elles partagent le même nom, tous.tes les enquêtés.es ont à raison rappelé leurs différences, Jean-Philippe expliquant avec humour que la distinction entre « *écologiste* » et « *écologue* » était « *la même chose* » que la distinction entre « *socialiste* » et « *sociologue* ». Jean-Paul Deléage et Léo Coutellec expliquent également qu'il n'y a pas de « *voie de passage direct entre les deux* » et que la distinction reste très pertinente :

*« Si en effet la pensée et la culture politiques peuvent influencer les choix programmatiques des communautés scientifiques, elles ne peuvent pour autant, et en aucun cas, induire directement une production de connaissances scientifiques en dehors des lieux institués à cette fin. » (Deléage, Coutellec, 2015)*

Les liens avec la politique et les représentant.es de l'écologie politique de l'écologie scientifique semblent néanmoins assez forts, comme l'explique Mathieu. Pour lui, EELV a des liens forts avec « *le monde scientifique* » car il trouve la plupart de leurs propositions cohérentes au regard des faits et recommandations qu'il tire de l'écologie politique. Au-delà des aspects très spécifiques des programmes d'EELV sur des points de l'écologie, la popularité du parti écologiste dans les laboratoires scientifiques s'explique également par le fait qu'il fonde tout de même son identité (écologiste) sur une confiance dans la science, elle-même lanceuse d'alerte d'une catastrophe à venir. Elliot explique que c'est cette confiance dans la science des scientifiques qui fonde leur identité politique écologiste :

*"C'est comme si on demandait à des catholiques, alors que d'autres catholiques prévoient une apocalypse, est-ce qu'ils feraient tout pour éviter cette apocalypse, et suivraient les préconisations du pape. Ils diraient "Bah oui."*

D'un point de vue sociologique, cette confiance dans la science s'accompagne d'un niveau d'étude généralement élevé chez les représentant.es d'EELV, qui engendre une homogénéité sociale claire entre cadres du parti et scientifiques. Ces raisons expliquent donc cette relative proximité, ou en tout cas ce sentiment de proximité des écologues avec les représentant.es de l'écologie politique en France ; en plus bien sûr des sensibilités écologistes des écologues qui sont aux racines de leur orientation et

constituent un prolongement politique à leur travail scientifique. Arnaud parle implicitement de ce lien personnel :

*"Moi j'ai jamais compris les écologues qui sont pas écologistes."*

Outre sa proximité d'avec les partis représentant l'écologie politique, les écologues spécialisés dans les questions de biodiversité se sont créés, selon la formule d'Arnaud, leur propre « *outil politique* » à travers l'IPBES<sup>9</sup>. Selon lui, il y a une forme « *d'ego* » dans cette création, l'écologie trouvant sa place « *grâce* » aux crises climatiques et de biodiversité. Cette plateforme a en effet pour vocation l'appui aux politiques publiques de biodiversité, et a été créée dans une volonté d'imitation de l'IPCC (nom du GIEC en anglais). Ici l'écologie scientifique s'immisce donc dans la politique par le biais de ces institutions.

Pourtant des enquêtés nuancent cette idée d'une grande proximité entre écologie politique et scientifique. Pierre explique qu'il a l'impression que l'écologie politique a « *invisibilisé* » l'écologie scientifique : beaucoup de personnes de son entourage pensaient par exemple qu'il travaillait sur les énergies renouvelables. Claire, elle, raconte que son apprentissage (récent) de l'écologie scientifique a totalement refondu sa conception politique de l'écologie. Selon elle, « *en politique, on est au courant de rien* ». Elle mentionnait ici notamment des militants écologistes radicaux, parlant notamment de leur « *fixette sur les forêts* » qui en France sont moins « *menacées* » que d'autres milieux naturels. Elle se dit même « *attristée* » par ce décalage entre écologie politique et scientifique, rappelant notamment que la question de la biodiversité n'a été que peu évoquée durant la primaire d'EELV. Ce témoignage qui diffère des autres car Claire n'est pas dans le champ scientifique depuis longtemps et semble avoir subi une désillusion quand aux liens effectifs entre les champs politiques et scientifiques de l'écologie. Néanmoins, il permet de nuancer la proximité réelle entre les deux mondes, et rappeler qu'aucun des enquêtés du laboratoire n'est un militant écologiste au sens stricte du terme, c'est-à-dire engagé au sein d'un parti ou d'une association et menant des actions et activités régulières. Si on ne peut ainsi nier le côté « *impliqué* » dans la cité de

---

<sup>9</sup> L'IPBES est une plateforme réunissant des chercheurs internationaux et souvent présentée comme le « GIEC » de la biodiversité

l'écologie scientifique, celle-ci n'a pas absorbé l'écologie politique, et n'est pas absorbée par l'écologie politique, malgré un amalgame bien présent entre les deux.

## 2. Un métier qui touche à l'intime

Le métier d'écologue semble avoir une emprise profonde sur les écologues eux/elles-mêmes et toucher des aspects de leur vie variés. En mesurant l'impact réel de ce métier sur différents points de la vie des enquêté.es, on voit ainsi sa proximité d'avec le politique, et le militantisme, comme volonté intime de transformation d'un contexte environnemental et social.

L'« *intime* », notion créée pour distinguer la vie publique d'une vie « *privée* » qui serait moins liée à la vie sociale d'un individu, est en réalité profondément influencé et structuré par le politique. Le contrôle social et la situation socio-économique s'inscrit dans la chair et la psyché ; et ordonne la vie des personnes. Cela n'est pas un hasard si un des slogans du mouvement de libération des femmes dès les années 1960 était « *Le privé est politique* »<sup>10</sup> : la structuration même temporelle du « privé » est profondément liée à un contexte politique. Or, c'est sur des aspects que l'on peut considérer comme « *intimes* » et mêlée à des considérations écologistes, que le métier d'écologue semble avoir le plus grand impact sur la vie des enquêté.es. Il s'agit donc ici non plus d'analyser les aspects de l'écologie scientifique qui tendent vers le politique ; mais de comprendre par l'influence du métier d'écologues sur les individus ce que le métier de chercheur.euse en écologie produit sur l'intime même et sur les conceptions politiques profondes des écologues. Nous avons déjà étudié les pratiques écologiques des individus, manifestations de ces conceptions politiques, mais il s'agit ici d'analyser l'aspect plus émotionnel de ces engagements, directement lié à l'activité quotidienne des écologues.

Tout d'abord, le métier d'écologue nécessite un engagement entier des individus, qui engagent une grande partie de leur temps pour leur travail, ce qui brouille la frontière travail/vie privée. Claire, qui a un contrat de 35 heures en tant que technicienne, explique que le cadre de travail dans lequel évoluent les chercheur.euses pousse au travail constant, et ne pose pas explicitement des limitations et une « barrière privé et travail » :

---

<sup>10</sup> « *The personal is political* »

« Personne ne respecte les 35 h, on n'est pas censé compter nos heures parce que c'est un « métier passion » tout ça. Alors je te parle des autres, avant de parler de moi, ils sont-ils envoient des mails à 23h à des horaires mais c'est incroyable, incroyable ! Et moi je suis contre ça. [...] Il y a un peu une pression sur bah si tout le monde le fait tu dois le faire. Donc je le faisais au début, au début je respectais pas, je comptais pas mes heures tout ça, pendant mon CDD et tout ça [...] mais maintenant que je suis en poste, j'ai posé les choses et j'ai dit "bon bah moi c'est 35 h, les mails c'est pendant mes horaires de travail que je les traite " et du coup non je moi, je suis-je crois la seule du labo à respecter ça. Et ça en a choqué certains hein, que je prenne par exemple quand je fais des heures sup - je fais des heures sup parfois y a pas le choix parce qu'on a des campagnes de terrain ou les horaires 35 h c'est impossible, il y a des protocoles qui sont impossibles à tenir en 35 h donc dans ces cas-là je fais des heures sup- bah je les compte et je prends des récu. Mais ça a choqué! Mais ils étaient choqués les gens, mais j'étais en mode "Bah c'est la loi! C'est le code du travail en fait, c'est mon droit et voilà.". Pareil les congés, il y en a plein qui posent pas leurs congés ou pas tous, qui posent que la moitié de leurs congés. »

Claire parle ainsi d'un « dépassement » et d'un « dévouement au travail » constant des chercheur.euses qui ne comptent pas leurs heures et s'absorbent dans leur travail. Le témoignage de Claudine détaille l'impact d'une telle place de son métier dans sa vie, expliquant que comme son métier nécessite des « journées de 10 heures », « week-end compris », il serait « très dur » pour elle de concilier sa vie personnelle et sa vie professionnelle si son partenaire n'avait pas, lui aussi, une « passion » chronophage. Ainsi, elle explique qu'avec son mari, qui fait beaucoup de sport le week-end, ils ont « chacun » leur « passion ». C'est donc bien le registre du « métier-passion » évoqué qui semble justifier un tel engagement de temps de la part des chercheur.euses. Cet engagement entier de leurs personnes les empêche aussi d'engager leur temps dans le militantisme : c'est bien l'un ou l'autre, et ell.eux semblent avoir choisi leur travail de chercheur.euse. Mais ce registre de la passion, évoqué aussi par d'autres enquêt.e.s, semble bien montrer la force très importante de leur métier sur tous les aspects de leur vie.

Ainsi Mathieu, qui certes a des enfants en bas âge, fait des commentaires récurrents sur sa propre fatigue tout au long de l'entretien, expliquant qu'elle est une « conséquence » de sa charge de travail sur sa « vie personnelle ». Il raconte également lire pour son plaisir « *la nuit* » car c'est le seul moment où il a le temps, mais il précise bien ne jamais travailler la nuit. Cet engagement total des chercheur.euse est selon lui cause régulière de réactions psychosomatiques :

*« Vous vous réveiller à, je sais pas, 40-45 ans et en fait, enfin je sais pas il va y avoir un grain de sable dans la machine quoi, un truc qui marche pas ou je sais pas quoi et voilà y'a des gens qui tapent des dépressions parce que ils sont trop engagés là-dedans en fait. Voilà, on peut aussi se, on peut aussi se... Pour moi, personnellement, c'est un risque, et je sais que j'ai été confronté à ce risque, donc c'est pour ça que je le mentionne. Après je dis pas que c'est tout le monde, mais c'est un qui est fréquent, voilà je pense. »*

Ces réactions sont favorisées par l'absence de réel supérieur dans la recherche, qui pourrait jouer selon lui le rôle de « *garde-fou* ». Ce métier semble donc bien être un métier total qui, sans aller jusqu'à provoquer des dépressions chez tous les écologues, a au moins une influence cruciale sur leur psyché et sur la structuration de leur vie. Ce travail est, en effet, prenant et « *bouffe* » la vie des écologues, selon le terme d'Arnaud. Au-delà d'une question d'obstacles concrets au militantisme, c'est surtout le temps qui joue en sa défaveur pour les chercheur.euses. Arnaud explique ainsi qu'un de ses collègues du laboratoire, « *vrai militant* » qui se présente sur les listes de Lutte Ouvrière, a négocié son contrat afin de dédier une demi-journée par semaine au militantisme : il s'est ainsi senti obligé de réduire son contrat de travail pour pouvoir avoir une activité militante de quelques heures par semaine sur son temps libre. C'est donc bien l'idée qu'on doit être écologue ou militant qui prime en recherche ; et cela explique en partie pourquoi Claudine percevait son activité de chercheuse comme un substitut au militantisme écologiste, disant vouloir agir « *dans les sphères de pouvoir* ». Le métier d'écologue constitue donc un engagement total qui a des conséquences sur tous les aspects de vie des individus, et sur leur rapport à leur présent, mais aussi à leur avenir.

Concernant le rapport au présent, les enquêté.es évoquent une frustration importante à l'idée de ne pas être « *écoutés* » par le reste de la société :

« *Y a pas de postes, personne nous écoute y'a pas d'argent bah ouais bah c'est pas fun tout le temps quoi.* » (Pierre)

Ce dernier évoque aussi un certain isolement avec les personnes qui ne sont pas dans le milieu académique, et avec qui les interactions sont « *hyper compliquées* » car ils et elles ne « *comprennent pas* » ce qu'il fait dans son métier. Jean-Philippe évoque cette même incompréhension dans son entourage et son sentiment d'isolement parfois du fait de son métier. Pour Arnaud, c'est le temps long de la recherche, qui apporte peu de sentiment d'accomplissement à court terme, qui peut être « *frustrant* » et lui apporter peu de satisfaction.

Si le rapport au présent et à leur situation est ainsi beaucoup influencé par leur métier, c'est surtout leur rapport au futur qui démontre une imbrication de l'écologie politique et de l'écologie scientifique. En effet, l'écologie politique est une idéologie absolument tournée vers le futur, or le rapport à l'avenir des enquêté.es est largement influencé par leur métier et leur quotidien, comme nous allons le voir maintenant. Le monde pressenti par les enquêté.es, forme avec leur habitus la causalité du probable (Bourdieu, 1974), notion créée par Bourdieu pour théoriser la manière dont l'avenir est anticipé par les individus. Or on remarque une inquiétude importante chez tous les enquêté.es face à l'avenir, et qui mêle chez les doctorants la peur personnelle d'un avenir dans la recherche et une forme d'éco-anxiété. Ainsi Florane hésite fortement à continuer de travailler dans la recherche, à cause du manque de postes et de financements. Pierre, qui ne se voit pas « *faire autre chose* » que de la recherche exprime tout de même sa « *peur* » à l'idée de ne pas trouver de poste. Ces peurs se combinent chez eux à une peur de l'avenir liée au changement climatique et à la crise de biodiversité, qui se traduit dans l'utilisation d'un vocabulaire très expressif et marqué par une grande intensité. Ainsi Florane parle de son « *fatalisme* » par rapport au changement climatique, Jean-Philippe explique qu'« *on va à la catastrophe* » et que cela le « *déprime* », Mathieu parle du « *côté angoissant* » à travailler tous les jours sur les conséquences du changement climatique, et est « *triste* » de la faible médiatisation du problème. Elliot, s'il commence par dire qu'il pense qu'il est possible « *d'ingéniérer plein de choses pour s'adapter* », explique ensuite être « *triste* » pour la perte de biodiversité, puis en fin d'entretien fini par dire qu'il est en fait « *résigné* », car « *on n'arrivera pas à changer la philosophie humaine en 20 ans* ». Arnaud se dit aussi « *très triste* » car pour lui, « *on n'y arrivera pas* », et évoque les

paysages, espèces et peuples qui vont disparaître. Claire aussi explique être « *vraiment triste* » lorsqu'elle pense à l'avenir avec le changement climatique, et que ça l'a fait « *bader* ». Elle raconte ainsi avoir pleuré lors de la lecture de la seule préface d'un livre portant sur une société qui va disparaître à cause du réchauffement climatique. Le métier d'écologue, fortement imprégné sur le présent des enquêtés, a aussi une forte influence sur leurs émotions concernant l'avenir. Ils et elles vivent ainsi avec intensité les problèmes liés à des aspects des crises environnementales et de perte de biodiversité qu'ils et elles étudient au quotidien. Leur métier a d'ailleurs une telle emprise sur leur vision de l'avenir, que pour certains, le conditionnement psychique qu'il crée s'immisce dans des questions au cœur de leur intimité, comme celle d'avoir ou non des enfants.

Pour ceux qui voudraient des enfants, le facteur écologique entre particulièrement en jeu. Ainsi Claire dit hésiter fortement à avoir des enfants :

*« Le futur il me paraît super sombre et j'ai peur de mettre des enfants sur la terre et qu'ils aient une vie de merde. »*

Son point de vue ne met ainsi pas tant en avant l'impact écologique du fait d'avoir un enfant mais plus une hésitation par rapport au contexte de vie qu'aurait son futur enfant, dans un monde où les crises de biodiversité et de changement climatique sont très présentes. Florane tient le même discours, et explique réfléchir à s'il est « *raisonnable* » de faire un enfant sans savoir quelle condition de vie il ou elle aura, faisant un parallèle avec ses neveux :

*« Par exemple j'ai des neveux qui ont, le plus grand a 5 ans et je suis très heureuse qu'ils existent et je les aime énormément, mais je me dis un peu "Ben en fait ça va être quoi leur vie? Je sais pas."*

Mathieu, qui a déjà deux jeunes enfants, explique, lui, ne pas avoir voulu faire plus d'enfants pour des raisons d'impact écologique :

*« Ma femme me disait "Oh on pourrait avoir un 3e enfant": j'ai dit non, ça c'est...Enfin moi non. Non non parce que parce que, parce que je pense qu'on est...Enfin ça aussi hein c'est un paradoxe, mais on est nombreux, deux c'est max, j'irai pas au-delà. Je comprends,*

*et même avant qu'on ait des enfants, pendant très longtemps on a été ensemble sans avoir d'enfants, et enfin moi en tout cas je me posais la question, je me disais "franchement est-ce que ça vaut le coup de rajouter du monde ici quoi." »*

Même Jean-Philippe, qui est célibataire et qui n'a pas d'enfants, explique que s'il avait la possibilité de faire un enfant, il n'est « *pas sûr* » qu'il le ferait, pour des raisons écologiques. Il y a donc une grande influence de l'idéologie portée par l'écologie et de leur vision de l'avenir, fortement influencée par leur métier, sur la question de faire ou non des enfants. Cette question est pourtant largement perçue comme profondément intime et personnelle. Pour Arnaud, il est anormal que ce soit aux individus de porter, par des raisonnements qui influencent tant leur vie, la responsabilité du changement climatique et des crises de biodiversité. Lui a eu des enfants et n'a pas voulu que des facteurs écologiques entrent en compte dans son choix, et est attristé que certain.es se sentent obligé.es de faire des sacrifices personnels :

*« Le truc qui consiste à dire « la solution elle est individuelle, ça je pense que c'est vraiment de la foutaise. Et c'est pour ça que, quand tu me demandais ce que je faisais comme acte politique, je te dis ce que je fais, mais je trouve que c'est minable en fait, et que de toute façon c'est pas le problème. C'est pas possible en fait qu'on mette sur l'individu les changements politiques qui sont nécessaires en fait. Et je crois que y a ce côté-là, quand en fait il y a certaines personnes qui en viennent à se dire « Je vais pas avoir d'enfants parce que pour les convictions je vais pas en avoir », bah j'espère qu'ils voulaient pas d'enfants dans le fond, et qu'ils le justifient comme ça. Mais quand t'as une déficience, de l'Etat ou n'importe quelle institution collective en fait, à prendre en charge des problèmes de survie ou de bien-être collectif, et que ça en vient à rejaillir sur la vie des gens, je pense qu'il y a quelque chose qui a merdé. Et ça, ça me fait chier. »*

Il semble pourtant bien que les écologues subissent des répercussions psychiques profondes et intenses liées à leur métier, au point d'en modifier radicalement leurs choix de vie. En cela, leur métier touche à leur vie intime et structure leur rapport au monde en se mêlant aux idéologies écologistes.

## CONCLUSION

Ainsi, si la carence en travaux similaires localisés sur des laboratoires de recherche ne permet pas de conclure fermement en qualifiant ou non les écologues d'écologistes, nous pouvons tout de même tenter de répondre à la problématique sur chaque plan développé dans ce mémoire. Les enquêté.es ont ainsi un positionnement idéologique radical et dominé par des idées écologistes, qu'ils et elles semblent avoir acquises ou fortement fortifié durant leur socialisation secondaire. Sur le plan des idées, on pourrait ainsi les qualifier d'écologistes. Sur le plan des actes, en revanche, s'il est vrai que leurs pratiques quotidiennes sont marquées par l'écologie ; les écologues ont des discours de détachement à l'égard de ces pratiques, perçues comme peu utiles par beaucoup. Une partie des enquêté.es semble tendre vers des actions plus radicales relevant d'un militantisme écologique. Cependant cette activité n'a pas l'air compatible avec la recherche en écologie, qui semble jouer le rôle de substitut : c'est pour eux et elles, l'un **ou** l'autre, politique **ou** recherche, militant.e **ou** chercheur.euse. Derrière cette séparation radicale dans les discours, on observe en revanche une grande proximité entre écologie politique et écologie scientifique ; qui si elles ne sauraient se confondre, ont des objectifs communs, et véhiculent un rapport au monde similaire.

Le rapport à la politique des enquêté.es est donc complexe, mais cela est peut-être aussi dû à la complexité du phénomène sur lequel ils et elles voudraient alerter : contrairement aux scientifiques dans le film *Don't look up*, ils et elles ne peuvent camper la figure classique du ou de la lanceur.euse d'alerte pour une menace délimitée ; mais doivent plutôt tenir le rôle de relanceur.euses d'une alerte peu prise au sérieux et aux multiples conséquences difficiles à lier entre elles. Cela inscrit l'alerte dans le temps long, ce qui nécessite aussi que les chercheur.euses restent dans le champ des sciences pour que leur légitimité ne soit pas compromise sur le long terme. L'écologie scientifique semble donc être, autant qu'une « *science impliquée* », une idéologie traduite dans un champ légitimé : le champ des sciences.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Sources :**

-Les 8 entretiens réalisés

-Coulmont, Jean-Baptiste. *Le prénom : catégorie sociale*. 2012, <http://coulmont.com/bac/index.html>.

-Garric, Audrey. « *Savants ou militants ? Le dilemme des chercheurs face à la crise écologique* », Le Monde. 2020, [https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/03/09/savants-ou-militants-le-dilemme-des-chercheurs-face-a-la-crise-ecologique\\_6032394\\_1650684.html](https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/03/09/savants-ou-militants-le-dilemme-des-chercheurs-face-a-la-crise-ecologique_6032394_1650684.html). Consulté le 20 mai 2022.

-Grandcolas, Philippe. « *Les réactions à “Don’t Look Up” font l’impasse totale sur la crise de la biodiversité* », Le Monde. 2022, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/01/18/les-reactions-a-don-t-look-up-font-l-impasse-totale-sur-la-crise-de-la-biodiversite\\_6109891\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/01/18/les-reactions-a-don-t-look-up-font-l-impasse-totale-sur-la-crise-de-la-biodiversite_6109891_3232.html). Consulté le 18/01/2022.

-Chevassus-au-Louis, Nicolas. « *Ecologie : vers un rapprochement entre science et engagement politique ?* », Médiapart. 2022, <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/010422/ecologie-vers-un-rapprochement-entre-science-et-engagement-politique>. Consulté le 12/05/2022.

### **Bibliographie :**

-Agrikoliansky, Éric. « Chapitre 6 - Les « carrières militantes ». Portée et limites d’un concept narratif », Olivier Fillieule éd., *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche....* Presses de Sciences Po, 2017, pp. 167-192.

-Balsiger, Philip. « Chapitre 7 - La consommation engagée », Olivier Fillieule éd., *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche....* Presses de Sciences Po, 2017, pp. 193-214.

-Berger, Peter et Luckmann, Thomas. « III. La société comme réalité subjective », *La Construction sociale de la réalité*. Armand Colin, 2018, pp. 213-285.

-Bonneuil, Christophe, et Pierre-Benoît Joly. « La fabrique conjointe des sciences et des sociétés », Christophe Bonneuil éd., *Sciences, techniques et société*. La Découverte, 2013, p.5.

- Bourdieu, Pierre. Avenir de classe et causalité du probable. *Revue française de sociologie*, 1974, 15-1. pp. 3-42. DOI : 10.2307/3320261
- Bourdieu, Pierre. « La domination masculine ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 84, n° 1, 1990, p. 2-31.
- Bourdieu Pierre. « L'école conservatrice. Les inégalités devant l'école et devant la culture », *Revue française de sociologie*, vol. 7, n°3, 1966, p. 325.
- Bourdieu Pierre, Delsaut Yvette. Le couturier et sa griffe : contribution à une théorie de la magie. In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 1, n°1, janvier 1975. Hiérarchie sociale des objets. pp. 7-36.
- Bourdieu, Pierre et Passeron Jean-Claude. *La Reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Les éditions de Minuit, 1993.
- Comby Jean-Baptiste. *La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Paris, Raisons d'Agir, 2015, 250p.
- Deléage, Jean-Paul, et Léo Coutellec. « L'écologie scientifique, une science impliquée ? », *Écologie & politique*, vol. 51, no. 2, 2015, pp. 55-64.
- Demortain, David. « Experts scientifiques et action publique : paradoxe et perspectives de recherche pour la sociologie politique de l'expertise », *Sciences sociales et santé*, vol. 39, no. 2, 2021, pp. 33-41.
- Dupuy, Michel. « Scientifiques, télévision et écologie : entre vulgarisateur et lanceur d'alerte », *Le Temps des médias*, vol. 25, no. 2, 2015, pp. 182-199.
- Gougou, Florent. « Chapitre 2 - Du vote de classe au vote des classes. Les usages du concept de vote de classe », Olivier Fillieule éd., *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche....* Presses de Sciences Po, 2017, pp. 69-92.
- Guille-Escuret, Georges. *L'écologie kidnappée*. Presses Universitaires de France, 2014
- Gurr Ted. *Why Men Rebel*, Princeton University Press, 1971, Boston.
- Hulot Nicolas. *Combien de catastrophes avant d'agir ? - Manifeste pour l'environnement*, Editions Seuil, 2002.
- Ion, Jacques. « V - L'engagement distancié », *La fin des Militants ?* Éditions de l'Atelier, 1997, pp. 79-97.
- IFOP. Etude « Végétariens et flexitariens en France en 2020 », Pour FranceAgriMer, mai 2021 : <https://www.ifop.com/publication/vegetariens-et-flexitariens-en-france-une-enquete-referente-realisee-aupres-de-15-000-francais/>
- Jérôme, Vanessa. « Chapitre 3 - Militer : apprendre à devenir vert », *Militer chez les verts*. Presses de Sciences Po, 2021, pp. 123-135.
- Jacques, Guy. *Qu'est-ce que l'Ecologie ? Une définition scientifique*, Vuibert, 2010, 107p.

- Latour, Bruno. « Première partie Critique de la science pure, ou la fin d'un paradigme », *Le métier de chercheur. Regard d'un anthropologue*, sous la direction de Latour Bruno. Éditions Quæ, 2001, p.14.
- Lepont, Ulrike. « Les experts les plus consultés aux États-Unis : L'hypothèse d'une péri-administration. Le cas des politiques de protection maladie (1970-2010) », *Revue française de science politique*, vol. 66, no. 6, 2016, pp. 887-913.
- Lévêque, Christian. *L'écologie est-elle encore scientifique ?* Éditions Quæ, 2013
- Matagne, Patrick. « Aux origines de l'écologie », *Innovations*, vol. n° 18, no. 2, 2003, pp. 27-42.
- Neveu, Érik. « V. De « nouveaux » mouvements sociaux ? », *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte, 2019, pp. 58-69.
- Ollitrault, Sylvie. « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, vol. 51, no. 1-2, 2001, pp. 105-130.
- Olson, Mancur. *Logique de l'action collective*. Univ Bruxelles, 2018.
- Parizeau, Marie-Hélène. « Biotechnologie, nanotechnologie, écologie : entre science et idéologie », *Biotechnologie, nanotechnologie, écologie*. Éditions Quæ, 2010, pp. 7-66.
- Pautard Eric. « Pratiques environnementales des Français en 2020 : agir à l'échelle individuelle », *Données et études statistiques, Pour le changement climatique, l'énergie, l'environnement, le logement, et les transports*. Ministère de la transition écologique, 2021.  
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/pratiques-environnementales-des-francais-en-2020-agir-lechelle-individuelle?rubrique=38&dossier=231>
- Percheron, Annick. « Chapitre VI. Dimensions idéologiques », *L'univers politique des enfants*, Presses de Sciences Po, 1974, pp. 99-138.
- Restier-Melleray Christiane. Experts et expertise scientifique. Le cas de la France. In: *Revue française de science politique*, 40<sup>e</sup> année, n°4, 1990, pp. 546-585.
- Tiberj, Vincent. « La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de science politique*, vol. 62, no. 1, 2012, pp. 71-106.
- Topçu, Sezin. « Nucléaire : de l'engagement « savant » aux contre-expertises associatives », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 14, no. 3, 2006, pp. 249-256.

**Claudine**



**Date et lieu de l'entretien:** Lundi 25 octobre 2021 à 17 heures, dans son bureau du bâtiment du laboratoire.

**Genre:** Femme

**Âge:** 58 ans

**Etude et parcours professionnel:** Classe préparatoire agro à Paris, puis DEUG agroalimentaire, puis magistère d'Ecologie, puis thèse sur la fragmentation des habitats animaux et poste d'ATER dans ce laboratoire puis est rapidement devenue maître de conférence en modélisation de systèmes végétaux (en décalage par rapport à sa spécialité) dans ce laboratoire.

**Activités professionnelles:** Professeure, chercheuse, directrice du laboratoire et Vice-Présidente Développement Soutenable de l'Université auquel le laboratoire est rattaché.

**Equipe:** Science de la conservation

**Situation du foyer:** Mariée, conjoint ingénieur agro-alimentaire et passionné de sport.

**Proximité politique:** semble proche politiquement du parti *Les Verts* (votes, notamment pour la primaire).

**Expériences militantes :** Peu d'engagements militants radicaux, mais signature de pétition, expériences d'expertise (Haut conseil des Biotechnologies) et dimension normative de sa recherche qui lui fait apparaître comme intrinsèquement engagée. Elle accepte aussi volontiers d'intervenir (ex: podcasts sur l'urgence de la crise de la biodiversité). Enfin elle se voit engagée par le biais de son poste de Vice-présidente Développement Soutenable au sein de l'université, en portant les enjeux de biodiversité.

**Profession des parents:** Père opticien, mère salariée du magasin d'optique.

**Proximité politique des parents et de l'entourage:** Parents de centre-droit, rattachés au gaullisme. Son conjoint vote *Les Verts*, mais ils discutent peu de politique, car elle perçoit une tension chez lui due à son métier et un possible décalage avec ses valeurs politiques. Ses deux enfants sont politisés (fille engagée pour le féminisme, fils végétarien), ils ont des discussions politiques au moment des votes. Elle les perçoit comme plus "revendicateurs" qu'elle.

## Florane



**Date et lieu de l'entretien:** Mardi 26 octobre 2021 à 15 heures, dans une salle de repos/salle à manger et cuisine à son étage du laboratoire.

**Genre:** Femme

**Âge:** 25 ans

**Etude et parcours professionnel:** Bac S puis prépa MPSI et intègre l'Ecole Polytechnique après les concours, où elle prend aussi des cours de biologie. Elle avait la possibilité d'étudier dans une autre école pour la dernière année et a choisi AgroParisTech où elle a étudié la nature en ville. Elle a ensuite fait un CDD de 9 mois dans le laboratoire avant de pouvoir commencer sa thèse.

**Activité professionnelle:** 1ère année de thèse

**Equipe:** Impacts humains sur les écosystèmes

**Situation du foyer:** Célibataire

**Proximité politique:** sensibilité de gauche (quelques analyses marxistes), en particulier pour les questions de féminisme. Elle a voté *LFI*, se sent proche de certains courants chez *Les Verts* (les plus à gauche): apprécie Sandrine Rousseau mais pas Yannick Jadot.

**Expériences militantes:** collages et réunions avec un groupe militant féministe, mais se sent moins légitime à militer pour l'écologie. Beaucoup de discussions avec son entourage proche sur l'écologie dans lesquelles elle "*apporte de l'information*". Exemple: Elle "*milite*" pour que son père tonde moins la pelouse.

**Profession des parents:** Père professeur de thermodynamique à la Marine Marchande, mère qui travaille dans une association d'aide aux femmes en difficulté.

**Proximité politique des parents et de l'entourage:** Elle décrit son père comme "*très très à gauche*", il était militant à Attac quand elle était plus jeune. Sa mère "*a les mêmes convictions mais elle s'engage moins*". Ses amis sont beaucoup issus des sciences fondamentales, milieu qui semble assez homogène avec une sensibilité pour les questions écologiques et féministes sans forcément une grande politisation.

## Jean-Philippe



**Date et lieu de l'entretien:** Le Mercredi 27 octobre 2021 à 18 heures, à la terrasse d'un café dans le quartier où il habite (et travaille car il est beaucoup en télé-travail).

**Genre:** Homme

**Âge:** 57 ans

**Etude et parcours professionnel:** Il a d'abord fait une classe préparatoire bio-maths sup, puis est entré à l'ENS Cachan. Il a ensuite passé l'agrégation au cas où il ne pourrait pas être chercheur, puis a fait un stage dans un laboratoire de médecine en biologie moléculaire. Il a ensuite dû faire son service militaire, en tant que scientifique du contingent à l'Ecole Polytechnique, où il est ensuite resté pour faire une thèse. Il a été recruté au CNRS en biologie, y est resté quelques années puis a voulu changer. Il a été recruté au laboratoire et a changé de spécialité (de l'échelle moléculaire à l'échelle des écosystèmes).

**Activité professionnelle:** Chercheur

**Equipe:** Impacts humains sur les écosystèmes

**Situation du foyer:** Célibataire

**Proximité politique:** Sensibilité écologiste de gauche (vote *LFI* aux dernières élections).

**Expériences militantes:** Il a commencé à militer au lycée pour soutenir un camarade de classe arrêté lors d'une manifestation. Il a ensuite manifesté pendant ses études contre la sélection à l'université. Une fois ses études terminées, il a milité au sein d'ATTAC (il est maintenant toujours adhérent mais pas militant), d'un journal local militant écolo, et a participé à une campagne municipale pour un candidat écologiste. Militantisme sous forme de manifestations, réunions, distributions de tracts, concerts...

**Profession des parents:** Sa mère était femme au foyer (qui faisait un peu de secrétariat pour son père, imprimeur) et son père a fini cadre après une ascension sociale liée au travail, et achetait du matériel spécifique pour des laboratoires scientifiques.

**Proximité politique des parents et de l'entourage:** Entourage perçu comme assez hétérogène politiquement, à l'exception de sensibilités d'extrême droite.

## Pierre



**Date et lieu de l'entretien:** Jeudi 28 octobre 2021 à 15 heures 30, dans une salle de repos/salle à manger et cuisine à son étage du laboratoire (la même que pour l'entretenu 2)

**Genre:** Homme

**Âge:** 26 ans

**Etude et parcours professionnel:** Il a fait une prépa BCPST pendant deux ans et a intégré l'ENS de Cachan en biologie, et a fait en parallèle un master d'écologie. Il a fait un an d'échange dans un laboratoire en Nouvelle Zélande au cours de ses études. Il a commencé sa thèse en septembre dans le laboratoire, qui porte sur l'effet des chats sur la biodiversité.

**Activité professionnelle:** 1ère année de thèse

**Equipe:** Animale

**Situation du foyer:** Célibataire

**Proximité politique:** Sensibilité politique très à gauche, grande importance des questions sociales, féministes et écologistes. Proximité partisane avec la gauche communiste anticapitaliste, se dit "limite anarchiste".

**Expériences militantes:** Beaucoup de lectures politiques marxistes et anarchistes, manifestations sur des questions sociales (ex: loi de sécurité globale), collages antifascistes. Il refuse de militer sur des questions écologiques car cela pourrait porter préjudice à son travail.

**Profession des parents:** Son père est guichetier dans un bureau de poste (fonctionnaire) et sa mère travaille pour une agence immobilière spécialisée dans les logements sociaux.

**Proximité politique des parents et de l'entourage:** Famille et milieu perçus comme très peu politisés: "le classique classe moyenne très peu politisée", père qui vote Poutou et mère qui vote probablement au centre. En revanche, ses socialisations amicales, notamment depuis l'ENS et dans le cadre de son travail, sont un milieu très politisé, majoritairement très à gauche (homogène).

## Mathieu



**Date et lieu de l'entretien:** Vendredi 29 octobre 2021 à 15 heures, dans la cuisine/salle à manger à son étage du laboratoire (différent de celui des entretenu.e.s 2 et 4)

**Genre:** Homme

**Âge:** 39 ans

**Etude et parcours professionnel:** Il a fait médecine pendant 2 ans, mais il ne se voyait pas continuer car il avait du mal avec le bachotage et avec le rapport médecin-patient (trouver la bonne distance). Il a donc fait un an de licence d'écologie lors d'une année de césure dans l'université rattachée au labo, a continué jusqu'à sa thèse, portant sur les échanges de dioxyde de carbone entre les forêts et l'atmosphère. Il a commencé un post-doc en Allemagne mais ne l'a pas terminé car une place d'enseignant-chercheur s'est ouverte dans le laboratoire. Il y travaille depuis.

**Equipe:** Végétale

**Situation du foyer:** Marié, sa femme est psychologue. Ils ont ensemble deux jeunes enfants.

**Proximité politique:** Proximité politique de gauche (sympathie pour *Les Verts* et *LFI*) mais se détache dans ses propos de l'extrême gauche.

**Expériences militantes:** Manifestations contre des lois sur le travail ou sur la recherche, mais n'en fait plus depuis la naissance de ses enfants. Il cotise aussi à trois associations écologistes (Canopée, Greenpeace et une association locale). Il exprime beaucoup son envie d'en faire plus.

**Profession des parents:** Mère institutrice et père agent SNCF (cheminot).

**Proximité politique des parents et de l'entourage:** Son père n'était pas militant mais parlait beaucoup de politique avec une grande sensibilité à gauche. Sa femme et lui sont d'accord politiquement, son environnement amical et professionnel est perçu comme homogène de gauche, avec quelques personnes d'extrême gauche.

## Claire



**Date et lieu de l'entretien:** Vendredi 19 novembre 2021 à 19h30, dans son bureau puis visite des différentes pièces du laboratoire et de la serre.

**Genre:** Femme

**Âge:** 24 ans

**Etude et parcours professionnel:** Elle a commencé une double licence sociologie-histoire (pour devenir chercheuse en sociologie) mais a dû arrêter pour des raisons de santé au bout de la deuxième année. Elle a donc fait un BTS écogarde par correspondance en un an, et un stage en phytosociologie dans une association naturaliste, puis un service civique d'ambassadrice de la nature à Perpignan. Elle a ensuite été prise 6 mois en CDD d'écogarde au parc national des Calanques, mais à cause de la pandémie son contrat a été réduit à 3 mois. Ne touchant donc pas le chômage, elle a cherché rapidement un autre travail et a été prise dans le laboratoire il y a un an en CDD de 8 mois "technicienne en mesures et suivi environnemental". Elle a ensuite passé un concours de la fonction publique pour avoir son poste actuel. Elle travaille la moitié du temps sur le terrain (ex: prélève des carottes de terre à des endroits précis), et l'autre moitié elle réalise des protocoles précis sur ces prélèvements dans la serre, les ateliers ou les laboratoires du laboratoire.

**Activité professionnelle:** Elle est "technicienne en environnement géo-naturels et anthropisés".

**Equipe:** Animale, Végétale et Impacts humains sur les écosystèmes

**Situation du foyer:** En couple, vit avec son conjoint.

**Proximité politique:** Elle est très à gauche et anticapitaliste, avec une sensibilité écologiste et sociale très importante. Pour ce qui est de la politique institutionnelle, hésite entre voter Jadot (présenté comme un choix stratégique) ou Poutou (présenté comme un choix de cœur).

**Expériences militantes:** Elle a commencé à militer au lycée dans une junior-association écologiste, puis s'est beaucoup politisée durant sa licence et faisait partie des

organisateurs du mouvement social à Tours contre la loi Travail (manifestations, topos, occupation de la fac). Du fait de son état de santé, elle milite beaucoup moins mais est toujours proche des milieux militants et se renseigne sur les “lutttes”+ militantisme en ligne. Elle est très militante sur les pratiques de son entourage (sur le fait de manger de la viande, de prendre l'avion...).

**Profession des parents:** Père journaliste reporter d'images à France 3 région centre et mère prof de français en lycée privé.

**Proximité politique des parents et de l'entourage:** Parents anciens militants de gauche, politique centrale dans les liens familiaux, mais les perçoit comme de la “gauche molle” (vote PS) et distance avec les idéaux politiques de son père notamment sur les questions de genre (le décrit comme “macho”). Environnement amical et personnel qui semble plutôt homogène de gauche et d'extrême-gauche, avec une place de la politique aussi très importante dans ses rapports personnels.

## Elliot



**Date et lieu de l'entretien:** Mercredi 12 janvier 2022 à 19 heures 30, dans son bureau dans le laboratoire.

**Genre:** Homme

**Âge:** 27 ans

**Etude et parcours professionnel:** Il a fait une licence de biologie sélective et interdisciplinaire (frontière du vivant) avec des cours inversés, avec des stages dans des labos de recherche. Il a ensuite fait 6 mois de stage d'écologie théorique au Chili avant son master, puis fait le master rattaché au laboratoire, suivi d'un stage dans le laboratoire puis a commencé sa thèse dans le laboratoire (co-encadrée par un laboratoire d'une autre ville). Il a déjà un poste pour après sa thèse sur les plantations de cacao dans le laboratoire qui co-encadre sa thèse au CERA (il sera donc amené éventuellement à faire de l'expertise/travailler pour des entreprises). Il va s'expatrier dès septembre 3 à 6 ans au Cameroun car son poste comportera 50% de terrain.

**Activité professionnelle:** Dernière année de thèse sur les cycles de nutriments dans les forêts d'eucalyptus, donne aussi des cours (conférences de méthode sur la biodiversité).

**Equipe:** Végétale

**Situation du foyer:** vit avec sa copine, qui travaille à l'AFD

**Proximité politique:** Proximité avec EELV sauf sur la question du nucléaire et sur des positions "ésotériques" qui mystifient la nature.

**Expériences militantes:** Pas d'expériences militantes institutionnalisées, mais milite au sein de son entourage pour que les personnes aient des pratiques plus écolos. Il signe aussi des pétitions.

**Profession des parents:** Parents qui étaient cadres dans la finance, mais père qui a quitté son travail, a acheté des forêts en Lozère et tente de vivre en autonomie

**Proximité politique des parents et de l'entourage:** Ses parents sont des libéraux (centristes) qu'il perçoit comme ayant été peu intéressés par la politique "*parce que ça les touche peu, et que dans ma famille on est pas bourgeois depuis longtemps.*". Son père a changé de vie, est devenu très écolo, vote EELV. Ses amis parisiens sont plutôt plus à droite que lui (centristes) alors qu'il perçoit le labo comme globalement plus à gauche que lui.

## Arnaud



Date et lieu de l'entretien: Lundi 17 janvier à 10 heures 30, dans une salle de réunion vide dans l'école d'Agronomie dans laquelle il enseigne.

**Genre:** Homme

**Âge:** 40 ans

**Etude et parcours professionnel:** Il a fait un bac S, puis a eu une école d'Agro à Angers spécialisée en horticulture sur concours, dans laquelle il s'est spécialisé dès la 3ème année dans le secteur forestier, puis est parti en Suède faire un doctorat. Thèse sur la restauration de pâturages pour les rennes, détruits par les activités forestières. Après le doctorat, s'est retrouvé 6 mois au chômage et à faire des petits contrats pour la Suède, et après a fait un post-doc à l'INRA une année (au département de science pour l'action et le développement SAD), puis a été recruté dans une école d'Agro, et son poste de maître de conférence était rattaché au laboratoire.

**Activité professionnelle:** Enseignant chercheur, se définit comme ethno-écologue

**Equipe:** Sciences de la conservation

**Situation du foyer:** Marié avec une chercheuse sur les politiques publiques en faveur de la nature, deux enfants

**Proximité politique:** Il a été proche du mouvement altermondialiste dans sa jeunesse.

**Expériences militantes:** Durant son école il était proche des milieux altermondialistes et il allait souvent manifester (ex: contre la guerre en Irak, contre le Pen en 2002, contre le traité constitutionnel européen). En fin de 4ème année il est parti deux mois avec des amis pour une association altermondialiste au Nicaragua. Aujourd'hui tente de défendre une science qui permet l'existence des Savoirs Locaux (SEL), et voit ça comme un engagement important. Il signe aussi des pétitions, va à des manifestations (climat, loi sécurité globale), donne pour des associations écolo et a sa carte à Attac mais n'y est pas un militant investi.

**Profession des parents:** Mère institutrice, père qui travaillait à la chambre de commerce.

**Proximité politique des parents et de l'entourage:** Parents de gauche, la "gauche chrétienne".

## **Annexe 2: Questionnaire**

- **Parcours scolaire et professionnel**
  - Origine socio-professionnelle (métiers des parents, sensibilité pour les sciences de la nature ? pour l'écologie ? Rapport perçu de la politique dans la famille, ville/campagne)
  - Motivations du choix (si c'en est un) d'orientation vers les sciences naturelles (vocation, valeurs, stabilité économique ?)
  - Rapport aux études (distant, proche...) et pratiques
  - Parcours professionnel
  - Choix du labo ? Début de l'activité. Souvenirs des premiers jours ?
  
- **Organisation du travail**
  - Situation d'emploi. Activité principale ou complémentaire ? Autres sources de revenus ? Poids des différentes sources de revenus. Poids du temps consacré à chaque activité
  - Fréquence de travail (horaires et jour) + Zone de travail+ Matériel utilisé.
  - Journée type ? en quoi consiste le travail
  - Sociabilité au travail : majoritairement du travail de groupe ? solitaire ? + rapports hiérarchiques fortement perçus ?
  
- **Rapport au travail**
  - Avantages et Inconvénients perçus du travail au sein du laboratoire
  - Satisfaction/Travail qui vaut le coup ?
    - Évolutions perçues de l'activité (avec changement climatique ?) et leurs conséquences
    - Projection dans l'activité. Tu te vois continuer longtemps ?
    - Conséquences de l'activité sur la vie personnelle : - fatigue physique ? psychique ? émotionnelle ?
      - apports et épanouissement ?
      - Vision de l'avenir, nourrie par les recherches
  
- **Rapport à l'Écologie et à sa place dans le champ des sciences**
  - Définition de l'écologie. Quelle est sa place dans le champ des sciences ?
  - -Comment vous voient les biologistes ? (chercher discipline les plus proches)
  - Porosité des sciences naturelles ? ou catégories étanches ? Interdisciplinarité

- Rôle du chercheur en écologie dans la société, rôle dans la cité ? lequel ? (experts, prophètes) + est-ce réalisable ? Sentez-vous que vous pouvez remplir votre rôle facilement ?
- Quels sentiments face à ce rôle ?
- Liens avec l'écologie dite « politique » : distinction pertinente ?
- **Rapport à la Politique et au Militantisme**
  - Discussions politiques ou sur l'écologie politique au travail ? ou en dehors ? avec qui ?
  - Rapport personnel à la pensée écologiste : pratiques « eco »? lectures supplémentaires à celles nécessaires pour effectuer son travail ? lesquelles ?
  - Expériences de militantisme ? sous toute ses formes (pétition, prise de parole, manifestations, engagement associatif ou politique)
- Politique institutionnelle : Vote ou abstention ? Pour quelles élections ? Pour quelle tendance politique ?
  - Rapport à l'écologisme politique : compatible ou non avec vos point de vue et pratiques personnelles ?
  - Environnement politique des proches (conjoint.e, ami.e.s)

- **INFORMATIONS BIOGRAPHIQUES**

Âge

Parcours professionnel et place occupée aujourd'hui au sein du laboratoire

Autres activités, temps consacré à la recherche si ce n'est pas la seule activité

Parcours scolaire/diplôme

Parcours conjugal (conjoint.e, activité pro du/de la conjoint.e, enfants, arrivée des enfants)

Choix des enfants ou non

Origine sociale

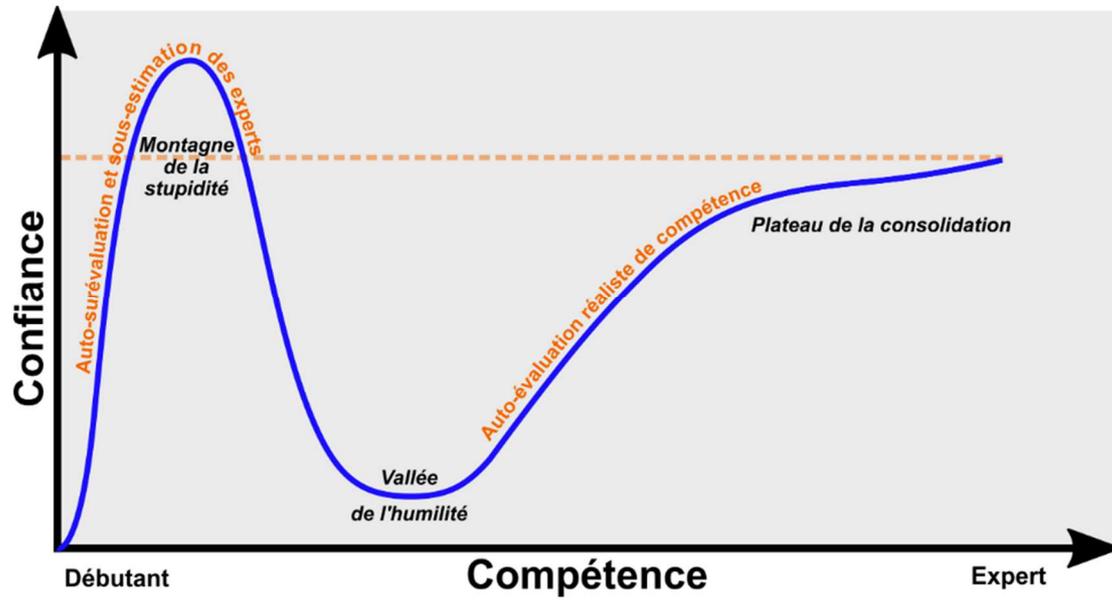
Contraintes éco (sources de revenus, montant des rémunérations)

Sensibilité politique

### Annexe 3

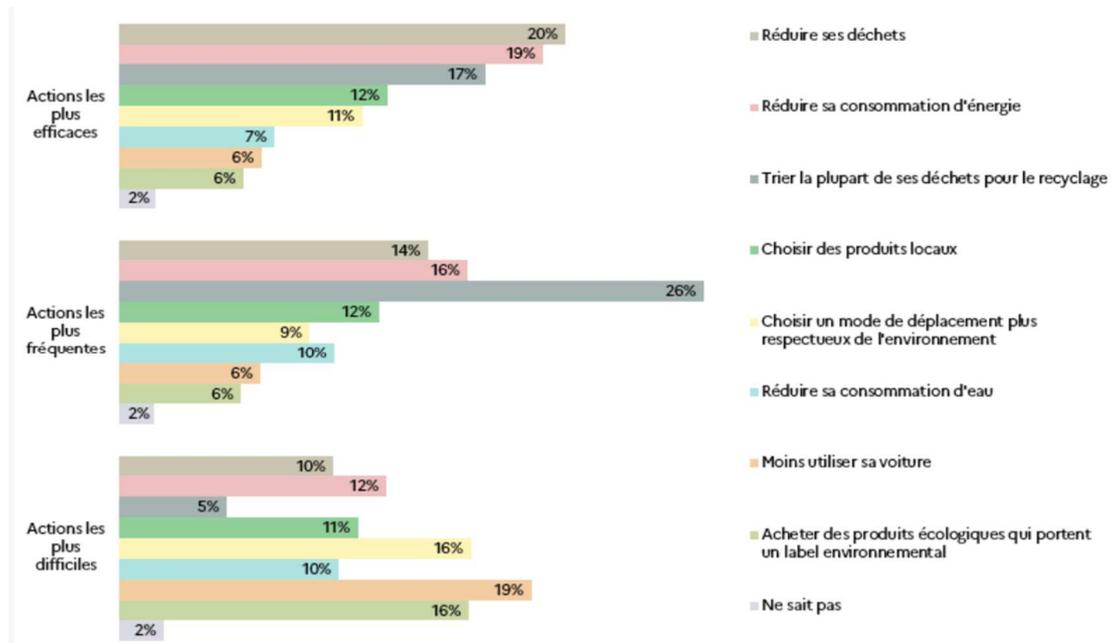
Enquêtés	Claudine	Florane	Jean-Philippe	Pierre	Mathieu	Claire	Elliot	Arnaud
<b>Situation</b>	Enseignante chercheuse, directrice du laboratoire	En thèse	Chercheur	En thèse	Enseignant-chercheur	Technicienne	En thèse	Enseignant-chercheur
<b>CSP</b>	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Profession intermédiaire	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Cadres et Professions intellectuelles supérieures				
<b>Profession père</b>	Opticien	Professeur du supérieur	Cadre commercial	Guichetier à la poste	Cheminot	Journaliste	Cadre dans la finance	Salarié de la chambre de commerce
<b>CSP père</b>	Profession intermédiaire	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Employé	Ouvrier	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Profession intermédiaire
<b>Profession mère</b>	Salariée du magasin	Salariée d'une association	Femme au foyer	Salariée d'une agence immobilière	Institutrice	Professeure de français en lycée	Cadre dans la finance	Institutrice
<b>CSP mère</b>	Employée	Employée	Sans activité	Employée	Profession intermédiaire	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Cadres et Professions intellectuelles supérieures	Profession intermédiaire

## Annexe 4



**Source:** schéma tiré du site “Wikipedia Commons” et réalisé par Arjuna Filips, disponible sur: <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=79800078>

## Annexe 5



Actions pour l'environnement - © Source : SDES, baromètre « Société et Environnement » de l'enquête "Conditions de vie et aspirations" réalisée par le Credoc en janvier 2021.

**Source:** tableau réalisé par Pautard Eric, « Pratiques environnementales des Français en 2020 : agir à l'échelle individuelle »,

Données et études statistiques, Pour le changement climatique, l'énergie, l'environnement, le logement, et les transports. Ministère de la transition écologique, 2021.

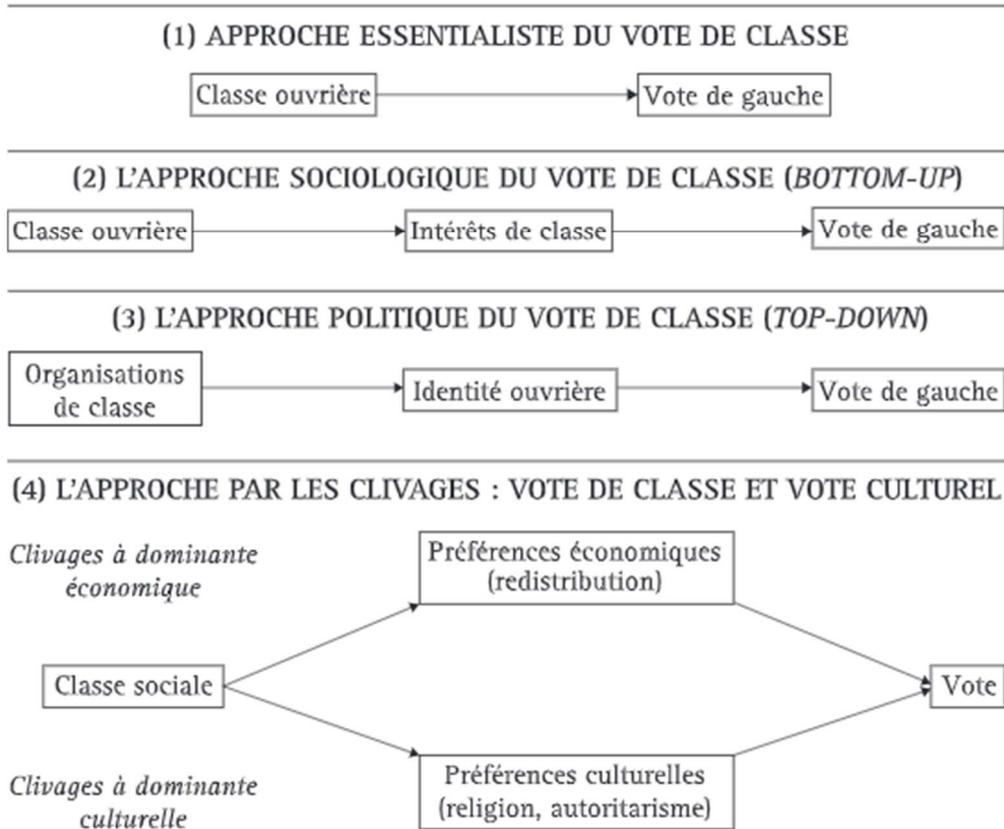
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/pratiques-environnementales-des-francais-en-2020-agir-lechelle-individuelle?rubrique=38&dossier=231>

## Annexe 6

Enquêté.es	Claudine	Florane	Jean-Philippe	Pierre	Mathieu	Claire	Elliot	Arnaud
Vote 2017 1 <sup>er</sup> tour	EELV	LFI	LFI	PS	LFI ou EELV	NPA	LFI	LFI
Vote 2017 2 <sup>ème</sup> tour	Pas de données	Pas de données	Abstention	LREM	LREM	Abstention	LREM	LREM
Vote prévu 2022 1 <sup>er</sup> tour	EELV	Ne sait pas	Pas de données	Pas de données	Ne sait pas	NPA ou EELV	PS/EELV/LFI	LFI

## Annexe 7

Tableau 2 - Les modèles d'explication du vote de classe



**Source:** Schéma tiré de Gougou, Florent. « Chapitre 2 - Du vote de classe au vote des classes. Les usages du concept de vote de classe », Olivier Fillieule éd., Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche.... Presses de Sciences Po, 2017, pp. 87.

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>1. Environnement, idées, et expériences politiques des enquêté.es</b>	<b>11</b>
1.A. L'environnement social des enquêté.es	11
1.A.1. Durant l'enfance	11
1.A.2. Une socialisation secondaire qui tend à homogénéiser leurs conceptions politiques	19
1.B. Les cadres idéologiques des enquêté.es et les supports théoriques qui les nourrissent	27
1.B.1. Les problèmes politiques au cœur de leurs préoccupations	27
1.B.2. Les supports théoriques qui nourrissent leur pensée sur l'écologie politique	31
1.C. La politique en actes : pratiques, votes et expériences militantes	33
1.C.1. Des écolos en pratique ?	33
1.C.2. Vote et militantisme	40
<b>2. Le Politique et la recherche en écologie</b>	<b>51</b>
2.A. Politique et recherche	51
2.A.1. Actions militantes au sein du travail	51
2.A.2. Le laboratoire : un lieu d'échange politique relativement déconflictualisé	57
2.B. Politique ou recherche	62
2.B.1. Les obstacles au militantisme dans la recherche	62
2.B.2. La question de la neutralité	66

2.C. Ecologie politique et scientifique : deux mondes si distincts ?	75
2.C.1. Une science « impliquée »	75
2.C.2. Un métier qui touche à l'intime	82
<b>CONCLUSION</b>	<b>88</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>89</b>
Sources	89
Bibliographie	89
<b>ANNEXES</b>	<b>92</b>
1.	92
2.	101
3.	103
4.	104
5.	105
6.	106
7.	107
<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>108</b>